

(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 MAI 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 7th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

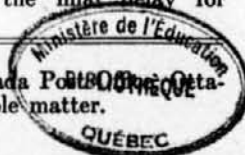
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Alma Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1949, constituant en corporation: Anatole Simard, marchand, de Saint-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval, Lucienne Morin et Françoise Harvey, sténographes, filles majeures, de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules-moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires, sous le nom de "Alma Automobile Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Alma Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April 1949, incorporating: Anatole Simard, merchant, of Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, Lucienne Morin and Françoise Harvey, stenographers, spinsters, of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To make, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of every kind and in their motors and accessories, under the name of "Alma Automobile Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arcand & Dion Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1949, constituant en corporation: Arthur Arcand, rentier, Roméo Dion et Omer Arcand, contracteurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exécuter tous travaux de construction et de réparation de bâtisses, sans aucune exception, et agir comme entrepreneurs, contracteurs, ou sous-entrepreneurs et sous-contracteurs pour tels travaux de construction et de réparation en général, sous le nom de "Arcand & Dion Cie Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, District judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Arrow Flush Door Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1949, constituant en corporation: Isabelle Lemay, Pauline Cabana, Germaine Bazinet, sténographes, Dorothy Lawson, téléphoniste, toutes de la cité de Montréal, et Martine Ranger, sténographe, de l'Abord-à-Plouffe, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce et l'industrie de portes et châssis et généralement de tous objets fabriqués de bois et de tous objets fabriqués en tout ou en partie de bois, dans toutes ses branches et sous toutes ses formes, sous le nom de "Arrow Flush Door Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Arrowhead Building Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack, Gregory Charlap, procureurs, et Paul-Émile Tanguay, gérant de crédit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter la propriété suivante, à savoir:
Ce certain emplacement ayant front sur la rue Ste-Catherine, ouest, dans ladite cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze cent quatre-vingt-dix-sept (1497) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité de Montréal, contenant une largeur de vingt-cinq pieds en front et vingt-cinq pieds et six pouces en arrière par cent quarante-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, lesdites mesures comprenant la moitié du terrain sur lequel les murs mitoyens ont été érigés, sous le nom de "Arrowhead Build-

Arcand & Dion Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1949, incorporating: Arthur Arcand, annuitant, Roméo Dion and Omer Arcand, contractors, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry out construction works and repairs to buildings, without exception, and act as builders and contractors or sub-contractors for such construction and repair works in general, under the name of "Arcand & Dion Cie Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arrow Flush Door Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1949, incorporating: Isabelle Lemay, Pauline Cabana, Germaine Bazinet, stenographers, Dorothy Lawson, telephone operator, all of the city of Montreal, and Martine Ranger, stenographer, of l'Abord-à-Plouffe, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the door and sash business and industry, and deal generally in wooden articles, and any objects manufactured in whole or in part, of wood, carry on said business in all its branches and all its forms, under the name of "Arrow Flush Door Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arrowhead Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack, Gregory Charlap, barristers, and Paul-Émile Tanguay, credit manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase the following property, name'y:
That certain emplacement fronting on St. Catherine Street West in the said City of Montreal, known and designated as lot number fourteen hundred and ninety-seven (1497) on the Official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the said City of Montreal, containing a width of twenty-five feet in front and twenty-five feet six inches in rear, by one hundred and forty-seven feet in depth, English measure and more or less, said measurements including the one-half of the ground on which the mitoyen walls were erected, under the name of

ing Inc.", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Association des Locateurs de Chambres de la
Région de Montréal
Montreal Rooming House Keepers Association**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Gagnon, J.-Marc Michaud, Jean-Baptiste Geoffrion, Georges Derinch, et Dame Gabrielle Caron Charron, veuve de Gilles Charron, tous locateurs de chambres, des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la classe des locateurs de chambres et de toutes personnes intéressées dans la location des chambres dans la région de Montréal, et membre de l'Association, sous le nom de "Association des locateurs de Chambres de la Région de Montréal" — "Montreal Rooming House Keepers Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Berkertex of London Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mars 1949, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Edmond Jodoin, huissier et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer, faire le commerce ou négocier des habits, vêtements et hardes de toute sorte et description pour dames, messieurs, garçons et enfants, vêtements de sport, articles et vêtements de sports, chapeaux, casquettes, articles de mode, fourrures, marchandises sèches et fournitures de toute sorte et description, et toutes matières premières utilisées dans ou pour iceux, et, généralement, en faire le commerce, sous le nom de "Berkertex of London Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

"Arrowhead Building Inc.", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,500 preferred shares of the value of \$100 each, and 5,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Association des Locateurs de Chambres de la
Région de Montréal
Montreal Rooming House Keepers Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Alfred Gagnon, J. Marc Michaud, Jean-Baptiste Geoffrion, Georges Derinch, and Dame Gabrielle Caron Charron, widow of Gilles Charron, all rooming house keepers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

The study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of rooming house keepers and all others interested in the renting of rooms in the district of Montreal, and members of the Association, under the name of "Association des Locateurs de Chambres de la Région de Montréal" — "Montreal Rooming House Keepers Association".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Berkertex of London Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1949, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Edmond Jodoin, bailiff, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, export, import, deal or trade in ladies', gentlemen's, boys' and children's clothing, wearing apparel and garments of every kind and description, sportswear, sporting goods and apparel, hats, caps, millinery, furs, dry goods and furnishings of every kind and description, and all raw materials used therein or therefor, and to deal in same generally, under the name of "Berkertex of London Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Compagnie de Marbre Carrare Canadien
(Limitée)
Canadian Carrara Marble Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1949, constituant en corporation: Victor Vincelli, entrepreneur en travaux de tuiles, Ernest Nantel, plâtrier, Arthur Choquette, ingénieur, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Explorer et rechercher des carrières de marbre, de pierre, d'ardoise, de grès, de sable et de toutes autres espèces, sortes ou descriptions; et s'en rendre acquéreur, locateurs ou autrement possesseurs, sous le nom de "Compagnie de Marbre Carrare Canadien (Limitée)" — "Canadian Carrara Marble Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Compagnie de Marbre Carrare Canadien
(Limitée)
Canadian Carrara Marble Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1949, incorporating: Victor Vincelli, contractor in tile works, Ernest Nantel, plasterer, Arthur Choquette, engineer, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To explore and search for marble quarries, stone, slate, clay, sand and all other quarries of every kind and description; and to acquire, lease or otherwise own the same, under the name of "Compagnie de Marbre Carrare Canadien (Limitée)" — "Canadian Carrara Marble Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Comité pour l'Entretien des Chemins d'Hiver
de St-Pie de Guire**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Thibault, marchand, Rodolphe Letendre, Armand Cournoyer et Nestor Garon, cultivateurs, tous de St-Pie, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

L'entretien des chemins d'hiver, sous le nom de "Comité pour l'entretien des chemins d'hiver de St-Pie de Guire".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Pie de Guire, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Comité pour l'Entretien des Chemins d'Hiver
de St-Pie de Guire**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Thibault, merchant, Rodolphe Letendre, Armand Cournoyer and Nestor Garon, farmers, all of St-Pie, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

The upkeep of winter roads, under the name of "Comité pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de St-Pie de Guire".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at St-Pie de Guire, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Garage Paul Godin Ltée
Garage Paul Godin Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer, fabriquer, importer, exporter, échanger, vendre, louer, entretenir, en faire le renflouage et le sauvetage, et faire le commerce en général sous toutes ses formes, toutes sortes de voitures automobiles, véhicules, camions, remorques, tracteurs, bicycles, tricyles, avions, bateaux, canots, chaloupes, wagons, moteurs, motocyclettes, engins de toutes sortes, sous le nom de "Garage Paul Godin Ltée" — "Garage Paul Godin Ltd.", avec un capital de

**Garage Paul Godin Ltée
Garage Paul Godin Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, make, import, export, exchange, sell, lease, maintain, attend to the salvaging and towing of, and deal generally, under all forms, in all kinds of automobiles, vehicles, trucks, trailers, tractors, bicycles, tricyles, aeroplanes, boats, canoes, skiffs, wagons, motors, motorcycles, engines of every kind, under the name of "Garage Paul Godin Ltée" — "Garage Paul Godin Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of

\$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

H. Berliand Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1949, constituant en corporation: Alan B. Gold, Murray Lapin, avocats, de la cité de Montréal, et Éli Michael Berger, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, d'animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, et livres périodiques, peintures, objets d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette, parfums, appareils électriques, radios, lessiveuses et articles semblables, sous le nom de "H. Berliand Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

H. J. O'Connell Supplies Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1949, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, avocats, et Robert John Forster, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, aménager, installer, réparer, négocier et faire le commerce de moteurs, bouilloires, installations d'usines de force motrice, appareils hydrauliques de toutes sortes, appareillage électrique, outillage, minier et industriel, outils, instruments de toutes sortes, automobiles, véhicules et accessoires, aéroplanes et accessoires, sous le nom de "H. J. O'Connell Supplies Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie, sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

\$10 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. Berliand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1949, incorporating: Alan B. Gold, Murray Lapin, advocates, of the City of Montreal, and Éli Michael Berger, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial district, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles, perfumes, electrical appliances, radios, washing machines and similar articles, under the name of "H. Berliand Inc.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. J. O'Connell Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, advocates, and Robert John Forster, accountant, all in the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in and deal with engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobiles, vehicles and supplies, aeroplanes and supplies, under the name of "H. J. O'Connell Supplies Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. A. Renaud Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1949, constituant en corporation Joseph-Alfred Renaud, constructeur, Gérard Mongrain, électricien, et Jules Mongrain, contre-maître, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métier, négoce et commerce de constructeurs, contracteurs généraux et marchands de matériaux de construction, agir comme tels; aussi exercer tout autre négoce ou commerce connexe, sous le nom de "J.A.Renaud Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et 250 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. H. Van Ular Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Edith Van Ular, ménagère, veuve, Mark Van Ular, étudiant, et Harry Jerald Van Ular, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et distribuer, soit en gros ou en détail, des bicyclettes, tricycles, motocyclettes, carrosses, jouets et tous articles sur roues, ainsi que des articles et vêtements pour l'athlétisme et le sport, comprenant les armes à feu pour le sport, agrès de pêche, canots, bateaux et moteurs, sous le nom de "J. H. Van Ular Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 1,250 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt en aucun temps.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

John Millen Hull Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Gordon Kohl, avocats, et James Turner Lumsden, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et, en général, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machinerie, sous le nom de "John Millen Hull Limited".

Le capital de la compagnie sera divisé en 8,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de \$40,000.

J. A. Renaud Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Joseph Alfred Renaud, builder, Gérard Mongrain, electrician, and Jules Mongrain, foreman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade, industry and business of builders, general contractors, and of dealers in building requisites, and act as such; also carry on any other allied trade or business, under the name of "J. A. Renaud, Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 preferred shares of \$100 each, and 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. H. Van Ular Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Edith Van Ular, housewife, widow, Mark Van Ular, student, and Harry Jerald Van Ular, manufacturer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and distribute, whether as wholesale or retail, bicycles, tri-cycles, motorcycles, carriages, toys and all wheeled goods as well as athletic and sports equipment and clothing including firearms for sport, fishing equipment, canoes, boats and motors, under the name of "J. H. Van Ular Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 1,250 common shares at \$10 each, and 1,250 preferred shares at \$10 each.

The number of shareholders of the company shall at no time exceed twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

John Millen Hull Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Donald Newton Byers, Gordon Kohl, advocates, and James Turner Lumsden, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts and all kinds of machinery, under the name of "John Millen Hull Limited",

The capita' stock of the company will be divided into 8,000 shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be \$40,000.

Le nombre des actionnaires sera restreint à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

John Millen Val d'Or Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Gordon Kohl, avocats, et James Turner Lumsden, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et, en général, faire le commerce, de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machinerie, sous le nom de "John Millen Val d'Or Limitée",

Le capital de la compagnie est divisé en 6,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$30,000.

Le nombre des actionnaires sera restreint à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Jos. Bélanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: G.-Émile Drolet, rentier, Jules Langlois, voyageur de commerce, et Alexandre Bouré, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce des tabacs, articles d'épicerie et de confiseries, marchandises fines, effets et marchandises à l'état brut, manufacturé, naturel ou confectionné, ou par tout autre titre équivalant toutes sortes d'articles de consommation, sous le nom de "Jos. Bélanger Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

La Compagnie Assh Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Edward Assh, Maurice Assh et Saul Assh, marchands, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

The number of shareholders shall be restricted to twenty (20).

The head office of the Company will be at Hull, Judicial District of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

John Millen Val d'Or Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Donald Newton Byers, Gordon Kohl, advocates, and James Turner Lumsden, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, under the name of "John Millen Val d'Or Limited",

The capital stock of the company is divided into 6,000 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$30,000.

The number of shareholders shall be restricted to twenty (20).

The head office of the Company will be at Val d'Or, in the Judicial District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Jos. Bélanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: G. Emile Drolet, annuitant, Jules Langlois, commercial traveller, and Alexandre Bouré, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in tobacco, groceries and confectionery, fine merchandise, wares and raw materials, merchandise in a manufactured, natural or made-up state, or food products of every kind, or under any other equivalent title, under the name of "Jos. Bélanger Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Compagnie Assh Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Edward Assh, Maurice Assh and Saul Assh, merchants, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Faire en gros et en détail, le commerce de merceries en général, de confection pour hommes et pour dames, dans les marchandises neuves et usagées, sous le nom de "La Compagnie Assh Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Agence Elzéar Gauvin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1949, constituant en corporation: Paul Turgeon, comptable, Marthe Morel et Anne-Marie Lajeunesse, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en assurances générales à titre d'agent principal; agir comme sous-agents le cas échéant; avoir à son emploi des agents ou des sous-agents du moment qu'ils seront autorisés d'agir comme tels selon les dispositions de la Loi des Assurances de la province de Québec, sous le nom de "L'Agence Elzéar Gauvin, Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Modular Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1949, constituant en corporation: Henri Masson-Loranger, Avocat, conseil en Loi du Roi, de Westmount, Paul Champagne, avocat, de Montréal, et Jacqueline Dugas, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction des bâtiments de toutes sortes et de toutes descriptions, de pavage, aqueducs, égouts, chemins, routes, viaducs, tunnels, ponts et chaussées, ainsi que toutes sortes de travaux publics et privés de quelque nature ou genre quelconque, sous le nom de "Modular Construction Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montréal Film Production Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Roger Beaulieu, J.-Alfred Ethier et Philippe Beaugard, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To deal wholesale and retail in haberdashery in general, and in men's and ladies' wearing apparel, and in new or used merchandise, under the name of "La Compagnie Assh Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Agence Elzéar Gauvin, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Paul Turgeon, accountant, Marthe Morel and Anne-Marie Lajeunesse, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general insurance brokers, under the title of principal agent; to act as sub-agent when required; to have, in its employ, agents or sub-agents, when authorized to act as such, pursuant to the provisions of the Province of Quebec Insurance Act, under the name of "L'Agence Elzéar Gauvin, Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Modular Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1949, incorporating: Henri Masson-Loranger, advocate, King's Counsel, of Westmount, Paul Champagne, advocate, of Montreal, and Jacqueline Dugas, secretary, spinster, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the construction of buildings of all kinds and all descriptions, pavings, waterworks drains, roads, highways, viaducts, tunnels, bridges and embankments, and also any kind of public or private works, of whatever nature or kind they may be, under the name of "Modular Construction Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montréal Film Production Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Roger Beaulieu, J. Alfred Ethier, and Philippe Beaugard, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Produire, manufacturer, importer et exporter, acheter et vendre, agir comme agents, pour manufacturer, produire, pour importer et exporter, pour acheter et vendre, pour négocier à forfait des films cinématographiques, sous le nom de "Montréal Film Production Ltée", avec un capital de \$10,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Shawinigan Realities Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1949, constituant en corporation: Henry Weir Davis, avocat et conseil en Loi du Roi, Richard Dale Weldon, avocat, Frank Wright, comptable, Helen Elizabeth Gormley, sténographe, fille majeure, et Olive Smith, sténographe, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, bâtisses et propriétés immobilières de toute tenure ou description et tous immeubles ou intérêts en iceux et tous droits sur iceux ou s'y rapportant, et les mettre en valeur de la manière jugée convenable, sous le nom "Shawinigan Realities Limited", avec un capital de \$500,000 divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Tomaqua Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1949, constituant en corporation: Albert-Aziz Aboud, manufacturier, Joseph-Édouard Grondin, agent, et Dame Anita Bertrand, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Édouard Grondin, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer, diriger et pratiquer l'industrie hôtelière, y compris celle de cabines pour touristes, restaurants et amusements et tous genres de commerces connexes, sous le nom de "Tomaqua Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Trans-Continental Tourist Information Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

To produce, manufacture, import and export purchase and sell, act as agents for the manufacturing, producing, importing and exporting, purchase and sale, dealing by contract in moving picture films, under the name of "Montréal Film Production Ltée", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares, of a par value of \$1 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Shawinigan Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Henry Weir Davis, advocate and King's Counsel, Richard Dale Weldon, advocate, Frank Wright, accountant, Helen Elizabeth Gormley, stenographer, spinster, and Olive Smith, stenographer, widow, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, or otherwise acquire lands, buildings and immoveable property of any tenure or description and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account in such manner as may seem expedient, under the name of "Shawinigan Realities Limited", with a capital stock of \$500,000 divided into 5,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tomaqua Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Albert-Aziz Aboud, manufacturer, Joseph Edouard Grondin, agent, and Dame Anita Bertrand, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Edouard Grondin, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To engage in, conduct and carry on the hotel business, including that of tourist cabins, restaurants and amusements, and all other business connected therewith, under the name of "Tomaqua Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Trans-Continental Tourist Information Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre avril 1949, constituant en corporation: Dame Henriette Seidner Messenger, administratrice, épouse de Ignatz Messenger et dûment autorisée par lui, Walter Odze, ingénieur, et Dame Helene N. Menkes Odze, sténographe, épouse de Walter Odze et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme éditeurs, exportateurs et importateurs, agents, marchands à commission et celui qui consiste à acheter, vendre et négocier la publication des cartes, travaux d'art, cartes de Noël et guides touristiques, sous le nom de "Trans-Continental Tourist Information Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Valises Colonial Luggage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1949, constituant en corporation: Jean-Paul Hamel, artisan, Jean-Marie Bériault, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Noël Hamel, artisan, de l'Abord-à-Plouffe, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents ou représentants de compagnies, corporations, firmes, individus ou fabriques, faisant le commerce, en gros ou en détail, des cuirs de toutes sortes, courroies, harnais, articles de selleries, malles, valises, sacs, trousse, articles de voyage, couvertures, boîtes, chaussures, mocassins, bourses, porte-feuilles, accordéons, instruments de musique, articles en plastique et toutes autres espèces d'articles se rapportant directement ou indirectement à la fabrication ou manufacture des articles plus haut mentionnés ou de leurs accessoires, sous le nom de "Valises Colonial Luggage Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
24816-o L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1949, incorporating: Dame Henriette Seidner Messenger, executive, wife of Ignatz Messenger and duly authorized by him, Walter Odze, engineer, and Dame Helene N. Menkes Odze, stenographer, wife of Walter Odze, and duly authorized by him, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as publishers, exporters and importers, factors, commission merchants and buying, selling and dealing in publications of maps, artistic works, Christmas cards, and tourist guides, under the name of "Trans-Continental Tourist Information Limited" with a capital stock of \$5,000 divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Valises Colonial Luggage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1949, incorporating: Jean Paul Hamel, artisan, Jean Marie Bériault, advocate, both of the city of Montreal, and Noël Hamel, artisan, of l'Abord-à-Plouffe, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as agents or representatives of companies, corporations, firms, individuals or factories, dealing wholesale or retail in leather of all kinds, beltings, harness, articles of saddlery, trunks, suitcases, bags, cases and travelling equipment, blankets, boxes, footwear, moccasins, purses, bill-folds, accordions, musical instruments, plastic goods and all other types of effects connected directly or indirectly with the manufacturing or making of the articles above mentioned articles or their accessories, under the name of "Valises Colonial Luggage Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
24816 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Aldor Sportswear Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six avril 1949, changeant le nom corporatif de la compagnie "Pioneer Children's Wear Inc.", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 27 février 1946, en celui de "Aldor Sportswear Inc."

Supplementary Letters Patent

Aldor Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Pioneer Children's Wear Inc.", a company incorporated by letters patent dated February 27th, 1946, into that of "Aldor Sportswear Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Carrières Lagacé Ltée
Lagacé Quarries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit avril 1949, à la compagnie "Carrières Lagacé Ltée" — "Lagacé Quarries Ltd.", confirmant son Règlement N° 3: a) subdivisant les 400 actions ordinaires du capital-actions de la compagnie, d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune; b) abrogeant les droits, privilèges, conditions, restrictions et limitations attachés aux actions privilégiées tels qu'énoncés dans les lettres patentes originales de la compagnie et les remplaçant par ceux énoncés audit Règlement N° 3; c) abrogeant les restrictions au transfert des actions dans les lettres patentes originales et les remplaçant par celles énoncées audit règlement N° 3 et s'appliquant aux actions ordinaires et aux actions privilégiées; d) abrogeant les pouvoirs et objets de la compagnie énoncés aux lettres patentes originales et les remplaçant par ceux énoncés audit Règlement N° 3.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cogan Wire & Metal Products Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six avril 1949, changeant le nom corporatif de la compagnie "Cogan Metal Products Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juillet 1944, en celui de "Cogan Wire & Metal Products Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée
"Victory" Bus Lines, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1949, à la "Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée" — "Victory" Bus Lines, Ltd.", ratifiant son Règlement A-A convertissant ses 2,490 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 2,490 actions ordinaires sans valeur au pair; augmentant son capital par la création de 1,500 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune; modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées, et fixant à pas moins de \$47,450 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the 6th day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Carrières Lagacé Ltée
Lagacé Quarries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Carrières Lagacé Ltée" — "Lagacé Quarries Ltd.", confirming its By-law No. 3: a) subdividing the 400 common shares of the company's capital stock, of a par value of \$100 each, into 4,000 common shares of \$10 each; b) repealing the rights, privileges, conditions, restrictions and limitations attaching to the preferred shares as set forth in the original letters patent of the company and replacing them by those set forth in said By-law No. 3; c) repealing the restrictions concerning the transfer of shares in the original letters patent and replacing them by those stipulated in said By-law No. 3 and applying to common shares and to preferred shares; d) revoking the powers and objects of the company set forth in the original letters patent and replacing them by those set forth in said By-law No. 3.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cogan Wire & Metal Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of the company "Cogan Metal Products Ltd.", incorporated by letters patent dated July 17th, 1944, into that of "Cogan Wire & Metal Products Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 6th day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée
"Victory" Bus Lines, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée" — "Victory" Bus Lines, Ltd.", ratifying its By-law A-A converting its 2,490 common shares of a par value of \$100 each into 2,490 common shares without par value; increasing its capital stock by the creation of 1,500 additional preferred shares of a par value of \$100 each; amending the privileges attaching to the preferred shares, and fixing to not less than \$47,450 the amount with which the company may continue its operations, in future.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Excellent Pad Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux avril 1949, à la compagnie "Excellent Pad Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 24 augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$100,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et de 600 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, et énumérant les droits, privilèges et restrictions attachés aux dites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fashion Fur Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit avril 1949, à la compagnie "Nadel & Nerenberg Fur Co.", une compagnie dûment incorporée par lettres patentes en date du 14 avril 1948, changeant son nom corporatif en celui de "Fashion Fur Co."

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Industries Calcaires Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du six avril 1949, à la compagnie "Les Industries Calcaires Inc.", ratifiant son Règlement N° III augmentant son capital: 1° en convertissant 1,000 actions privilégiées, Série A, d'une valeur au pair de \$50 chacune en 1,000 actions ordinaires de \$50 chacune; 2° en subdivisant lesdites 1,000 actions ordinaires de \$50 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° fixant à \$80,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Hoir Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt avril 1949, changeant le nom de la compagnie "Les Produits en Aluminium et Acier Inoxydable L'Hoir Inc." — "L'Hoir Aluminium and Stainless Steel Products Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1942, en celui de "L'Hoir Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 20 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Excellent Pad Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of April 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Excellent Pad Co. Ltd.", ratifying its By-law No. 24 increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000; by the creation of 200 additional common shares of \$100 each and of 600 additional preferred shares of \$100 each, and enumerating the rights, privileges and restrictions attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fashion Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Nadel & Nerenberg Fur Co.", a company duly incorporated by letters patent dated April 14th, 1948, changing its corporate name into that of "Fashion Fur Co."

Dated at the office of the Attorney General, the 8th day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Industries Calcaires Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Industries Calcaires Inc.", ratifying its By-law No. III increasing its capital: 1. by converting 1,000 preferred shares, Class A, of the par value of \$50 each into 1,000 common shares of \$50 each; 2. by subdividing the said 1,000 common shares of \$50 each into 10,000 common shares having no par value; 3. fixing at \$80,000 the amount with which the company may continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Hoir Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Les Produits en Aluminium et Acier Inoxydable L'Hoir Inc." — "L'Hoir Aluminium and Stainless Steel Products Inc.", incorporated by letters patent bearing date the twenty-eighth day of December, 1942, into that of "L'Hoir Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

M. H. Grover & Sons Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et un mars 1949, à la compagnie "M. H. Grover & Sons Ltd.", ratifiant son règlement "A" augmentant son capital-actions de \$99,000 à \$139,000 par la création de 400 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, ces nouvelles actions étant sujettes aux droits, privilèges et restrictions mentionnées dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

M. H. Grover & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "M. H. Grover & Sons Ltd.", ratifying its By-Law "A" increasing its capital stock from \$99,000 to \$139,000 by the creation of 400 additional preferred shares of the par value of \$100 each, such new shares being subject to the rights, privileges and restrictions mentioned in said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Mobbs & Lewis (Canada) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf avril 1949, à la compagnie "Mobbs & Lewis (Canada) Ltd.", confirmant son règlement N° 3 augmentant son capital-actions de \$200,000 à \$400,000 par la création de 20,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Mobbs & Lewis (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mobbs & Lewis (Canada) Ltd.", confirming its By-Law No. 3 increasing its capital stock from \$200,000 to \$400,000 by the creation of 20,000 additional common shares of the par value of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 9th day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

P.-E. Belzile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize avril 1949, changeant le nom de la compagnie "Belzile & Dupuis Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 février 1948, en celui de "P.-E. Belzile Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 13 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

24817-o

L. DÉSILETS.

P.-E. Belzile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirteenth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Belzile & Dupuis Incorporée", incorporated by letters patent dated the thirteenth of February, 1949, to that of "P.-E. Belzile Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

24817

Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 448

Québec, le 28 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse à l'orignal, au chevreuil et au caribou.

ATTENDU qu'il existe des restrictions dans la plupart des provinces concernant cette chasse;

ATTENDU qu'à la suite de ces restrictions il y a lieu de croire qu'un nombre plus considérable de chasseurs se prévaudront des facilités de chasse dans notre province;

Order in Council**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 448

Quebec, April 28, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting of moose, deer and caribou.

WHEREAS in most provinces there are restrictions concerning the hunting of the above mentioned game;

WHEREAS due to these restrictions it is believed that a greater number of huntsmen will avail themselves of the hunting facilities in Our Province;

ATTENDU qu'il importe de protéger l'original d'une façon toute spéciale, et le chevreuil dans certaines parties de la province:

Vu l'article 65, du chapitre 153, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, tel qu'amendé par 9, Georges VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

1° QUE toute personne qui aura tué un chevreuil, un original ou un caribou, sera tenue d'en faire rapport au garde-chasse qui devra l'indiquer comme tel sur son permis;

2° QUE ladite personne devra produire les cornes de tout original et de tout caribou tué dans la province, ou de tout chevreuil tué dans les zones A et B.

Ces rapports devront être faits dans les quinze jours.

CONCERNANT la défense de chasser la femelle du chevreuil dans la Zone B.

ATTENDU QUE dans la Zone A, telle que décrite par l'arrêté ministériel numéro 644, du 21 février 1946, la défense de chasser la femelle du chevreuil a produit d'heureux résultats;

ATTENDU qu'à cause des habitudes polygames de ce mammifère, il est prouvé que la reproduction est beaucoup plus rapide dans les endroits où la femelle n'est pas chassée;

Vu l'article 65, du chapitre 153, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, tel qu'amendé par 9, Georges VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la sous-section b de la section 1° de l'article 4 de la Loi de la chasse, telle que modifiée par l'arrêté en conseil numéro 644, du 21 février 1946, soit abrogée et remplacée par la suivante:

"Dans la section sud-est de Québec: l'original, avant l'année 1951; le chevreuil mâle, du 1er décembre d'une année au 31ième jour de septembre de l'année suivante; la femelle du chevreuil, avant la 1er octobre 1954."

QUE toute infraction aux règlements stipulés dans l'une ou l'autre des deux sections précédentes de cet arrêté ministériel, soit punissable des pénalités prévues aux paragraphes 3 et 4 de l'article 65, du chapitre 153, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

CONCERNANT le prix du permis de chasse à l'original pour les non-résidents.

ATTENDU QUE, dans d'autres provinces, on a défendu la chasse à l'original et que, de ce fait, la province de Québec verra une plus grande affluence de chasseurs étrangers;

ATTENDU qu'il faut nécessairement protéger ce mammifère de façon à en assurer un stock suffisant et une reproduction adéquate;

Vu l'article 65, du chapitre 153, des Statuts refondus de Québec, 1941, tel qu'amendé par 9, Georges VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE l'arrêté ministériel numéro 210, du 24 février 1949, soit amendé et que dans la section "Non domiciliés" le troisième paragraphe soit remplacé par le suivant:

"Pour la chasse à l'original et toute autre chasse, sauf la chasse aux animaux, à fourrure, \$100.00, dont \$1.00 de commission au vendeur."

A. MORISSET,

24818-o

Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS it is important to protect moose in a very special manner, and deer in certain parts of the Province;

PURSUANT to Section 65, of chapter 153, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, as amended by 9 Georges VI, 1945;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1. THAT any person who has killed a deer, a moose or a caribou, be obliged to report same to the game-warden who shall make an entry of such on the persons' license;

2. THAT the said person shall produce the antlers of any moose and of any caribou killed in the Province, or of any deer killed in Zones A and B.

The said reports to be made within fifteen days.

CONCERNING the ban on the hunting of does in Zone B.

WHEREAS in Zone A, as described in the Order in Council No. 644, of the 21st of February, 1946, the ban on hunting does (female deer) has produced splendid results;

WHEREAS due to the polygamous habits of this mammal, it has been proven that reproduction is a great deal more rapid in places where the females are not hunted;

PURSUANT to Section 65, of chapter 153, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, as amended by 9 George VI, 1945;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT sub-section b of Section 1 of Article 4 of the Game Laws, as amended by the Order in Council No. 644, of the 21st of February, 1946, be repealed and replaced by the following:

"In the Southeast section of Quebec: moose, before the year 1951; male deer (bucks) from the 1st of December of one year to the 21st day of September of the following year; female deer (does) before the 1st of October, 1954."

THAT any infringement of the regulations set forth in one or the other of the two preceding sections of the said order in council, be punishable under the penalties provided for in paragraphs 3 and 4 of section 65, of chapter 153, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

CONCERNING the price of licenses for the hunting of moose for non residents.

WHEREAS in other provinces the hunting of moose is forbidden, and due to this the Province of Quebec will see a much greater influx of non resident huntsmen;

WHEREAS in view of this we must protect this mammal so as to assure a sufficient stock and adequate reproduction of same;

PURSUANT to Section 65, of chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, as amended by 9 George VI, 1945;

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

That Order in Council No. 210, of the 24th of February 1949, be amended and that in the section "Non-residents" the third paragraph be replaced by the following:

"For the hunting of moose and any other hunting, with the exception of fur-bearing animals, \$100.00 including \$1.00 commission to vendor."

A. MORISSET, Education

24818

Clerk of the Executive Council.

BIBLIOTHÈQUE

QUÉBEC

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS DE DEMANDE D'UN BILL PRIVÉ AU PARLEMENT DU CANADA

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite au Parlement du Canada à sa présente ou prochaine session afin d'obtenir la passation d'un bill privé constituant en corporation une compagnie sous le nom de "Queont Pipe Line Company" ou, dans l'alternative, "Trans-Northern Pipe Line Company", ou tel autre nom que le Parlement peut accorder dans le but d'acquérir, construire et exploiter des oléoducs au Canada ou ailleurs pour le transport de l'huile, comprenant les hydrocarbures liquides et ses produits dérivés liquides, sujet aux dispositions et avec tels pouvoirs additionnels qui peuvent être conférés à des compagnies d'oléoducs par toute législation générale concernant les oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada. Les requérants demanderont qu'il soit accordé à la compagnie tous les pouvoirs, privilèges et immunités accordés par toute législation générale concernant ces oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada et, de plus, demanderont tels autres pouvoirs et dispositions corporatives qui peuvent être jugés nécessaires à l'exercice des objets de la compagnie.

Daté à Toronto, Ontario, ce 4ième jour d'avril 1949.

Le Procureur des requérants,
L. V. SUTTON.

1809 Royal Bank Building,
Toronto, Ontario.

24684-15-4

AVIS

THE BRITISH AMERICAN PIPE LINE COMPANY

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite au Parlement du Canada à sa présente ou prochaine session afin d'obtenir la passation d'un bill privé constituant en corporation une compagnie sous le nom de "The British American Pipe Line Company" dans le but d'acquérir, construire et exploiter des oléoducs au Canada ou ailleurs pour le transport de l'huile, comprenant les hydrocarbures liquides et ses produits dérivés liquides, sujet aux dispositions et avec tels pouvoirs additionnels qui peuvent être conférés à des compagnies d'oléoducs par toute législation générale concernant les oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada. Les requérants demanderont qu'il soit accordé à la compagnie tous les pouvoirs, privilèges et immunités accordés par toute législation générale concernant ces oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada et, de plus, demanderont tels autres pouvoirs et dispositions corporatives qui peuvent être jugés nécessaires à l'exercice des objets de la compagnie.

Daté à Toronto, Ontario, ce premier jour d'avril 1949.

Les Procureurs des requérants,
RAYMOND L. HUGHES.

706, Royal Bank Building,
Toronto, Ontario.

24776-17-4

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le seize février 1949, le chan-

NOTICE OF APPLICATION TO THE PARLIAMENT OF CANADA FOR A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that an application will be made to the Parliament of Canada at the present or next following session thereof for a Private Bill incorporating a company under the name of "Queont Pipe Line Company", or in the alternative "Trans-Northern Pipe Line Company", or such other name as Parliament may grant for the purpose of acquiring constructing and operating pipe lines within and/or outside Canada for the transmission of oil including liquid hydrocarbons and liquid derivative products thereof, subject to the provisions of and with such additional powers as may be conferred on pipe line companies by any general legislation respecting pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada. The applicants will request that the company shall have all the powers privileges and immunities conferred by any general legislation affecting such pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada and further will request such other powers and corporate provisions as may be deemed necessary for the carrying out of the objects of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 4th day of April, 1949.

L. V. SUTTON,
Solicitor for the applicants.

1809 Royal Bank Building,
Toronto, Ontario.

24684-15-4-o

ADVERTISEMENT

THE BRITISH AMERICAN PIPE LINE COMPANY

Notice is hereby given that an application will be made to the Parliament of Canada at the present or next following session thereof for a Private Bill incorporating a company under the name of "The British American Pipe Line Company" for the purpose of acquiring, constructing and operating pipes lines within and/or outside Canada for the transportation of oil, including liquid hydrocarbons and liquid derivative products thereof, subject to the provisions of and with such additional powers as may be conferred on pipe line companies by any general legislation respecting pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada. The applicants will request that the company shall have all the powers, privileges and immunities conferred by any general legislation affecting such pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada and further will request such other powers and corporate provisions as may be deemed necessary for the carrying out of the objects of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1949.

RAYMOND L. HUGHES,
Solicitor for the Applicant.

706, Royal Bank Building,
Toronto, Ontario.

24776-17-4-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on the sixteenth

gement de nom de l'Association Catholique des Institutrices Laïques de la province de Québec" en celui de "Association Catholique des Institutrices Laïques, district N° 31A de St-Joseph d'Alma", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 17 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24819-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Séminaire de Chicoutimi", en date du 26 février 1948, dont le siège social est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24820-o JEAN BRUCHÉSI.

MONTREAL ACCEPTANCE CORPORATION

Règlement N° 45

Le nombre des administrateurs est réduit de cinq à trois.

Les règlements de la compagnie sont modifiés en conséquence.

Copie certifiée conforme.

Le Secrétaire,
24821-o J.-PAUL VERSCHOLDEN.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Chantiers St-Joseph", en date du 16 avril 1949, dont le siège social est situé à Granby, comté de Shefford, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24832-o JEAN BRUCHÉSI.

PRÉSIDENTS D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission, sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Dorchester	Chabot, Lucien (1)	Cultivateur, farmer	Saint-Isidore (Dorchester).
Montréal-Saint-Louis.	Théorêt, Léopold (2)	Commis—clerk	Montréal, 4236, Colonial.

(1) En remplacement de M. Joseph-Ernest Langlois, démissionnaire.

(2) En remplacement de M. Maurice Lauzon, démissionnaire.

Québec, le 29 avril 1949.
Le Président général des élections,
24822-o FRANÇOIS DROUIN, C. R.

day of February, 1949, the change of name of the "Association Catholique des Institutrices Laïques de la province de Québec" into that of "Association Catholique des Institutrices Laïques, district No. 31A de St-Joseph d'Alma", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24819 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Séminaire de Chicoutimi" under date the 26th day of February, 1948, whereof the head office is at Chicoutimi, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24820 Under Secretary of the Province.

MONTREAL ACCEPTANCE CORPORATION

By-Law No. 45

The number of Directors is reduced from five to three. The by-laws of the company are therefore amended.

Certified True Copy.

J. PAUL VERSCHOLDEN,
24821 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Chantiers St-Joseph" under date the sixteenth day of April, 1949, whereof the head office is at Granby, county of Shefford, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24832 Under Secretary of the Province.

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the persons whose names follow:

(1) In place of Mr. Joseph-Ernest Langlois, retired.

(2) In place of Mr. Maurice Lauzon, retired.

Québec, April 29, 1949.
FRANÇOIS DROUIN, K. C.,
24822-o Chief Returning-Officer.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Laiterie de Rimouski", en date du 4 avril 1949, dont le siège social est situé à Rimouski, comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 28 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24837-o JEAN BRUCHÉSI.

MISS EDGAR'S AND MISS CRAMP'S SCHOOL, INC.

Extrait du règlement N° 1 des règlements de la corporation ci-dessus nommée, relativement à l'augmentation du nombre de ses directeurs de sept à onze:

"Règlement N° 1 — Administration — Bureau de direction-3. Un bureau de direction composé de onze directeurs sera élu à chaque assemblée générale annuelle parmi les personnes qui sont alors membres de la corporation."

Copie conforme certifiée, 25 avril 1949.

Le Secrétaire,
24838 (Signé) B. B. CARON.

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 41, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 — C-53, 62, 97, 144.

Les dites obligations seront remboursables le 1er juin 1949, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
24839-o J. A. TREMBLAY.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Clover Petroleum Ltd." a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, débiteures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à chambre 210, 1405 rue Peel, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Allan L. Patric, courtier en placement, de ladite cité de Montréal, président et directeur-gérant de la compagnie.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24845 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 3 mai 1949, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Union des Débardeurs de Québec, Local No 2" et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Laiterie de Rimouski" under date the fourth day of April, 1949, whereof the head office is at Rimouski, county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24837 Under Secretary of the Province.

MISS EDGAR'S AND MISS CRAMP'S SCHOOL, INC.

Extract from By-law No. 1 of the By-Laws of the above named corporation, concerning the increase of the number of directors thereof from seven to eleven:

"By-Law No. 1 — Administration — Board of Directors — 3. A Board of eleven Directors shall be elected at each Annual General Meeting from among the persons who are then members of the Corporation."

Certified a true copy, April 25th, 1949.

(Signed) B. B. CARON,
24838-o Secretary.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF TACHÉ

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 41 have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 — C-53, 62, 97, 144.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June 1949, from which date they shall cease to bear interest.

J. A. TREMBLAY,
24839-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the company "Clover Petroleum Ltd." has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 210, 1405 Peel Street, in the City and judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. Allan L. Patrick, Investment Dealer, of the said City of Montreal, President and Managing Director of the Company.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24845-o Under secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the 3rd of May, 1949, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Union des Débardeurs de Québec, Local No. 2" and such pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 4, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 3 mai 1949, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat National Catholique des Briquetiers de Saint-Maxime de Scott", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la province,
24846-o JEAN BRUCHESI.

SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION
ET DE FIDUCIE

Avis est par les présentes donné aux actionnaires de la "Société d'Administration et de Fiducie," de Le Sun Trust Limitée et de la Compagnie de Fiducie d'Amérique qu'une assemblée générale des actionnaires de "la Société d'Administration et de Fiducie" aura lieu le deux juin 1949, à onze heures de l'avant-midi, au Siège Social de celle-ci, No 5 rue St-Jacques, Est, Montréal, pour l'élection des nouveaux administrateurs de la dite Société et pour délibérer sur toute proposition qui pourra être valablement soumise aux actionnaires.

Cet avis est donné conformément à la Loi de Québec, 13 George VI, Chapitre 126, et pour y donner effet.

Montréal, ce 3 mai 1949.

Le Secrétaire,
24847-o J.-C. BROUSSEAU.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED

Extrait des minutes de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie, tenue au siège social de la Compagnie, Édifice Price, en la cité de Québec, vendredi le 29 avril 1949.

Il a été résolu:

Que le règlement spécial K, décrété par les directeurs de cette Compagnie le 27 septembre 1948, pourvoyant à l'augmentation du nombre des directeurs de onze (11) à douze (12) et se lisant comme suit, à savoir

"Règlement Spécial K

Un conseil de douze (12) directeurs sera élu chaque année et le Règlement N° 11 est amendé en conséquence.

soit et il est par les présentes approuvé, ratifié, confirmé et sanctionné.

Je, le soussigné, secrétaire de la Compagnie Price Brothers & Company, Limited, certifie par les présentes, sous mon seing et le sceau de la Compagnie, que ce qui précède est une copie conforme d'une résolution passée à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie, dûment convoquée aussi à cette fin et tenue le 29 avril 1949, à laquelle assemblée un quorum des actionnaires était, en tout temps, présent conformément aux règlements de la Compagnie et que le règlement spécial K ci-dessus a été approuvé par le vote requis d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à l'assemblée.

Le Secrétaire,
24851-o HECTOR CIMON.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the 3rd of May, 1949, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat National Catholique des Briquetiers de Saint-Maxime de Scott", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 4, 1949.

JEAN BRUCHESI,
24846 Under Secretary of the Province.

SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION
ET DE FIDUCIE

Notice is hereby given to the shareholders of the "Société d'Administration et de Fiducie", of The Sun Trust Limited and of The Trust Company of America that a general meeting of the shareholders of the "Société d'Administration et de Fiducie" will be held on the second day of June, 1949, at eleven o'clock in the forenoon, at the head office of the said company, No. 5 St. James street East, Montreal, for the election of new directors of the said company and to discuss any proposition that may be validly submitted to the shareholders.

This notice is given in conformity with the Quebec Act, 13 George VI, chapter 126, and to give effect to same.

Montreal, this 3rd day of May, 1949.

J. C. BROUSSEAU,
24847 Secretary.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED

Extract from the Minutes of the Annual General Meeting of the Shareholders of the Company held at the Head Office of the Company, Price House, in the City of Quebec, on Friday, the 29th day of April, 1949.

Resolved:

That the Special By-Law K, as enacted by the Directors of the Company on the 27th day of September, 1948, providing for the increase in the number of Directors from eleven (11) to twelve (12) and reading as follows, to wit:

Special By-Law K

"A Board of twelve (12) Directors shall be elected annually and By-Law No. 11 is amended to accord herewith."

be and it is hereby approved, ratified, confirmed and sanctioned.

I, the undersigned, Secretary of Price Brothers & Company, Limited, hereby certify under my hand and the seal of the said Company that the foregoing is a true copy of a resolution passed at the Annual General Meeting of the Shareholders of the Company duly called also for this purpose and held on the 29th day of April, 1949, at which Meeting a quorum of the shareholders was at all times present in accordance with the By-Laws of the Company, and that the above Special By-Law K has been approved by the required vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at the Meeting.

HECTOR CIMON,
24851-o Secretary.

INSTITUT DU CANCER DE MONTRÉAL
MONTREAL CANCER INSTITUTE

Extrait du Règlement N° 4 concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept.

"Conseil d'administration.—Un bureau de sept (7) administrateurs sera élu chaque année en 3 groupes à l'assemblée annuelle parmi les membres de la corporation."

Copie certifiée,

Montréal, 8 avril 1949.

24849-o

Le Secrétaire,
R. LAPORTE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Téléphone Paroissial de Villeroy", en date du six mars 1949, dont le siège social est situé à Villeroy, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 25 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24850-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Redwater Leaseholds Ltd." a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, débiteurs et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est au s/d Gulf Securities Corporation Ltd., 1405 rue Peel, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Arthur Quesnel, administrateur, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 5 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sparky Oils Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débiteurs et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à 65 rue Ste-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Yves Pratte, avocat, 65 rue St-Anne, dans ladite cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 5 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24858 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire d'Adamsville", en date du 25 mars 1949, dont le siège social est situé à Adamsville, comté de Brome, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 4 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24880-o JEAN BRUCHÉSI.

INSTITUT DU CANCER DE MONTRÉAL
MONTREAL CANCER INSTITUTE

Excerpt from By-law No. 4, concerning the increase in the number of Directors from three to seven.

"Board of Directors.—A board of seven (7) Directors shall be elected each year in 3 groups at the annual meeting, among the members of the corporation."

Certified Copy.

Montreal, April 8, 1949.

24849

R. LAPORTE,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Téléphone Paroissial de Villeroy" under date the sixth day of March, 1949, whereof the head office is at Villeroy, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-fifth day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24850 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "Redwater Leaseholds Ltd." has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at: c/o Gulf Securities Corporation Ltd., 1405 Peel Street, in the City and judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. Arthur Quesnel, Executive, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 5th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "Sparky Oils Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 65 Ste. Anne Street, in the City and judicial District of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. Yves Pratte, Lawyer, 65 Ste. Anne Street, in the said City of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 5th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24858-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire d'Adamsville", under date the twenty-fifth day of March, 1949, whereof the head office is at Adamsville, county of Brome, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this fourth day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24880 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

NORTH SISCOE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "North Siscoe Mines Limited", (No Personal Liability), donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 29 avril 1949.

Le Secrétaire,
CLINTON M. MASTERMAN.

24823-o

WEST SISCOE GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

AVIS

Conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, "West Siscoe Gold Mines Limited", (No Personal Liability), donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 29 avril 1949.

Le Secrétaire,
CLINTON M. MASTERMAN.

24824-o

Canada, Province de Québec

AVIS DE REQUETE POUR ABANDON DE CHARTE

Avis est donné qu'en vertu de l'article 26 de la Loi des Compagnies de la Province de Québec, de 1942, la Cie "St. Jérôme Golf & Country Club" de Saint Jérôme, constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de juin mil neuf cent quarante-cinq, s'adressera au lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pour lui demander l'abandon de sa charte.

Saint-Jérôme, ce 28 avril 1949.

Le Procureur de la requérante,
J. PAUL LEONARD, notaire.

24826-o

WEAVER LIMITED
Montréal, P. Q.

Abandon de charte

Canada, Province de Québec, cité et district de Montréal. Dans l'affaire de Weaver Limited.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Weaver Limited" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner la charte qu'il lui a accordée le 25 juin dix-neuf cent vingt-neuf et demande que ladite compagnie soit dissoute à compter de la date fixée par le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Montréal, P.Q., 26 avril 1949.

Le Secrétaire,
F. B. PAINTER.

24827

Charters — Surrender of

NORTH SISCOE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "North Siscoe Mines Limited" (No Personal Liability) hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its Charter and to fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, April 29th, 1949.

CLINTON M. MASTERMAN,
Secretary.

24823-o

WEST SISCOE GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "West Siscoe Gold Mines Limited" (No Personal Liability) hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its Charter and to fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, April 29th, 1949.

CLINTON M. MASTERMAN,
Secretary.

24824-o

Canada, Province of Quebec

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is given that in virtue of section 26 of the Quebec Companies Act, 1942, the company "St. Jérôme Golf & Country Club" of Saint-Jérôme, incorporated by letters patent dated the sixth day of June, one thousand nine hundred and forty-five, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Saint Jérôme, this 28th day of April, 1949.

J. PAUL LEONARD, notary,
Attorney for applicant.

24826

WEAVER LIMITED
Montreal, P. Q.

Charter — Surrender of

Canada, Province of Quebec, City and District of Montreal. In the matter of Weaver Limited.

Notice is hereby given that "Weaver Limited" will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender the Charter to it granted on the 25th. day of June, Nineteen Hundred and Twenty-Nine, and requesting that the said Company be dissolved from and after the date fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, P.Q., 26th April 1949.

F. B. PAINTER,
Secretary.

24827-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Sport Badges Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 27 avril 1949.

SPORT BADGES INC.,
Par le Président,
24825 (Signé) JOSEPH ROSEN.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Artistic Frame Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du douze novembre 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du 4 mai 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Breodd Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept février 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Elzéar Fortier, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 octobre 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Madison Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) incorporée par lettres patentes en date du quatorze mars 1940.

NOTICE

Under the Provisions of the Quebec Companies' Act Part I, the "Sport Badges Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the Surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 27th day of April, 1949.

SPORT BADGES INC.,
per: (sgd) JOSEPH ROSEN,
24825-o President.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Artistic Frame Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the twelfth day of November, 1943.

Notice is also given that from and after the second day of May, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Breodd Limited", incorporated by letters patent dated the 17th day of February, 1942.

Notice is also given that from and after the 2nd day of May, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Elzéar Fortier, Limitée", incorporated by letters patent bearing date the 20th of October, 1921.

Notice is also given that from and after the 2nd of May, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Madison Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 14th day of March, 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is also given that from and after the 2nd day of May, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Tobacco Sales Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deux février 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Tobacco Sales Company", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1940.

Notice is also given that from and after the 2nd day of May, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Scotts Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Scotts Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of August, 1932.

Notice is also given that from and after the 2nd day of May, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the attorney General the 3rd day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

AVIS DE REQUETE D'ABANDON DE CHARTE

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Avis est par les présentes donné que "The Sheridan Co. Inc.", ayant son bureau chef dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal ce 4ième jour de mai 1949.

STEIN & STEIN,
Les Procureurs de Pétitionnaire,
1435 rue St-Alexandre,
Ch. 1075,
Montréal, Qué.

24853-o

Notice is hereby given that "The Sheridan Co. Inc." having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal this 4th day of May, 1949,

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner,
1435 St. Alexander Street,
Suite 1075,
Montreal, P. Q.

24853-o

Commission Municipale de Québec

Quebec Municipal Commission

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

AVIS D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

NOTICE OF EXCHANGE OF DEBENTURES

Loi pour assurer le progrès de l'éducation
(10 Geo. VI, ch. 21—11 Geo. VI, ch. 32)

Act to ensure the Progress of Education
(10 Geo. VI, Chap. 21—11 Geo. VI, Chap. 32)

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel qu'amendé par 11 George VI, chapitre 32), les commissions scolaires ci-dessous mentionnées se sont prévaluées de ladite loi;

Notice is, hereby, given that in conformity with the provisions of the Act to ensure the Progress of Education (10 George VI, Chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32), the school commissions hereunder named have availed themselves of the said law;

QUE, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes desdites commissions scolaires (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946) et cette réorganisation a dûment été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. no 78 du 3 février 1949 et O.C. no 374 du 14 avril 1949);

QUE, conformément aux dispositions desdits ordres en conseil numéro 78 du 3 février 1949 et numéro 374 du 14 avril 1949, les détenteurs des obligations ci-dessous énumérées sont priés de transmettre, le ou avant le 1er juin 1949, lesdites obligations à toutes succursales dans la Province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Canadienne de Commerce ou de la Banque Provinciale du Canada, ou à leur bureau chef dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver, pour être transmises au bureau chef de la Banque Canadienne Nationale qui fera l'échange pour des obligations de la Commission municipale de Québec. Les coupons d'intérêt échéant le ou après le 1er juin 1949 devront être attachés aux obligations transmises pour échange.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juin 1949.

**LISTE DES COMMISSIONS SCOLAIRES
dont les obligations seront échangées:**

*Commission scolaire de la paroisse de Berthier
(Berthier)*

Emission \$9,000.00, datée du 1er janvier 1939, 4% — obligations remboursables en séries du 1er janvier 1950 au 1er janvier 1954;

*Commission scolaire de la ville de Berthier
(Berthier)*

Emission \$48,000.00, datée du 1er octobre 1936, 3½% — obligations remboursables en séries du 1er octobre 1949 au 1er octobre 1960;

*Commission scolaire protestante du village de
Dunham (Missisquoi):*

Emission \$3,000.00, datée du 1er octobre 1930, 5½% — obligations remboursables les 1er octobre 1949 et 1950;

*Commission scolaire protestante du village de
Philipsburg (Missisquoi)*

Emission \$5,500.00, datée du 1er novembre 1932, 5% — obligations remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1952;

*Commission scolaire de la ville de Roberval
(Roberval)*

Emission \$32,000.00, datée du 1er novembre 1927, 5% — obligations remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1952;

*Commission scolaire de la paroisse de St-Siméon
(Charlevoix)*

Emission \$5,000.00, datée du 1er septembre 1931, 5% — obligations remboursables en séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1951.

Daté à Québec, ce 4 mai 1949.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
par le Secrétaire,
24854-o CHARLES A. COUILLARD.

THAT, in compliance with Section 7 and 8 of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school commissions (i. e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this reorganization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No 78 of the 3rd of February 1949 and O. C. No 374 of the 14th of April 1949);

THAT, in compliance with the provisions of said Orders in Council No 78 of the 3rd of February 1949 and No 374 of the 14th of April 1949, all holders of bonds or debentures hereunder listed are requested to forward, on or before June 1, 1949, their bonds or debentures to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of the Royal Bank of Canada, or of The Canadian Bank of Commerce, or of The Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver, to be forwarded to the Head Office of the Banque Canadienne Nationale which will effect the exchange for bonds of the Quebec Municipal Commission. The interest coupons maturing on or after the 1st of June 1949 shall be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

These bonds or debentures shall cease to bear interest as of the 1st of June 1949.

**LIST OF SCHOOL COMMISSIONS WHOSE
bonds or debentures will be exchanged:**

*School Commission of the Parish of Berthier
(Berthier)*

Issue \$9,000.00, dated January 1, 1939, 4% — Bonds or debentures to be redeemed serially from January 1, 1950 to January 1, 1954;

*School Commission of the Town of Berthier
(Berthier)*

Issue \$48,000.00, dated October 1, 1936, 3½% — Bonds or debentures to be redeemed serially from October 1, 1949 to October, 1 1960;

*Protestant School Commission of the Village of
Dunham (Missisquoi)*

Issue \$3,000.00, dated October 1, 1930, 5½% — Bonds or debentures to be redeemed on October 1, 1949 and October 1, 1950;

*Protestant School Commission of the Village of
Philipsburg (Missisquoi)*

Issue \$5,500.00, dated November 1, 1932, 5% — Bonds or debentures to be redeemed serially from November 1, 1949 to November 1, 1952;

*School Commission of the Town of Roberval
(Roberval)*

Issue \$32,000.00, dated November 1, 1927, 5% — Bonds or debentures to be redeemed serially from November 1, 1949 to November 1, 1952;

*School Commission of the Parish of St. Siméon
(Charlevoix)*

Issue \$5,000.00, dated September 1, 1931, 5% — Bonds or debentures to be redeemed serially from September 1, 1949 to September 1, 1951.

Dated at Quebec, this 4th day of May 1949
THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
per CHARLES A. COUILLARD,
Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies Licensed to do Business

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Arthur G. McKee & Company" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. M. Hellman Swards, avocat, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans la Province est à l'édifice Waterman, 261 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Spencer, White & Prentis, Inc." a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. W. H. Laidley, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans la Province est à 507 Place d'Armes, Montréal district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 mai 1949.

24859 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the company "Arthur G. McKee & Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. M. Hellman Swards, Advocate, of the City of Montreal.

The principal office of the corporation in the Province is at Waterman Building, 261 St. James Street West, Montreal, in the judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1949.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "Spencer, White & Prentis, Inc." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. W. H. Laidley, of the City of Montreal.

The principal office of the corporation in the Province is at 507 Place d'Armes, Montreal, in the judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1949.

24859-o **JEAN BRUCHESI,**
Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 381-49.

Québec, le 26 avril 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Antoine, dans le comté de Laval, les lots du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, portant les numéros suivants, savoir:

61, 62, 93, 94, 160, 161, 162, 165 à 193 inclusivement, 196 à 234 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire protestante de la Grande-Frèrnière, dans le comté de Deux-Montagnes.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24794-17-2-o **O. J. DESAULNIERS.**

N° 129-49.

Québec, le 26 avril 1949.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de l'Immaculée-Conception", dans le

No. 381-48.

Québec, April 26, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Côte-Saint-Antoine, in the county of Laval, the lots of the official cadastre for the parish of Ste-Dorothée, bearing the following numbers, to wit:

61, 62, 93, 94, 160, 161, 162, 165 to 193 inclusively, 196 to 234 inclusively, and to annex them to the Protestant school municipality of La-Grande-Frèrnière, in the county of Two-Mountains.

24794-17-2 **O. J. DESAULNIERS,**
Superintendent of Education.

No. 129-49.

Québec, April 26, 1949.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The Catholic School Municipality of l'Immaculée

comté d'Argenteuil, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire ci-dessous décrit, qui serait détaché de la municipalité scolaire de Chatham N° 1, dans le même comté, savoir:

Les lots 569 à 576 inclusivement et 643 à 653 aussi inclusivement des rangs V et VI du canton de Chatham.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24795-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 435-49.

Québec, le 26 avril 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de La Providence, dans le comté de St-Hyacinthe, le lot 344 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Joseph, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24796-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 918-48.

Québec, le 26 avril 1949.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de Rivière-à-Rebours, dans le comté de Matane, à la municipalité scolaire de Rivière-à-Claude, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24797-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 404-49.

Québec, le 26 avril 1949.

Demande est faite de modifier les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche, dans le comté de Laviolette, de manière à ce qu'elles soient les mêmes au point de vue scolaire qu'elles le sont aux points de vues municipal et religieux. Son territoire comprendra donc tout le canton Langelier, borné par les cantons Tourouvre, Chasseur, Mailhot, Bourgeois, Dumoulin et Payment.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24798-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 376-49.

Québec, le 26 avril 1949.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Laviolette, à celui de la municipalité scolaire du village de Sainte-Thècle, dans le même comté, et de changer le nom de cette dernière en celui de "La municipalité scolaire de Sainte-Thècle."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24799-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 781-48.

Québec, le 25 avril 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Lévis, dans le comté de Lévis, les lots 242 à 258 inclusivement, 260 à 273, 275 à 281, et 284 dans le rang sud Harlaka et 285 à 307, dans le rang Plaisance du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, et de les annexer à la municipalité scolaire de Pintendre, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24800-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 436-47.

Québec, le 5 mai 1949.

Demande est faite de détacher les lots 104 à 114 inclusivement du rang III du canton d'Or-

Conception", in the county of Argenteuil, for Catholic taxpayers only, the territory hereinbelow described, to be detached from the school municipality of Chatham No. 1, in the same county, to wit:

Lots 569 to 576 inclusively and 643 to 653 also inclusively of ranges V and VI of the township of Chatham.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 435-49.

Quebec, April 26, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of La Providence, in the county of St-Hyacinthe, lot 344 of the Official cadastre for the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, and to annex it to the school municipality of the village of St-Joseph in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 918-48.

Quebec, April 26, 1949.

Application is made to annex the territory of the school municipality of Rivière-à-Rebours, in the county of Matane, to the school municipality of Rivière-à-Claude, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 404-49.

Quebec, April 26, 1949.

Application is made to amend the limits of the school municipality of Rivière-Croche, in the county of Laviolette, so that they will be the same from a school viewpoint as they are from a municipal and religious viewpoint. Its territory shall therefore include the township of Langelier, bounded by the townships of Tourouvre, Chasseur, Mailhot, Bourgeois, Dumoulin and Payment.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 376-49.

Quebec, April 26, 1949.

Application is made to annex the territory of the school municipality of the parish of Sainte-Thècle, in the county of Laviolette, to that of the school municipality of the village of Sainte-Thècle, in the same county, and to change the name of the latter to that of "The School Municipality of Sainte-Thècle."

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 781-48.

Quebec, April 25, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Joseph de Lévis, in the county of Lévis, lots 242 to 258 inclusively, 260 to 273, 275 to 281, and 284 in the South Harlaka range and 285 to 307, in the Plaisance range of the official cadastre for the parish of Saint-Joseph de Lévis, and to annex them to the school municipality of Pintendre, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 436-47.

Quebec, May 5, 1949.

Application is made to detach lots 104 to 114 inclusively, of range III of the township of Or-

ford, de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Sherbrooke, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24874-18-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 357-49.

Québec, le 2 mai 1949.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond aux municipalités scolaires protestantes d'Asbestos et de Danville, en vue d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, nous le nom de "la municipalité scolaire protestante d'Asbestos-Danville-Shipton", le territoire suivant, savoir:

Dans le canton de Shipton, les lots suivants, tous inclusivement:

1 à 28 des rangs I et II, en y incluant la ville d'Asbestos;

2 à 28 des rangs III, IV, V et VI, en y incluant la ville d'Asbestos et le village de Danville;

5 à 28 du rang VII; 7 à 28 du rang VIII;

Dans le canton de Kingsey, comté de Drummond, les lots suivants, tous inclusivement:

1 à 11 du rang IX; 1 à 18 des rangs X et XI;

1 à 22 des rangs XII et XIII, en y incluant le village de St-Aimé-de-Kingsey Falls.

Dans le canton de Tingwick, comté d'Arthabaska, les lots suivants, tous inclusivement:

26 à 29 du rang I; 1 à 29 des rangs II, III, IV et V, en y incluant le village de St-Patrice-de-Tingwick;

3 à 29 des rangs VI et VII; 1 à 29 des rangs VIII, IX, X et XI, en y incluant le village de St-Rémi-de-Tingwick.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24875-18-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 39-49.

Québec, le 4 mai 1949.

Demande est faite de réunir les municipalités scolaires de St-Sixte et Lochaber, dans le comté de Papineau, et d'ériger le territoire suivant en une municipalité séparée et distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Thurso".

Le territoire de ladite municipalité est décrit comme suit:

Dans la municipalité de Lochaber, tous les lots des rangs I, II, III, IV, V et VI de la municipalité de la Partie Ouest du Canton de Lochaber, tous les lots des rangs III, IV, V, VI et VII, comprenant la municipalité du village de Thurso, de la municipalité du Canton de Lochaber, et tous les lots des rangs I, II, III, IV et V de Gore de Lochaber, tels qu'indiqués aux plans officiels du canton de Lochaber Ouest et du canton de Lochaber.

Tous les lots des rangs VIII, IX, X, XI et XII de la municipalité de la Partie Nord du Canton de Lochaber et tous les lots des rangs VI, VII, VIII et IX de Gore de la même municipalité, tels qu'indiqués sur la carte officielle.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24876-18-2 O. J. DESAULNIERS.

Mines

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

Vu les articles 50 et 51 de la loi des Mines de Québec (chapitre 196 des Statuts refondus de

ford, from the school municipality of Orford, in the county of Sherbrooke, and to annex them to the Catholic School Municipality of the City of Sherbrooke, same county.

O. J. DESAULNIERS,
24874-18-2 Superintendent of Education.

No. 357-49.

Quebec, May 2nd, 1949.

Application is made to annex the school municipality of Shipton, in the county of Richmond, to the Protestant School Municipalities of Asbestos and Danville, for the purpose of erecting into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Asbestos-Danville-Shipton", the following territory, to wit:

In the township of Shipton, the following lots, all inclusively:

1 to 28 of ranges I and II, including the town of Asbestos;

2 to 28 of ranges III, IV, V and VI, including therein the town of Asbestos and the village of Danville;

5 to 28 of range VII; 7 to 28 of range VIII;

In the township of Kingsey, county of Drummond, the following lots, all inclusively:

1 to 11 of range IX; 1 to 18 of ranges X and XI;

1 to 22 of ranges XII and XIII, including therein the village of St-Aimé-de-Kingsey Falls.

In the township of Tingwick, county of Arthabaska, the following lots, all inclusively:

26 to 29 of range I; 1 to 29 of ranges II, III, IV and V, including therein the village of St-Patrice-de-Tingwick;

3 to 29 of ranges VI and VII; 1 to 29 of ranges VIII, IX, X and XI, including therein the village of St-Rémi-de-Tingwick.

O. J. DESAULNIERS,
24875-18-2 Superintendent of Education.

No. 39-49.

Quebec, May 4, 1949.

Application is made to unite the school municipalities of St-Sixte and Lochaber, in the county of Papineau and erect the following territory into a separate and distinct school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Thurso".

The territory of the said municipality is described as follows:

In the municipality of Lochaber all the lots of Ranges I, II, III, IV, V et VI of the municipality de la Partie Ouest du Canton de Lochaber, all the lots of Ranges III, IV, V, VI and VII, including the municipality of the Village of Thurso, of the municipality du Canton de Lochaber, and all the lots of Ranges I, II, III, IV and V of the Gore of Lochaber as shown on the official plan of Canton de Lochaber Ouest and the Canton de Lochaber Ouest and the Canton de Lochaber.

All the lots of Ranges VIII, IX, X, XI and XII of the Municipalité de la Partie Nord du Canton de Lochaber and all the lots of Ranges VI, VII, VIII and IX of the Gore of the same municipality, as shown on the official map.

O. J. DESAULNIERS,
24876-18-2 Superintendent of Education.

Mines

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to sections 50 and 51 of the Quebec Mining Law (Chapter 196 of the Revised

Québec 1941), avis est donné qu'après un délai de soixante jours de la date des présentes, le soussigné recommandera la révocation, par le lieutenant-gouverneur en conseil, des concessions de droits de mine dont l'exploitation est demeurée inactive, dans les terrains ci-après décrits, savoir:

Dans le canton de Betsiamites:

Les blocs numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6 et A.

Dans le canton de Manicouagan:

Les lots numéros I, II, III, IV, V, VI et le bloc numéro A, dans le rang I.

Dans le canton de Laflèche:

Les blocs A, C et D.

Dans le canton de Arnaud:

Les blocs E, F, G, H et I.

Dans le canton de Letellier:

Lot en eau profonde d'une superficie de 1,600 acres, en front du rang I;

Lot numéro 1, dans le rang I Nord Baie Sept-Îles;

Blocs P, R et S;

Lots numéros 1 à 20 inclusivement, et A, B, C rang I, et Bloc D.

Dans le canton de Moisie:

Lot de grève en front du bloc A, et les blocs A, B, C, et D.

Dans le canton de Ragueneau:

Ile Blanche (lot A), Ile de la Mine (lot B), et Ile de la Boule (lot C).

Dans le canton de Natashquan:

Ile à l'embouchure de la rivière Natashquan (50 acres).

Dans le canton de Duval:

Les lots Nos 1 à 26 inclusivement, et partie ouest du lot No 27, dans le rang I;

Le bloc A, et lot de grève portant le No 28 du cadastre en front du dit bloc A;

Le lot de grève portant le No 29 du cadastre pour le dit canton de Duval.

Dans le canton de Kegashka:

La partie Est du lot No 27, les lots Nos 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 du rang I.

Dans le canton de Musquarro:

Les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, rang I.

Québec, le 5 mai 1949.

Le Sous-Ministre des Mines,

A.-O. DUFRESNE.

Statutes of Quebec 1941), notice is hereby given that after a delay of sixty days from the present notice the undersigned will recommend the cancellation, by the Lieutenant-Governor in Council, of the concessions of mining rights, the working of which has remained idle, under the soil in the lands hereafter described, to wit:

In the township of Betsiamites:

Blocks numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6 and A.

In the township of Manicouagan:

Lots numbers I, II, III, IV, V, VI and block number A, in range I.

In the township of Laflèche:

Blocks A, C and D.

In the township of Arnaud:

Blocks E, F, G, H and I.

In the township of Letellier:

Deep water lot of an area of 1,600 acres, in front of range I;

Lot number 1, in range I North, Baie Sept-Îles; blocks P, R and S;

Lots numbers 1 to 20 inclusive, and A, B, C range I, and block D.

In the township of Moisie:

Beach lot in front of Block A, and blocks A, B, C and D.

In the township of Ragueneau:

Ile Blanche (lot A), Ile de la Mine (lot B), and Ile de la Boule (lot C).

In the township of Natashquan:

Isle at the mouth of the Natashquan river (50 acres).

In the township of Duval:

Lots numbers 1 to 26 inclusive, and West part of lot number 27, in range I;

Block A, and beach lot bearing number 28 of the cadastre in front of said block A;

Beach lot bearing number 29 of the cadastre of the said township of Duval.

In the township of Kegashka:

The East part of lot number 27, lots numbers 28, 29, 30, 31, 32, 33 and 34 in range I.

In the township of Musquarro:

Lots numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6, range I.

Québec, May 5th 1949.

A.-O. DUFRESNE,

Deputy-Minister of Mines.

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING RIGHTS

A

J. A. Taylor, Village de Lyster, P. Q.
La Compagnie Minière Bergeron & Lacerte,
Plessisville, P. Q.

Benjamin B. Morrill, Stanstead East, P. Q.
Willard H. Miller, Beebe, P. Q.

Honoré Moisan, St-Jacques le Majeur, P. Q.
Augustin Schambier, Canton d'Halifax, P. Q.

Louis-Israel Fréchette, Canton d'Halifax, P. Q.
The Turtle Lake Mining Company Limited,
Ottawa, Ont.

The Tourville Lumber Mills Company, Mont-
réal, P. Q.

The Jessie Fraser Copper Mining Company,
Niagara Falls, Ont.

ou à leurs représentants légaux ainsi qu'à toute
personne intéressée.

Vu les articles 50 et 51 de la loi des Mines de
Québec (chapitre 196 des Statuts refondus de la
Province de Québec, 1941), avis est par le présent
donné qu'après un délai de soixante jours à
compter dudit avis, le Ministre des Mines recom-
mandera au lieutenant-gouverneur en conseil
la révocation quant aux droits de mine, des
concessions des terrains ci-après mentionnés,
savoir:

To

J. A. Taylor, Village de Lyster, P. Q.
La Compagnie Minière Bergeron & Lacerte,
Plessisville, P. Q.

Benjamin B. Morrill, Stanstead East, P. Q.
Willard H. Miller, Beebe, P. Q.

Honoré Moisan, St-Jacques le Majeur, P. Q.
Augustin Schambier, Canton d'Halifax, P. Q.

Louis-Israel Fréchette, Canton d'Halifax, P. Q.
The Turtle Lake Mining Company Limited,
Ottawa, Ont.

The Tourville Lumber Mills Company, Mont-
réal, P. Q.

The Jessie Fraser Copper Mining Company,
Niagara Falls, Ont.

or their legal representatives and other inter-
ested parties.

Pursuant to sections 50 and 51 of the Quebec
Mining Law (Chapter 196 of the Revised Sta-
tutes of Quebec, 1941), notice is hereby given
that after a delay of sixty days from the present
notice, the undersigned will recommend the
cancellation, by the Lieutenant-Governor in
Council, of the concessions of mining rights,
the working of which has remained idle, unde
the soil of the lands hereafter described, to wit

1° De la demie Sud-Est de la demie Sud-Ouest du lot N° 22 dans le rang II du canton de Wolfestown;

2° Du lot N° 25-A dans le rang II du cadastre officiel pour le canton de Wolfestown;

3° Du lot N° 23-B dans le rang III du cadastre officiel pour le canton de Wolfestown;

4° Des lots Nos 25 et 26 dans le rang III du cadastre officiel pour le canton de Wolfestown;

5° Des lots 26-A et 26-B dans le rang IV du cadastre officiel pour le canton de Wolfestown;

Ledit canton de Wolfestown situé dans le comté de Wolfe, Province de Québec.

6° Les blocs A et B du canton de Dufay, comté de Témiscamingue;

7° Les lots Nos 25, 26 et 27, rang VIII, du canton de Brompton, comté de Richmond;

8° La demie sud des lots Nos 7, 8 et 9, rang VII Nord, du canton de Fabre, comté de Témiscamingue.

Québec, le 5 mai 1949.

Le Sous-Ministre des Mines.

A.-O. DUFRESNE.

24855-o

1. The South East half of the South West half of lot No. 22 in range II, township of Wolfestown;

2. Lot No. 25-A in Range II of the official cadastre, township of Wolfestown;

3. Lot No. 23-B in Range III of the official cadastre, township of Wolfestown;

4. Lots Nos. 25 and 26 in range III of the official cadastre township of Wolfestown;

5. Lots 26-A and 26-B in range IV of the cadastre township of Wolfestown;

The said township of Wolfestown situated in the county of Wolfe, Province of Quebec.

6. Blocks A and B of the township of Dufay, county of Temiskaming;

7. Lots 25, 26 and 27 in range VIII, township of Brompton, county of Richmond;

8. The South half of lots Nos 7, 8 and 9 in range VII North, township of Fabre, county of Temiskaming.

Quebec, May 5th 1949.

A.-O. DUFRESNE,

Deputy-Minister of Mines.

24855-o

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Windsor, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que le lot 889 est amendé et le lot 890 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 avril 1949.

Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-Ministre,

AVILA BÉDARD.

24828-o

NOTICE

Official Cadastre of the township of Windsor, Registration Division of Richmond.

Notice is hereby given that lot 889 is amended and lot 890 is cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 13th, 1949.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

24828-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 445, du 28 avril 1949, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

I. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1949 au 1er mai 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, à savoir \$52.80 par semaine.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District, formed under decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 445 of April 28, 1949, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter, 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1949, to May 1st, 1950; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, namely: \$52.80 per week.

c) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assentement du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire dans un délai de dix jours après l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 1er mai 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 1er mai 1950.

<i>Revenus</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$4,500.00
Salariés	4,500.00
	\$9,000.00
<i>Déboursés</i>	
Inspecteur salaire et frais de déplacement	\$3,600.00
Secrétaire	480.00
Secrétariat:	
Bureau, éclairage, téléphone, etc .	1,500.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc	2,920.00
Vérification	200.00
Frais légaux	300.00
	\$9,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949 24835-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following will be indicated: the hours of labour, the wages paid during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the expiration of the period for which said report is exigible.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30th, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District for the period between May 1st, 1949, and May 1st, 1950.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FUR TRADE OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1949, and May 1, 1950.

<i>Receipts</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$4,500.00
Employees	4,500.00
	\$9,000.00
<i>Disbursements</i>	
Inspector, salary and travelling expenses	\$3,600.00
Secretary	480.00
Office of the secretary: lighting, telephone, etc	1,500.00
Meeting expenses, postage, stationery, etc	2,920.00
Audition	200.00
Legal fees	300.00
	\$9,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24835-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to

Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 445, du 28 avril 1949, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1949 au 1er mai 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1 % des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1 % de leur salaires, bonis ou allocations

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1 % du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 1er mai 1950.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 1er mai 1950.

the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 445, of April 28, 1949, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1949 to May 1, 1950; such levy is applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 2347 shall pay to the parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. Mode of collection

The assessments are payable, every month between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, in assessments.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report indicating, on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each one of his employees, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1949, and May 1, 1950.

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1949, to May 1, 1950.

<i>Recettes</i>	
Cotisations: ($\frac{1}{4}$ de 1%):	
employeurs professionnels	\$5,750.00
salariés	5,750.00
	\$11,500.00

<i>Dépenses</i>	
Salaires:	
Inspecteur	\$3,140.00
Secrétariat	4,350.00
Ameublement	200.00
Frais de représentation	520.00
Papeterie	200.00
Loyer	410.00
Timbres, téléphones	150.00
Assurance-fidélité	20.00
Frais d'inspection	200.00
Frais de vérification	60.00
Frais légaux	900.00
Jetons de présence	1,000.00
Bureau des examinateurs	250.00
Divers	100.00
	\$11,500.00

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{4}$ of 1%):	
professional employers	\$5,750.00
employees	5,750.00
	11,500.00

<i>Expenses:</i>	
Salaires:	
Inspectors	\$3,140.00
Secretary's office	4,350.00
Furniture	200.00
Representation fees	520.00
Stationery	200.00
Rent	410.00
Stamps and telephone	150.00
Fidelity-bond	20.00
Expenses re: Inspection	200.00
Expenses re: Audition	60.00
Meeting expenses	1,000.00
Legal fees	900.00
Board of Examiners	250.00
Miscellaneous	100.00
	\$11,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24836-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, May 7, 1949. 24836-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1730, du 23 octobre 1947, et chargé aussi de surveiller l'application du décret numéro 337, du 11 mars 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 446 du 28 avril 1949, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1949 au 30 avril 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la construction assujettis au décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements et tous les employeurs professionnels du commerce et de l'Industrie du bois ouvré, assujettis au décret numéro 337, du 11 mars 1948, ou à tout autre décret amendant, prolongeant ou remplaçant ce dernier, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction et tous les employeurs pro-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established under decree number 1730 of October 23, 1947, and entrusted also with the administration of decree number 337 of March 11, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 446 of April 28, 1949, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the 1 May, 1949 to April 30, 1950; such levy is laid in the following manner:

a) All professional employers of the construction industry and of the wood-working industry and trade governed by the decrees Nos. 1730 of October 23, 1947, and 337 of March 11, 1948, or any other decree amending, extending or replacing the latter, shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses and allowances which they pay to their employees governed by the said decrees, excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the said decrees, excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

All professional employers of the construction industry and of the woodworking industry and

professionnels du commerce et de l'industrie de bois ouvré régie par lesdits décrets, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par les dits décrets doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'abord avec la Loi de la Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 1er mai 1950.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 1er mai 1950.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels:

½ de 1% sur \$4,000,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la Loi \$20,000.00

Cotisations des salariés:

½ de 1% sur \$4,000,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la Loi 20,000.00

\$40,000.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire \$ 4,160.00
Secrétaire-adjoint 3,120.00
Commis aux livres 2,340.00
Dactylographe 1,040.00
Commis Vérificateur 2,860.00
Inspecteurs (4) 11,440.00
Dépenses de bureau 2,500.00
Inspection, voyages 3,600.00
Jetons de présence 2,500.00
Frais de déplacements 6,200.00
Bureau d'examineurs 4,200.00
Divers, procédures 1,500.00
Vérification 125.00

\$45,585.00

Note: L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de \$5,585.00 sera comblé à même la réserve de fonds du comité.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24860-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le

trade governed by the said decrees shall collect for the Parity Committee the assessments owed by the employees, from the wages payable to them.

The professional employers governed by the said decrees shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

For instance, the assessments for the month of May are payable on June 10, and so forth, from month to month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec for the period between May 1, 1949 and May 1, 1950.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1949 and May 1, 1950.

Receipts:

Professional employers' assessments:

½ of 1% of \$4,000,000.00, wages paid to the employees governed by the Act \$20,000.00

Employees' assessments:

½ of 1% of \$4,000,000.00, wages paid to the employees governed by the Act 20,000.00

\$40,000.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary \$ 4,160.00
Assistant-secretary 3,120.00
Office clerk 2,340.00
Typist 1,040.00
Checking clerk 2,860.00
Inspectors (4) 11,440.00
Offices expenses 2,500.00
Inspection travelling expenses 3,600.00
Attendance fees 2,500.00
Travelling expenses 6,200.00
Board of Examiners 4,200.00
Miscellaneous, procedures 1,500.00
Audition 125.00

\$45,585.00

Note: The excess of disbursements over the receipts amounting to \$5,585.00 will be met by the reserve funds of the Joint Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24860-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity

Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 446, du 28 avril 1949, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1949 au 1er mai 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié, à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulière et supplémentaires effectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient dûment remplis, signés et transmis au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les transmettre audit comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre, et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, pour les douze mois commençant le 1er mai 1949.

COMITÉ CONJOINT DU COMMERCE DES TAVERNIERS DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour les douze mois commençant le 1er mai, 1949.

Recettes:

Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels \$1,550.00

Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695, of May 7, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 446, of April 7, 1949, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1 Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1949, to May 1st, 1950; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 695 of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

The professional employer shall see that these reports be filled in, signed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same to the said Committee, every month, together with his own assessments.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so forth, from month to month.

3 Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30, December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1949.

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers \$1,550.00

Salariés	1,550.00	Employees	1,550.00
	\$3,100.00		\$3,100.00
<i>Déboursés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Salaire du secrétaire	\$1,560.00	Salary of the Secretary	\$1,560.00
Salaire du sténographe	260.00	Salary of the stenographer	260.00
Salaire de l'inspecteur	1,040.00	Salary of the Inspector	1,040.00
Vérification des livres	40.00	Audition	40.00
Administration (loyer du bureau, téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, Etc.)	200.00	Administration (rent of office, telephone, travelling expenses, furniture, stationery, etc)	200.00
	\$3,100.00		\$3,100.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, le 7 mai 1949.	24861-o	Department of Labour, Quebec, May 7 1949.	24861-o

AVIS DE PRÊLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), le Comité paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1336, du 18 avril 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 446 du 28 avril 1949, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période s'étend du 27 avril 1949, au 27 avril 1950, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1336 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les épicier et bouchers travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 1336 sont tenus de verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés assujettis au décret numéro 1336 sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir mensuellement lui-même audit comité, en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the "Comité paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette", established under decree number 1336 of April 18, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 446 of April 28, 1949, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following conditions and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from April 27, 1949, to April 27, 1950; it shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allowances and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The grocers and butchers working alone (artisans) governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts, based on the amount of \$25.00 per week (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans, shall forward their assessments, every month to the office of the Parity Committee.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the remuneration of every one of his employees, the amount owed to the Parity Committee, and forward them himself, every month, to the said committee, together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall

transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette, pour la période comprise entre le 27 avril 1949 et le 27 avril 1950.

COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 27 avril 1949, et le 27 avril 1950.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.	\$350.00
Salariés.	350.00
Artisans.	200.00
	\$900.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires de l'inspecteur.	\$520.00
Frais de voyages de l'inspecteur.	100.00
Frais de déplacement des membres du Comité.	120.00
Frais de bureau.	60.00
Frais de vérification.	40.00
Frais judiciaires.	60.00
	\$900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24862-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce de détail, de l'Île de Montréal et un périmètre de 50 milles de rayon de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2944 du 3 août 1940, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements de la façon suivante:

Les articles I à XIII inclusivement seront remplacés par les suivants:

"I. Définitions: a) Dans le présent décret, le terme "maître-fourreur" ou "détaillant en fourrure" désigne toute personne dont l'occupation consiste dans la fabrication et la vente à l'unité des manteaux et autres articles en fourrure, qui fabrique elle-même, dans son atelier, lesdits articles, pour les revendre directement au client ou au consommateur et qui exécute pour le compte de ses clients, des réparations sur tout article en fourrure.

b) Dans ce décret, le mot "apprenti" désigne un salarié qui, comme employé dans l'établissement d'un maître-fourreur, n'a pas terminé effectivement la période prévue dans les différents articles du décret ayant trait à l'apprentissage; l'employeur peut lui demander n'importe quelle sorte de travail, pourvu qu'il ne soit pas habituellement employé à des travaux d'une classe supérieure à celle pour laquelle il est payé. Tout apprenti employé plus de la moitié de son temps chaque semaine à des travaux d'une classe supérieure à la sienne, doit être rémunéré pour

submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité Paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette", for the period between April 27, 1949, and April 27, 1950.

COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 27, 1949, and April 27, 1950.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.	\$350.00
Employees.	350.00
Artisans.	200.00
	\$900.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the Inspector.	\$520.00
Travelling expenses of the Inspector.	100.00
Travelling expenses of the Committee's members.	120.00
Office expenses.	60.00
Audition.	40.00
Legal fees.	60.00
	\$900.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24862-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur workers, retail trade, in the Island of Montreal and a perimeter of 50 miles of radius from its limits, rendered obligatory by the decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments as follows:

Sections I to XIII inclusive will be replaced by the following ones:

"I. Definitions: a) In the present decree the term "master-furrier" or "fur retailer" means any person whose occupation consists in producing and selling, by unit, fur coats and any other fur articles; in making himself, in his shop, the said articles to be sold directly to the customer or consumer; in making for customers the repairing of any fur articles.

b) In this decree, the word "apprentice" means an employee who, as employee in the establishment of a master furrier, has not actually terminated the period established under the various sections of the decree concerning apprenticeship; the employer may request from him the execution of any kind of work provided he is not habitually employed in operations of a higher class than that for which he is paid. Any apprentice employed more than half the working time each week in operations of a higher class than his, shall receive the hourly rate of

chaque heure au taux de la classe dans laquelle il travaille. L'apprenti doit avoir seize ans révolus.

c) Pour devenir un "coupeur qualifié", le coupeur doit avoir travaillé effectivement au moins trois (3) ans dans ce genre de travail. Si, après cette période d'apprentissage, l'apprenti n'a pas acquis l'adresse requise pour devenir un coupeur qualifié, il peut demander au Comité paritaire la permission de continuer ce travail pendant douze mois additionnels, au salaire dont le Comité paritaire décidera.

II. Jurisdiction: a) Jurisdiction professionnelle:

1. Les dispositions du présent décret s'appliquent à tous les signataires de cette convention ainsi qu'à tous les marchands détaillants dans le commerce de la fourrure faisant affaire dans la juridiction territoriale décrite au paragraphe "b" du présent article. Tous les salariés, * ouvriers qualifiés, de même que les apprentis de sexe masculin ou féminin, sont sous le contrôle du Comité paritaire formé suivant les dispositions de la Loi et du présent décret.

2. Le présent décret ne s'applique pas à l'industrie de la garniture en fourrure et de la teinture des fourrures; il ne couvre pas non plus les établissements s'occupant des travaux appartenant à ladite industrie.

Proviso: Au cas de difficulté au sujet de l'assujettissement d'un marchand détaillant qui fait en même temps du gros et qui aurait signé les deux conventions, l'officier de conciliation du ministère du Travail aura le droit de déterminer sous quel décret tombe ledit marchand détaillant.

b) *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal et un périmètre de cinquante (50) milles de rayon de ses limites à vol d'oiseau.

III. Durée du travail: a) La durée hebdomadaire du travail est de quarante (40) heures distribuées selon les besoins de l'employeur entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m. à l'exception du samedi et du dimanche. Le samedi, le travail doit se terminer à 1.00 p.m. Pour faire travailler ses employés le samedi après 1.00 p.m., un employeur doit en donner avis par écrit au Comité paritaire.

Tout travail exécuté en dehors de ces heures de travail est considéré à raison de salaire et demi, à l'exception des mois de septembre, octobre, novembre et décembre, où il est permis à un employeur de faire travailler ses salariés une semaine de quarante-quatre (44) heures, au taux régulier, en deça des heures indiquées plus haut.

b) Cependant, les employeurs faisant affaire en dehors de l'île de Montréal ont droit à la semaine de travail de quarante-quatre (44) heures, au taux régulier mais demeurent assujettis à toutes les autres dispositions du présent article en ce qui concerne les heures de travail de leurs salariés.

Durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, il est permis auxdits employeurs de faire travailler leurs salariés une semaine de quarante-huit (48) heures, aux taux réguliers.

IV. Jours de fêtes rémunérés: Tous les employés seront rémunérés les jours de fêtes suivants: le Vendredi Saint, le jour de l'Ascension, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de la Toussaint, le jour de l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le Premier de l'An. Aucun des jours de fêtes énumérés ci-dessus ne

the class in which he is working. The apprentice must have completed his sixteenth year.

c) To become a "qualified cutter", the cutter must have effectively worked at least three (3) years in such operation. If, after the said apprenticeship period, the apprentice has not acquired the skill required to become a qualified cutter, he may request from the Parity Committee an authorization to carry on such work during twelve additional months with a rate of pay determined by the said Committee.

II. Jurisdiction: a) Professional jurisdiction:

1. The provisions of the present decree apply to all parties hereto and to all retail merchants in the fur trade operating within the territorial jurisdiction described in subsection "b" of the present section. All employees, qualified workers, as well as male and female apprentices, will be under the control of the Parity Committee formed pursuant to the provisions of the Act and of the present decree.

2. The present decree does not apply to the fur trimming and dyeing industry, neither to establishments performing works pertaining to the said industry.

Proviso: Should there be difficulties as to the subjection of a retail merchant engaged, at the same time, in wholesale business and having signed both agreements, the conciliation officer of the Department of Labour shall have the right to determine the decree by which the said retail merchant shall be covered.

b) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Island of Montreal and a perimeter of fifty (50) miles of radius from its limits in straight line.

III. Duration of labour: a) The weekly duration of labour shall be of forty (40) hours, distributed according to the needs of the employer, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., excepting Saturday and Sunday. On Saturday, work shall cease at 1.00 p.m. For the execution of any work on Saturday after 1.00 p.m., the employer shall give notice, in writing, to the Parity Committee.

Any work performed outside these hours of work is considered as overtime work and paid for at the rate of time and one half, with the exception of the months of September, October, November and December during which it is permitted for an employer to have his employees work a forty-four (44) hour week at the regular rate of pay within the hours above mentioned.

b) However, the employers doing business outside the Island of Montreal are entitled to the 44-hour week at the regular rates but shall remain subject to all the other provisions of the present section, inasmuch as the working hours of their employees are concerned.

During the months of September, October, November and December, it is permitted for the said employers to have their employees work a forty-eight (48) hour week, at the regular rates of pay.

IV. Remuneration on holidays: All the employees shall receive a remuneration for the following holidays: Good Friday, Ascension Day, St. John Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and New Year's Day. No other holiday shall be substituted to those mentioned

pourra être substitué par un autre à moins que l'employeur n'en obtienne l'autorisation écrite du Comité paritaire.

Cependant, pour avoir droit à ce congé payé, les employés devront avoir travaillé au moins une partie de la semaine où ledit congé tombe, et dans ce cas, l'employé recevra pour ce jour, une rémunération proportionnée à la durée de son travail pour une semaine de quarante (40) heures. Le salaire dû par l'employeur à ses employés pour ces jours de fêtes sera celui que les employés auraient reçu si l'atelier avait été ouvert ce jour-là et si les employés y avaient travaillé les heures régulières réglementaires. Cette clause ne joue pas, cependant, si les fêtes plus haut décrites tombent un dimanche.

Si l'employé travaille un des jours de fêtes ci-haut désignés, il devra recevoir le taux régulier de salaire, plus salaire et demi, mais en aucun cas, un employeur ne pourra obliger son employé à travailler ces jours-là. Si l'établissement ferme ses portes pendant la semaine où un congé tombe, les employés devront recevoir leur salaire complet pour ces jours de fêtes.

V. Définitions spéciales: a) Pour chaque opération, le nombre des employés de la classe "A" devra représenter au moins 50% des préposés à telle dite opération. Si l'employeur devenait obligé de réduire son personnel, il sera quand même tenu de garder la même proportion de 50% de la classe "A" et de la classe "B" pour chaque opération.

b) Quand le nombre des employés affectés à une opération est impair, l'un d'eux recevra la moyenne du total des gages payés aux classes "A" et "B" de la même opération. Cependant, dans l'atelier où il n'y a qu'un employé de la classe "A" affecté à l'une quelconque des opérations, cet employé recevra le salaire de la classe "A".

c) Le Comité paritaire pourra, cependant, user de discrétion dans l'application de cet article pour tenir compte d'une situation temporaire dans un atelier, ou encore pour autoriser la classification au taux intermédiaire des employés d'un atelier quand les circonstances lui paraîtront le justifier. Le jeu de cette clause ne pourra, cependant, autoriser la diminution du salaire d'un employé par l'employeur.

VI. a) Les taux minima de salaire suivants doivent être payés:

	Par heure	Par semaine
Tailleur (classe A)	\$ 1.54	\$61.60
Tailleur (classe B)	1.32	52.80
Couturier à la machine:		
(classe A)	1.21	48.40
(classe B)	0.99	39.60
Finisseur (classe A)	1.07	42.80
Finisseur (classe B)	0.89	35.60
Bloqueur (classe A)	0.97	38.80
Bloqueur (classe B)	0.73	29.20
Couturière à la machine:		
(classe A)	0.95	38.00
(classe B)	0.77	30.80
Finisseuse (classe A)	0.95	38.00
Finisseuse (classe B)	0.77	30.80

Les fermeuses de manteaux doivent recevoir le salaire de \$0.95 l'heure; \$38.00 par semaine.

Les faiseuses de doublures qui coupent et cousent doivent recevoir le salaire de \$0.88 l'heure; \$35.20 par semaine.

Les finisseuses contremaîtresses, les finisseuses qui distribuent l'ouvrage aux personnes préposées à la finition doivent recevoir le salaire de \$0.99 l'heure; \$39.60 par semaine.

above unless the employer obtains an authorization, in writing, from the Parity Committee. However, to be entitled to this paid holiday, the employees should have worked at least a part of the week where the said holiday occurs and, in this case, the employee shall receive for this day a remuneration based on the proportion of his hours of work with respect to a forty-hour week. The wages owed by the employer to his employees in regard of these holidays shall be that which the employees would have received if the establishment had been open that day and if the employees had worked the regular enacted hours. This clause does not apply, however, when the holidays above described fall on Sunday.

Should an employee work on the said holidays he shall receive the regular rates of wages, plus time and a half, but an employer shall not compel his employee to work on such days. Should the establishment close in the course of the week wherein there is a holiday, the employees shall receive their complete wages for those days.

V. Special definitions: a) For each operation, the number of employees of class A shall represent at least 50% of the number of employees for said operation. Should the employer be forced to reduce his personnel, he shall have to keep the same 50% proportion of class A and class B for each operation.

b) Should the number of employees performing one operation be an odd number, one of them shall receive the average of the total of the wages paid to classes A and B of the same operation. However, a shop employing but one class "A" employee to perform anyone of the operations shall pay the said employee.

c) However, the Parity Committee shall use discretion in the application of the provisions of this section when considering a temporary situation in an establishment or when authorizing the classification at intermediate rates of the employees of an establishment when circumstances seem to justify such classification. The application of this clause, however, must never entail the reducing of the wages of an employee by the employer.

VI. Wages: a) The following minimum wage rates shall be paid:

	Per hour	Per week
Cutter (class A)	\$ 1.54	\$61.60
Cutter (class B)	1.32	52.80
Operator (class A)	1.21	48.40
Operator (class B)	0.99	39.60
Finisher (class A)	1.07	42.80
Finisher (class B)	0.89	35.60
Blocker (class A)	0.97	38.80
Blocker (class B)	0.73	29.20
Female operator:		
(class A)	0.95	38.00
(class B)	0.77	30.80
Female finisher:		
(class A)	0.95	38.00
(class B)	0.77	30.80

Female coat closers shall receive \$0.95 per hour; \$38.00 per week.

Lining makers who cut and sew shall receive \$0.88 per hour; \$35.20 per week.

Finishing foreladies and female finishers who distribute work to persons committed to finishing work shall receive \$0.99 per hour; \$39.60 per week.

Tous les salaires minima mentionnés dans cette clause seront augmentés de \$0.04 l'heure à compter du 1er août 1949 et ces nouveaux salaires deviendront à partir de cette date, les minima pour la durée de cette convention.

b) *Apprentis de deux sexes*: Le stage d'apprentissage est divisé en cinq (5) périodes de six mois et les taux minima de salaires sont les suivants:

	Par heure	Par semaine
1ère année, 1er semestre	\$ 0.35	\$14.00
1ère année, 2ème semestre	0.40	16.00
2ème année, 1er semestre	0.45	18.00
2ème année, 2ème semestre	0.55	22.00
3ème année, 1er semestre	0.60	24.00

Apprentis-coupeurs: Le stage d'apprentissage pour les coupeurs est divisé en six (6) périodes de six (6) mois et les taux de salaires minima sont les suivants:

	Par heure	Par semaine
1ère année, 1er semestre	\$ 1.00	\$40.00
1ère année, 2ème semestre	1.05	42.00
2ème année, 1er semestre	1.10	44.00
2ème année, 2ème semestre	1.15	46.00
3ème année, 1er semestre	1.20	48.00
3ème année, 2ème semestre	1.25	50.00

c) *Dispositions concernant les détaillants à l'extérieur de l'Île de Montréal*: Les salaires des ouvriers qualifiés, dans tout établissement situé en dehors de l'Île de Montréal, dans une ville de moins de 25,000 âmes comprise dans la juridiction territoriale définie au paragraphe "b" de l'article II, doivent être déterminés d'après les taux ci-dessus mentionnés, avec une réduction de quinze pour cent (15%) desdits taux. Il est entendu que cette réduction ne doit affecter d'aucune manière les apprentis qui doivent recevoir leur salaire complet, d'après les échelles établies par le présent décret.

d) Toute succursale d'un établissement faisant affaire dans les limites de l'Île de Montréal, ouverte au cours de la durée du présent décret, ne bénéficiera pas de la réduction de 15% dans les tarifs de salaires, prévue au paragraphe précédent.

VII. *Apprentissage* a) Tout employeur qui travaille seul comme ouvrier qualifié dans son atelier a droit d'avoir à son service un apprenti.

b) Tout employeur peut avoir un apprenti par deux employés qualifiés.

VIII. Le présent décret s'appliquera aux associés d'une société commerciale, ainsi qu'aux actionnaires de compagnies à fonds social, si les associés ou actionnaires exécutent du travail d'atelier.

IX. *Vacances payées* a) Les salariés doivent bénéficier de vacances payées pour le travail accompli durant la période comprise entre le 1er juin d'une année et le 31 mai de l'année suivante.

b) Un salarié présentement assujéti audit décret et ayant travaillé pour plus d'un employeur assujéti au même décret, peut réclamer de chacun des vacances payées, en proportion du temps qu'il a été à leur emploi et tel que prévu au paragraphe "a" du présent article.

c) Tout salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pour une période de deux ans ou plus a droit à une deuxième semaine de vacances avec paye.

d) Tout salarié qui quitte volontairement le service de son employeur durant la période

All minimum wages mentioned in this clause shall be increased by \$0.04 per hour from August 1, 1949, and such new rates shall become, from that date, the minimum ones for the duration of this agreement.

b) *Male and female apprentices*: The apprenticeship period is divided in five (5) periods of six (6) months and the minimum wage rates are the following:

	Per hour	Per week
1st year, 1st six months	\$ 0.35	\$14.00
1st year, 2nd six months	0.40	16.00
2nd year, 1st six months	0.45	18.00
2nd year, 2nd six months	0.55	22.00
3rd year, 1st six months	0.60	24.00

Apprentice-cutters: The period of apprenticeship is divided into six (6) periods of six months and the minimum rates of wages shall be as follows:

	Per hour	Per week
1st year, 1st six months	\$ 1.00	\$40.00
1st year, 2nd six months	1.05	42.00
2nd year, 1st six months	1.10	44.00
2nd year, 2nd six months	1.15	46.00
3rd year, 1st six months	1.20	48.00
3rd year, 2nd six months	1.25	50.00

c) *Provisions concerning the retailers outside the Island of Montreal*: The wages of qualified workmen in any shop located outside the Island of Montreal, in a town of less than 25,000 souls, comprised in the territorial jurisdiction determined in subsection "b" of section II, shall be fixed according to the hereinabove given rates, with a reduction of 15% on the said rates. It is understood that this reduction shall not affect, on any way, the apprentices who shall receive their full wages according to the schedules established in this decree.

d) Any branch office of an establishment operating within the limits of the Island of Montreal, newly founded in the course of the existence of the present decree, shall not benefit by the 15% reduction in wage rates, as stipulated in the preceding subsection.

VII. *Apprenticeship* a) Every employer working alone, as qualified worker, in his shop has the right to have one apprentice.

b) Every employer may have one apprentice to each two skilled workers.

VIII. This decree shall apply to partners in a commercial partnership and to shareholders of a capital-stock company if the said partners or shareholders perform shop work.

IX. *Vacation with pay* a) The employees shall benefit by a vacation with pay for work done during the period comprised between the 1st of June of one year and the 31st of May of the following year.

b) An employee now governed by the said decree and who has worked for more than one employer governed by the same decree may claim from each one of his employers a vacation with pay in proportion to the period worked in their employ and as provided for in subsection "a" of the present section.

c) Every employee who has been employed continuously by the same employer for a period of two years or more is entitled to a second week of vacation with pay.

d) Every employee voluntarily leaving the service of his employer in the period between

comprise entre le 1er août et le 15 janvier pour toutes causes excepté la maladie, ou dans le cas d'une femme, le mariage, perd le droit de réclamer de son employeur les vacances prévues dans cet article.

e) Tout salarié qui est congédié pour cause de vol perd le droit de réclamer les vacances prévues dans cet article. Le Comité paritaire en cas de conflit sur l'application de cette clause, servira d'arbitre et sa décision sera finale.

f) Le taux auquel les vacances doivent être payées est le taux en vigueur pour chaque employé au moment où les vacances se prennent.

g) Les vacances seront octroyées et prises entre le 1er juin et le 31 août mais, sur demande de l'employé avec le consentement de l'employeur, le Comité paritaire pourra autoriser une autre période. Dans ce cas, cependant, le paragraphe "d" du présent article ne pourra pas jouer.

X. Les inspecteurs nommés par le Comité paritaire auront accès à toutes places d'affaires et aux livres de paye de tout employeur régi par le présent décret, sans avis préalable. Ils auront le droit de surveiller le travail exécuté dans l'atelier et d'interroger sur les lieux patrons et employés.

XI. a) Tout travail à contrat, à sous-contrat ou à la pièce est interdit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur.

b) Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent tenir un registre des salaires et des heures de travail.

c) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur du commerce de détail de la fourrure assujéti au présent décret d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail du métier de la fourrure, à domicile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective, à moins d'une permission écrite à cet effet du Comité paritaire qui exigera, dans ce cas, un rapport mensuel régulier et le paiement du prélèvement.

XII. *Païement du salaire* Les salaires doivent être payés en argent à la fin de chaque semaine.

L'employeur doit, cependant, indiquer sur une feuille séparée dans l'enveloppe ou sur l'enveloppe, les heures de travail, le taux de salaire horaire ainsi que toutes les déductions de salaire.

XIII. *Protection sanitaire* Chaque employeur doit voir à ce que son atelier soit pourvu de tous les avantages sanitaires requis et à faire bénéficier les employés d'une protection raisonnable à l'encontre des risques contre le feu, des accidents et autre dommages. Tous les articles en fourrure ou vêtement doivent être parfaitement nettoyés avant qu'aucun travail ne soit exécuté sur lesdits articles par les salariés.

XIV. *Durée du décret* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1950. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril 1950 ou avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être signifié au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

August 1st and January 15 of the following year for any cause other than illness or, in the case of a female employee, marriage, loses the right to claim from his employer the vacation provided for in this section.

e) Every employee dismissed by reason of theft loses the right to claim the vacations provided for in this section. The Parity Committee in the event of dispute in the application of this clause, will act as arbitrator and its decision shall be final.

f) The rate of vacation pay is the rate in force for each employee at the time of vacation.

g) Vacations shall be granted and taken between June 1 and August 31 but, upon request from an employee with the employer's consent, the Parity Committee may authorize another period. In this case, however, subsection "d" of the present section shall not apply.

X. The inspectors named by the Parity Committee shall have admittance into all places of business and have authority to check all pay-rolls of the employers governed by this decree without notice. They shall have the right to watch the work being performed in the shop and to question therein the employers and the employees.

XI. a) No contracting or subcontracting or piece work shall be permitted inside the factory of the employer.

b) All contractors and subcontractors must keep records of wages and hours of labour.

c) An employee already employed by an employer of the fur retail trade subject to the present decree shall not have the right to perform any work or part thereof in the fur trade, at home, for any person whether such person be a professional employer, an employer or a customer, under the Collective Agreement Act, except under written authorization to that effect by the Parity Committee; in such cases, the latter requires a regular monthly report and the payment of the levy.

XII. *Payment of wages* The wages shall be paid in cash at the end of each week.

The employer shall however indicate on a separate sheet in the envelope, or on the envelope itself, the hours of labour, the hourly rate of pay and all wage deductions.

XIII. *Sanitary precautions* Each employer will maintain and observe proper sanitary conditions and the protection of workers against risk of fire or other damage or other injury. All articles of furs or garments must be thoroughly cleaned before being worked upon by the employees.

XIV. *Duration of the decree* The present decree remains in force until April 30, 1950. It renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary, within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to April 30, 1950, or prior to April 30, of any subsequent year. Such a notice must also be given to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will

vra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949.

24863-o

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949.

24863-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1730, du 23 octobre 1947, et ses amendements, comme suit:

1° La note à la fin de l'article I sera remplacée par la suivante:

"En raison de l'abrogation de la catégorie d'ajusteur en fer ornemental, les porteurs de certificats de qualification de cette catégorie d'ajusteurs doivent réclamer le certificat de mécanicien en fer ornemental soit du bureau des examinateurs ou du bureau du Comité Conjoint dans un délai n'excédant pas deux mois après la mise en vigueur de ce changement."

2° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article I:

"p) Le terme "poseur d'acier d'armature" désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour faire le triage, le pliage et le posage de l'acier d'armature, le posage des soliveaux d'acier (steel joists), le posage de la latte métallique à plancher sur soliveaux et le posage des moules à plancher en tôle."

3° La liste des taux de salaire à l'article IV sera remplacée par la suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, has submitted to him a request to amend the decree number 1730 of October 23, 1947, and its amendments, as follows:

1. The note mentioned at the end of section I will be replaced by the following:

"Because of the abrogation of the ornamental iron fitter category, the holders of competency certificates in that category of fitters shall claim the certificate of ornamental iron mechanic either at the office of the Board of Examiners or of the Joint Committee within the two months following the coming into force of said abrogation."

2. The following subsection will be added to section I:

"p) The words "reinforcing steel erector" mean any employee having the knowledge required to do the sorting, bending and erecting of reinforcing steel, the laying of steel joists, the laying of floor metal laths on joists and the laying of tin floor-moulds."

3. The wage scale in section IV will be replaced by the following:

Métiers — Trades	Salaires horaires — Hourly rates			
	Zones			
	I	II	III	IV
Briqueleur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason ..	\$ 1.30	\$ 1.15	\$ 1.05	\$ 1.00
Charpentier-menuisier — Carpenter joiner	1.10	1.05	0.95	0.90
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.00	0.95	0.90	0.85
Calfat — Caulker	0.80	0.75	0.65	0.60
Peintre — Painter:				
Compagnon — Journeyman	1.05	1.00	0.90	0.85
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	0.95	0.90		
Manœuvre ou Journalier — Labourer	0.75	0.75	0.65	0.60
Faiseur de mortier — Mortar maker	0.75	0.75	0.65	0.60
Brasseur de célanite — Celanite mixer	0.75	0.75	0.65	0.60
Couleur de blanc — Plaster pourer	0.75	0.75	0.65	0.60
Porteur d'oiseau — Hod carrier	0.75	0.75	0.65	0.60
Jointoyeur — Joint pointer	1.00	0.90	0.85	0.80
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.00	0.90	0.85	0.80
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer	1.05	0.95	0.90	0.85
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	0.95	0.85		
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator	0.90	0.85	0.75	0.70
Premier semestre — First six months	0.80	0.75	0.65	0.65
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction operations	1.30	1.15	1.05	1.00
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.00	0.95	0.90	0.85
Foreur — Driller	0.95	0.90	0.80	0.75
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator	0.90	0.85	0.75	0.70
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal) ..	0.95	0.90	0.80	0.75
Préposé aux pelles mécaniques, tracteurs ou grues — Engineman-mechanical shovels, tractors, hoisting	1.05	0.95	0.85	0.80
Préposé aux monte-charges non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator, not steam driven	0.95	0.85	0.75	0.70
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Engineman-mixers or compressors	0.95	0.85	0.75	0.70
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary and portable machines	1.00	0.90	0.80	0.75

Mécanicien en tuyauterie (plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération — Pipe mechanic (plumber, pipe fitter and refrigeration mechanic):				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	1.40	1.20	1.15	1.10
Compagnon — Journeyman	1.10	1.00	0.95	0.90
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	0.95	0.85		
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	1.10	1.00	0.95	0.90
Electricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	1.40	1.20	1.15	1.10
Compagnon — Journeyman	1.10	1.00	0.95	0.90
Ferblantier couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman	1.10	1.00	0.95	0.90
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.00	0.90		
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.10	1.00	0.95	0.90
Fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze:				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.05	1.00	0.95	0.90
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	0.95	0.90	0.85	0.80
Gratteur, polisseur et sableur de planchers à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine	0.95	0.90	0.85	0.80
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Job watchman (night or day, sundays and holidays) maximum of 72 hours per week	0.50	0.50	0.50	0.50"

4° L'article IV-A sera remplacé par le suivant:

"IV-A. Dispositions particulières relatives à l'industrie du fer structural, aux mécaniciens de machines à vapeur et aux chaudronniers en construction:

a) *Travailleur en fer structural*: Le travail de cette catégorie de salariés comprend toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant le montage (ou la fabrication) de fer structural pour bâtiments, ponts, etc., et doit être rémunéré au taux horaire minimum d'un dollar et trente cents (\$1.30).

La démolition ou le démontage du fer structural doit être rémunéré au même taux que le montage.

Il peut y avoir un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq (5).

b) *Mécaniciens de machine à vapeur: Etendue du travail*: Le travail du mécanicien de machines à vapeur comprend toute opération se rapportant à l'installation et à l'alignement d'appareils à mouvement alternatif ou rotatif, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toute machine à combustion ou autre pour la production de la vapeur.

Les aides peuvent assister ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous leur surveillance. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) apprenti par mécanicien.

c) *Mécaniciens d'installations à vapeur ou à l'eau chaude*: Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les salariés préposés, à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds ou moins doivent recevoir un taux horaire de \$1.05 et leur durée hebdomadaire de travail doit être de cinquante-cinq (55) heures sans limite journalière. Les aides doivent recevoir \$0.80 l'heure et il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

d) *Chaudronnier en construction*: Le travail du chaudronnier en construction comprend toute opération se rapportant à l'installation de chaudières, le montage de pièces métalliques, le posage d'accessoires sur des bases ou supports,

4. Section IV-A will be replaced by the following:

"IV-A. Special provisions respecting the structural iron industry, steam generation mechanics and construction boilermakers:

a) *Structural iron worker*: The operations of a structural steel worker shall include all the work performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel for buildings, bridges, etc., and shall be remunerated at a wage rate of not less than one dollar and thirty cents (\$1.30).

The demolition or dismantling of structural steel shall bear the same rate as the erection thereof.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five structural steel workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural steel workers employed is less than five (5).

b) *Steam generation mechanics: Scope of work*: The operations of steam generation mechanics shall comprise all work involved in the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and all fuel burning and other equipment used in the generation of steam.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all time work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

c) *Steam and hot water generation mechanics*: Notwithstanding the provisions of preceding subsections, workers installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less shall be paid an hourly minimum rate of \$1.05 and their weekly duration of labour shall be fifty-five (55) hours without daily limitation. Their helpers shall be paid \$0.80 per hour and the ratio of helpers to qualified workers shall be one to one.

d) *Construction boilermakers*: The operations of construction boilermakers shall include all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling

le posage et le roulage de conduits ainsi que l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Il comprend en plus, le montage de cheminées ou de conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé. La mise en place et l'installation de chaudières portatives ou de réservoirs fait également partie du travail du chaudronnier.

Dans cette catégorie il peut y avoir un aide-apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés.

e) *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Salaires horaires
Peintre (fer structural)	\$1.25
Monteur et soudeur de fer structural, toutes catégories	1.30
Chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur	1.15
Aide chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur	0.85

f) *Apprentissage*: Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

5° L'article IX sera modifié:

a) en retranchant au début de l'alinéa 3 du paragraphe i) les mots "ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante" et en y insérant l'alinéa suivant:

"3-a: Ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, un apprenti par quatre compagnons ou fraction de ce nombre."

b) en remplaçant la cédule des salaires au paragraphe j) par la suivante:

Métiers — Trades

Briqueleur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason	
Charpentier-menuisier — Carpenter joiner	
Peintre — Painter	
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter	
Finisseur de ciment — Cement finisher	
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération — Plumber and steamfitter, refrigerator mechanic	
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	
Electricien — Electrician	
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	
Mécanicien en fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze mechanic	

6° L'article XII sera modifié

a) en remplaçant la cédule des salaires dans le paragraphe b) par la suivante:

Par semaine	Zones
I	II, III et IV

Compagnons (ouvriers qualifiés)	\$41.00	\$36.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés)	30.00	29.00

b) en ajoutant après le paragraphe e) le suivant (le paragraphe f) actuel devient paragraphe g):

of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts.

It shall also comprise the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers conveyors, tanks and other plate work. The placing and installation of portable boilers or tanks shall also be considered as boilermaker's work.

The ratio of helper-apprentices in this category of work shall be one to five (5) mechanics.

e) *Wage rates*: The minimum wage rates shall be the following for each of the trades hereafter mentioned:

Trades:	Hourly rates
Painter (structural iron)	\$1.25
Structural iron erector and welder (all categories)	1.30
Construction boiler-maker, steam mechanic, erector, welder and mechanic	1.15
Construction boiler-maker's, steam, generator erector's and mechanic's and welder helper	0.85

f) *Apprenticeship*: The wages of the apprentices are the following with regard to the rates hereinabove mentioned:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

5. Section IX will be amended:

a) by deleting, at the beginning of paragraph 3 of subsection "i", the words "Tinsmith-roofer, asbestos insulation mechanic" and by inserting the following paragraph:

"3-a: Tinsmith-roofer, asbestos insulation mechanic, one apprentice to each four (4) journeymen or fraction thereof.

b) by replacing the wage scale in subsection j) by the following:

Salaires horaires — Hourly rates

1e année	2e année	3e année	4e année
1st year	2nd year	3rd year	4th year
\$ 0.45	\$ 0.70	\$ 0.90	
0.40	0.55	0.70	
0.40	0.55	0.70	
0.40	0.55	0.70	
0.40	0.55	0.70	
0.40	0.50	0.60	0.70
0.40	0.55	0.70	
0.40	0.55	0.70	
0.40	0.50	0.60	0.70
0.40	0.50	0.60	0.70
0.40	0.50	0.60	0.70"

6. Section XII will be amended

a) by replacing the wage scale in subsection "b" by the following:

Per week	Zones
I	II, III and IV

Journemen (skilled workers)	\$41.00	\$36.00
Labourers (common workers)	30.00	29.00

b) by adding, after subsection "c", the following (the actual subsection "f" becomes subsection "g"):

f) *Congé-Maladie*: L'employeur doit rémunérer le salarié permanent pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie jusqu'à concurrence de six par année de calendrier. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisis et payés par l'employeur si ce dernier le juge à propos. Le salarié doit aussi autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à son inconduite."

7° L'article XIV sera modifié en remplaçant la seconde phrase du dernier alinéa par la suivante:

"La décision arbitrale est finale et lie les parties de la même manière qu'une sentence rendue en vertu de la Loi des différends entre les services publics et leurs salariés quand le président a été désigné par accord entre les arbitres nommés par les parties."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24864-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 657 du 13 mai 1948, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24869-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 658 du 13 mai 1948 relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet.

Le paragraphe "d" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"f) *Sick leave*: The employer shall pay the permanent employee for the days during which he is absent because of illness to the extent of six days per calendar year. To be entitled to such remuneration, the employee shall notify the employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or nurse chosen and paid by the employer if the latter deems it advisable. The employee shall also authorize his own doctor to give the employer all necessary information as to the state of his health and to the fact that it is not due to misbehaviour."

7. Section XIV will be amended by replacing the second sentence of the last paragraph by the following:

"The arbitral decision is final and binding upon the parties in the same manner as one rendered under the Public Services Employees Disputes Act when the chairman has been designated by agreement between the arbitrators appointed by the parties."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24864-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 657 of May 13, 1948, relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

The last paragraph of subsection "b" of section II will be replaced by the following:

"Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24869-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 658 of May 13, 1948, relating to the Construction Industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet.

Subsection "d" of section II will be replaced by the following:

"d) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24870-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article II.

"e) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24867-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1764 du 2 septembre 1938 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du paragraphe "a" de l'article II:

"Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949. 24868-o

"d) Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette* the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24870-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1730 of October 23, 1947, and amendments, relating to the construction industry in the district of Québec.

The following subsection "e" will be added to section II.

"e) Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24867-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1764 of September 2, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the district of Sorel.

The following paragraph will be added at the end of subsection "a" of section II:

"Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949. 24868-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 2678 du 12 juillet 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

Le paragraphe suivant sera ajouté à la fin de l'article II:

"Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949.

24873-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2678 of July 12, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

The following subsection will be added at the end of section II:

"Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 7, 1949.

24873-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1407 du 3 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption.

Le dernier alinéa du paragraphe "a" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949.

24871-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1407 of April 3, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

The last paragraph of subsection "a" of section I will be replaced by the following:

"Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 7, 1949.

24871-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Lavolette, Champlain et Trois-Rivières.

L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1658 of April 19, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Lavolette, Champlain and Three-Rivers.

The following paragraph will be added to subsection "a" of section II:

"Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949.

24872-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que l'Association des Employés de "Champlain Paper Box (section gaufré) de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton gaufré, rendue obligatoire par le décret numéro 561 du 11 mars 1942.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949.

24865-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 329 du 20 février 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de St-Jean, la ville d'Iberville et un rayon de 10 milles de leurs limites.

Le paragraphe "c" de l'article I sera remplacé par le suivant:

c) "Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1949.

24866-o

Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949.

24872-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Champlain Paper Box (corrugated section) Employees Association has submitted to him a request to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the corrugated paper box industry, rendered obligatory by the decree number 561 of March 11, 1942.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949.

24865-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 329 of February 20, 1947, and amendments, relating to the construction industry in the city of St. John, the town of Iberville and a radius of 10 miles from their limits.

Subsection "c" of section I will be replaced by the following:

"c) Road operations carried out on behalf of any department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree."

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7, 1949.

24866-o

Sièges sociaux

Head Offices

ARROW FLUSH DOOR CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Arrow Flush Door Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 20 avril 1949, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 421, rue Courtemanche, Montréal-Est.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29 avril 1949.

24829-o Le Secrétaire,
DOROTHY LAWSON.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

(Ex-parte)
QUEBEC READY-MIX INC

Avis de situation du bureau principal de la compagnie.

Avis est donné que la Compagnie "Quebec Ready-Mix Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 mai 1946 et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec, a établi son bureau au numéro 60 de la rue Goupil, en la dite Cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est constitué par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 10ième jour de février 1949.

(Sceau)
24830-o Le Président,
M. MICHAUD.

Province de Québec, District de Montréal

PROSPER MUSIC BAR LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Prosper Music Bar Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1949, et ayant son siège social en la Cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3303 est, rue Ste-Catherine, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2 mai 1949.

24831-o Le Président,
ARTHUR BOYER.

SHAWINIGAN REALTIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Shawinigan Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 6 avril 1949, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 600 ouest, rue Dorchester, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 29 avril 1949.

24857 Le Président,
JAMES WILSON.

ARROW FLUSH DOOR CO. LTD.

Notice is hereby given that "Arrow Flush Door Co. Ltd.", company incorporated by Letters Patent, on the 20th of April, 1949, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 421, Courtemanche Street, Montreal-East.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, April 29th, 1949.

24829-o DOROTHY LAWSON,
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

(Ex-parte)
QUEBEC READY-MIX INC.

Notice of situation of the Company's Head Office.

Notice is given that the company "Quebec Ready-Mix Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 16th of May, 1946, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 60 Goupil Street, in said city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 10th day of February, 1949.

(Seal)
24830 M. MICHAUD,
President.

Province of Quebec, District of Montreal

PROSPER MUSIC BAR LIMITÉE

Notice is hereby given that "Prosper Music Bar Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 24th of February, 1949, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 3303 St. Catherine Street East, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd of May, 1949.

24831-o ARTHUR BOYER,
President.

SHAWINIGAN REALTIES LIMITED

Notice is hereby given that "Shawinigan Realities Limited", incorporated by Letters Patent under Part One of the Quebec Companies' Act on April 6th, 1949, and having its head office in the City and District of Montreal, has established such office at 600 Dorchester Street West, Montreal, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 29th day of April, 1949.

24857 JAMES WILSON,
President.

POTVIN & FRÈRE CIE LIMITÉE

Avis de la situation du Bureau principal de la Compagnie "Potvin & Frère Cie Limitée"

Avis est donné que la Compagnie "Potvin & Frère Cie Limitée" constituée en corporation par lettres patentes, en date du 12 avril 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a établi son bureau au N° 7932, rue Casgrain, en la Cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21 avril 1949.
24856-o ROLAND POTVIN.

POTVIN & FRÈRE CIE LIMITÉE

Notice of situation of the head office of the company "Potvin & Frère Cie Limitée"

Notice is given that the company "Potvin & Frère Cie Limitée" incorporated by letters patent, bearing date the 12th day of April, 1948, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at No. 7932 Casgrain street, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given a Montreal, this 21st day of April, 1949.
24856 ROLAND POTVIN.

Soumissions

Province de Québec

CORPORATION DU VILLAGE
DE ST-JEAN-BOISCHATEL
(Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à six heures de l'après-midi, au bureau du secrétaire-trésorier, à la Banque Provinciale du Canada, avenue Royale, Boischatel, comté de Montmorency, lundi le 23 mai 1949, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la corporation municipale du village de St-Jean-Boischatel, datées du 2 mai 1949 et remboursables par séries du 2 mai 1950 au 2 mai 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 2 mai et 2 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 15 ans

Année	Capital
2 mai 1950.....	\$10,000.00
2 mai 1951.....	10,500.00
2 mai 1952.....	11,000.00
2 mai 1953.....	6,000.00
2 mai 1954.....	6,500.00
2 mai 1955.....	6,500.00
2 mai 1956.....	7,000.00
2 mai 1957.....	7,000.00
2 mai 1958.....	7,500.00
2 mai 1959.....	7,500.00
2 mai 1960.....	8,000.00
2 mai 1961.....	8,000.00
2 mai 1962.....	8,500.00
2 mai 1963.....	8,500.00
2 mai 1964.....	187,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à une banque à charte à Montréal, à Québec ou à Boischatel.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Tenders

Province of Quebec

CORPORATION OF THE VILLAGE
OF ST-JEAN-BOISCHATEL
(County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to six o'clock in the evening, at the office of the Secretary Treasurer, at the Banque Provinciale du Canada, Royale Avenue, Boischatel, county of Montmorency, on Monday, the 23rd of May, 1949, for the purchase of \$300,000 of bonds of the Municipal Corporation of the Village of St-Jean-Boischatel, dated the 2nd of May, 1949, and redeemable serially from the 2nd of May, 1950 to the 2nd of May, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 2nd of May and 2nd of November of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$300,000 — 15 years

Year	Capital
May 2, 1950.....	\$10,000.00
May 2, 1951.....	10,500.00
May 2, 1952.....	11,000.00
May 2, 1953.....	6,000.00
May 2, 1954.....	6,500.00
May 2, 1955.....	6,500.00
May 2, 1956.....	7,000.00
May 2, 1957.....	7,000.00
May 2, 1958.....	7,500.00
May 2, 1959.....	7,500.00
May 2, 1960.....	8,000.00
May 2, 1961.....	8,000.00
May 2, 1962.....	8,500.00
May 2, 1963.....	8,500.00
May 2, 1964.....	187,500.00

Capital and interest shall be payable at a chartered bank, at Montreal, at Quebec or at Boischatel.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 23 mai 1949, à huit heures de l'après-midi, en la salle publique de Boischatel.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boischatel, comté de Montmorency, ce 23ème jour d'avril 1949.

24833-o Le Secrétaire-trésorier,
SIMÉON LEFRANÇOIS.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE
ST-JOSEPH-DE-GRANTHAM
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le 25 mai 1949, pour l'achat de \$285,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville St-Joseph-de-Grantham, comté de Drummond, datées du 1er mai 1949 et remboursables par séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$285,000.00—20 ans

Année	Capital
1er mai 1950.	x\$15,500.00
1er mai 1951.	x 16,000.00
1er mai 1952.	x 16,500.00
1er mai 1953.	x 17,000.00
1er mai 1954.	x 17,500.00
1er mai 1955.	x 18,000.00
1er mai 1956.	x 19,000.00
1er mai 1957.	x 19,500.00
1er mai 1958.	x 20,000.00
1er mai 1959.	x 21,000.00
1er mai 1960.	9,000.00
1er mai 1961.	9,500.00
1er mai 1962.	9,500.00
1er mai 1963.	10,000.00
1er mai 1964.	10,500.00
1er mai 1965.	10,500.00
1er mai 1966.	11,000.00
1er mai 1967.	11,500.00
1er mai 1968.	11,500.00
1er mai 1969.	12,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$125,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$12,500.00 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ville St-Joseph.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on May 23, 1949, at eight o'clock in the evening, in the public hall of Boischatel.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Boischatel, county of Montmorency, this 23rd day of April, 1949

24833 SIMÉON LEFRANÇOIS,
Secretary Treasurer.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN
OF ST-JOSEPH-DE-GRANTHAM
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Wednesday, the 25th day of May, 1949, for the purchase of \$285,000.00 of bonds of the School Commissioners for the school municipality of the Town of St-Joseph-de-Grantham, county of Drummond, dated the 1st of May, 1949, and redeemable serially from the 1st of May 1950, to the 1st of May, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$285,000.00—20 years

Year	Capital
May 1st, 1950.	x\$15,500.00
May 1st, 1951.	x 16,000.00
May 1st, 1952.	x 16,500.00
May 1st, 1953.	x 17,000.00
May 1st, 1954.	x 17,500.00
May 1st, 1955.	x 18,000.00
May 1st, 1956.	x 19,000.00
May 1st, 1957.	x 19,500.00
May 1st, 1958.	x 20,000.00
May 1st, 1959.	x 21,000.00
May 1st, 1960.	9,000.00
May 1st, 1961.	9,500.00
May 1st, 1962.	9,500.00
May 1st, 1963.	10,000.00
May 1st, 1964.	10,500.00
May 1st, 1965.	10,500.00
May 1st, 1966.	11,000.00
May 1st, 1967.	11,500.00
May 1st, 1968.	11,500.00
May 1st, 1969.	12,000.00

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$125,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$12,500.00 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or the Town of St-Joseph.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be

les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville St-Joseph-de-Grantham, devant être tenue le 25 mai 1949, à huit heures de l'après-midi, en la salle de l'hôtel de ville St-Joseph.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville St-Joseph, comté de Drummond, ce deuxième jour de mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier,

H. P. PRÉCOURT.

24881-0

Province de Québec

LA COMMISSION SCOLAIRE CENTRALE PROTESTANTE DE MONTRÉAL

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, mercredi le 25ième jour de mai 1949, au bureau du secrétaire-trésorier, 3460 rue McTavish, Montréal, pour l'achat de \$3,000,000 d'obligations de la commission scolaire centrale protestante de Montréal, datées du 1er mai 1949 et remboursables en séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1979 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$3,000,000 — 30 ans

Année	Capital
1er mai 1950	\$ 58,000.00
1er mai 1951	60,000.00
1er mai 1952	62,000.00
1er mai 1953	64,000.00
1er mai 1954	67,000.00
1er mai 1955	69,000.00
1er mai 1956	71,000.00
1er mai 1957	74,000.00
1er mai 1958	76,000.00
1er mai 1959	79,000.00
1er mai 1960	82,000.00
1er mai 1961	85,000.00
1er mai 1962	88,000.00
1er mai 1963	91,000.00
1er mai 1964	94,000.00
1er mai 1965	97,000.00
1er mai 1966	101,000.00
1er mai 1967	104,000.00
1er mai 1968	108,000.00
1er mai 1969	112,000.00
1er mai 1970	116,000.00
1er mai 1971	120,000.00
1er mai 1972	124,000.00
1er mai 1973	128,000.00
1er mai 1974	133,000.00
1er mai 1975	138,000.00
1er mai 1976	142,000.00
1er mai 1977	147,000.00
1er mai 1978	152,000.00
1er mai 1979	158,000.00

redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners for the school municipality of the town of St-Joseph-de-Grantham, to be held on the 25th of May, 1949, at eight o'clock in the evening in the Town Hall of the Town of St-Joseph.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Town of St-Joseph, county of Drummond, this second day of May, 1949.

H. P. PRÉCOURT,

Secretary-Treasurer.

24881

Province of Quebec

THE MONTREAL PROTESTANT CENTRAL SCHOOL BOARD

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to twelve o'clock noon on Wednesday the 25th day of May, 1949, at the office of the Secretary-Treasurer, 3460 McTavish Street, Montreal for the purchase of \$3,000,000 of bonds of the Montreal Protestant Central School Board, dated May 1st, 1949, and redeemable serially from the 1st of May 1950 to the 1st of May 1979 inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and the 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$3,000,000 — 30 years

Year	Capital
May 1, 1950	\$ 58,000.00
May 1, 1951	60,000.00
May 1, 1952	62,000.00
May 1, 1953	64,000.00
May 1, 1954	67,000.00
May 1, 1955	69,000.00
May 1, 1956	71,000.00
May 1, 1957	74,000.00
May 1, 1958	76,000.00
May 1, 1959	79,000.00
May 1, 1960	82,000.00
May 1, 1961	85,000.00
May 1, 1962	88,000.00
May 1, 1963	91,000.00
May 1, 1964	94,000.00
May 1, 1965	97,000.00
May 1, 1966	101,000.00
May 1, 1967	104,000.00
May 1, 1968	108,000.00
May 1, 1969	112,000.00
May 1, 1970	116,000.00
May 1, 1971	120,000.00
May 1, 1972	124,000.00
May 1, 1973	128,000.00
May 1, 1974	133,000.00
May 1, 1975	138,000.00
May 1, 1976	142,000.00
May 1, 1977	147,000.00
May 1, 1978	152,000.00
May 1, 1979	158,000.00

La commission scolaire centrale protestante de Montréal recevra aussi des soumissions pour cette émission sur la base de \$3,000,000 d'obligations remboursables en séries sur une période de vingt ans (20), conformément au tableau ci-dessus comportant un paiement final de \$1,470,000 en 1969; ou pour le même montant de \$3,000,000 d'obligations remboursables en séries sur une période de quinze ans (15) conformément au tableau ci-dessus comportant un paiement final de \$1,974,000 effectué en 1964.

Le capital et les intérêts seront payables à toute succursale, dans la province de Québec, d'une ou l'autre des deux banques à charte indiquées dans la procédure d'emprunt au choix du détenteur.

Lesdites obligations seront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, statuts refondus de Québec 1941, sujettes au rachat par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les obligations pourront être enregistrées quant au principal au bureau de la commission scolaire, en la cité de Montréal.

Chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% de l'emprunt. Après examen des soumissions, les chèques déposés par chaque soumissionnaire rejeté lui seront retournés immédiatement; le chèque du soumissionnaire dont la soumission est acceptée, sujette à l'autorisation du Surintendant de l'Instruction publique, s'il y a lieu, telle que stipulée à l'article 245 de la Loi de l'Instruction publique (S.R.Q. 1941, chapitre 59), lui sera retourné après exécution du contrat.

Les soumissions seront ouvertes à une séance publique de la commission scolaire centrale protestante de Montréal qui sera tenue au bureau de la commission scolaire, 3460 rue McTavish, Montréal, le 25ième jour de mai 1949, à quatre heures de l'après-midi.

La Commission scolaire centrale protestante de Montréal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal, ce 6ième jour de mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier,

T. SOMMERVILLE.

24882

The Montreal Protestant Central School Board will also receive tenders for this issue on the basis of \$3,000,000 of bonds redeemable serially over a period of twenty years (20), according to the above table with a final payment of \$1,470,000 in 1969; or for the same amount of \$3,000,000 of bonds redeemable serially over a period of fifteen years (15) according to the above table, with a final payment of \$1,974,000 made in 1964.

Capital and interest will be payable at any branch in the Province of Quebec of one or the other of the two chartered banks designated in the loan procedure, at the option of the holder.

The said bonds shall be, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The bonds shall be registrable as to principal at the office of the Board in the City of Montreal.

Every tender must state whether or not the price offered includes the interest accrued on the bonds up to the time of delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque for an amount equal to one per cent of the loan. After the examination of the tenders, the cheque deposited by every unsuccessful tenderer shall be returned to him forthwith; the cheque of the tenderer whose tender is accepted, subject to the authorization of the Superintendent of Education, where necessary, as provided in Section 245 of the Education Act (R.S.Q. 1941, Chapter 59), shall be returned to him after the execution of his contract.

The tenders will be opened at a public sitting of the Montreal Protestant Central School Board to be held at the office of the Board, 3460 McTavish Street, Montreal, on the 25th day of May 1949, at four o'clock in the afternoon.

The Montreal Protestant Central School Board does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Montreal, this 6th day of May, 1949.

T. SOMMERVILLE,

Secretary-Treasurer.

24882-o

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rimouski, N° 10,328, Cour supérieure (Siégeant en matière de faillite)

FRANÇOIS PARENT de la Ville de Rimouski, district de Rimouski, Failli, & HENRI-A. MARTIN, syndic;

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Partie 1. Partie du numéro cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé au premier rang, dans la municipalité de Rimouski-Est, mesurant cent pieds de front est-ouest sur cent pieds de profondeur nord-sud, mesure anglaise, borné au nord au vendeur Léo Gagnon (A un chemin privé lui appartenant), à quarante pieds anglais au sud de la ligne de Louis-de-

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, No. 10,328 Superior Court, (sitting in bankruptcy).

FRANÇOIS PARENT, of the town of Rimouski, district of Rimouski, insolvent; & HENRI A. MARTIN, trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinunder mentioned will be sold at the respective time and place hereinbelow mentioned.

Part 1. Part of number one hundred and eighty-eight, on the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the first range, in the municipality of Rimouski-East, measuring one hundred feet in front east-west by one hundred feet in depth north-south, English measure, bounded on the north by the vendor Leo Gagnon (by a private road belonging to him) forty feet English meas-

Gonzague Proulx, à l'est au vendeur, à un autre chemin privé lui appartenant, à une distance de vingt pieds anglais de la ligne actuelle à Léo Lachance, au sud et à l'ouest au vendeur, avec droit de passage, à pieds et en voiture, dans les dits chemins privés dont l'un conduisant (nord-sud) à un autre chemin privé du vendeur (est-ouest) situé plus au nord le long et au sud de la propriété du chemin de fer Canadien National, sujet à une rente foncière annuelle de \$45.00 payable le 1er avril.

Partie 2. Partie du numéro cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé au premier rang, dans la municipalité de Rimouski-Est, mesurant soixante pieds de front est-ouest sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au vendeur Léo Gagnon, à un chemin privé lui appartenant, à l'est à l'acquéreur, au sud et à l'ouest au vendeur, sujet à une rente foncière annuelle de \$25.00 payable le 1er août.

Pour être vendu au bureau du syndic soussigné à Rimouski, le 9ème jour de JUIN 1949 à 10 heures de l'avant-midi (heures avancées).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.
24834-18-2
Bureau:
152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de "La Conserverie de Charlesbourg, Ltée", manufacturier, Charlesbourg Ouest, Qué., débitrice.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le 9 JUIN 1949 à 2 heures de l'après-midi, heure avancée, sera vendu par encan public sur les lieux, à la Manufacture de la dite conserverie, à Charlesbourg-Ouest, Comté de Québec, P.Q. l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.— Un terrain situé en la paroisse de Charlesbourg, concession St-Bonaventure, connu et désigné comme étant le lot numéro un, des subdivisions du lot numéro deux cent trente-cinq (235-1) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, mesurant 120 pieds de largeur sur 180 pds de profondeur, mesure anglaise, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec droits de drainage, de passage et autres mentionnés au long dans le titre d'acquisition de J.-Elie de Ladurantaye, le dit terrain borné au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par le lot 238A, au sud-est et au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot No 235 appartenant à Emile Fleury.

La vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et Sept cent dix-sept du Code de Procédure civile, et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Les titre et certificat, peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des

ure, south of the line of Louis-de-Gonzague Proulx on the east, by the vendor, by another private road belonging to him, at a distance of twenty feet, English measure, from the actual line of Léo Lachance, on the south and west by the vendor, with right of way on foot and in vehicle in the said private roads, one of which leading (north-south) to another private road of the vendor (east-west) situate farther north along and on the south of the property of the Canadian National Railway, subject to an annual ground rent of \$45 payable on the first of April.

Part 2. Part of number one hundred and eighty-eight on the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the first range, in the municipality of Rimouski-East, measuring sixty feet in front east-west by one hundred feet in depth English measure, bounded on the north by the vendor Léo Gagnon, by a private road belonging to him, on the east by the purchaser, on the south and west by the vendor, subject to an annual ground rent of \$25 payable on the first of August.

To be sold at the office of the undersigned trustee, at Rimouski, on the 9th day of JUNE, 1949, at 10 o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time)

This sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.
24834-18-2
Office:
152A de l'Évêché,
Rimouski, Qué.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of "La Conserverie de Charlesbourg, Ltée, manufacturer, Charlesbourg ouest, Que., debtor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINTH day of JUNE, 1949, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time, there will be sold by public auction, on the premises of the factory of the said Conserverie, at Charlesbourg-Ouest, county of Quebec, P.Q., the assets of this estate as follows:

ITEM A.— A lot of land situate in the parish of Charlesbourg, St-Bonaventure Concession, known and designated as lot number one, of the subdivisions of lot number two hundred and thirty-five (235-1) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, measuring 120 feet in width by 180 feet in depth, English measure, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with drainage rights, rights of way and other rights mentioned at length in the title deeds acquired from J. Elie de Ladurantaye, the said lot of land is bounded on the northwest by the public road, on the northeast by lot 238A, on the southeast and southwest by an unsubdivided part of lot No. 235 belonging to Emile Fleury.

The sale of Item A to be made pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and also Section 45 of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Title and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees and

syndics soussignés et la manufacture sera ouverte le matin de la vente pour inspection.

Conditions de paiement: **COMPTANT.**

Québec, Qué. le 28 avril 1949.

Les Syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:

111, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

24877-18-2-o

the factory will be open for inspection the morning of the sale.

Conditions of payment: **CASH.**

Quebec, Que., April 28, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices:

111, Mountain Hill,
Quebec, Que.

24877-18-2

Vente par licitations

Canada, Province de Québec District de Montréal, Cour Supérieure, N° 261871.

Dame Lumena Demuy, domiciliée en la cité de Montréal, veuve de Pierre-Alphonse Dansereau, de son vivant bourgeois du même lieu, demanderesse, contre Philippe Dansereau, Eugène Dansereau, Paul-Émile Dansereau, Dame Angelina Dansereau, épouse contractuellement séparée de biens de Maurice Cadotte, employé civil, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Aimé Dansereau, et demoiselle Marie-Jeanne Dansereau, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, à titre de grevés de la substitution créée par le testament de feu Pierre-Alphonse Dansereau, et en outre ledit Philippe Dansereau, en qualité d'exécuteur testamentaire du défunt, et ledit Maurice Cadotte, en sa qualité de curateur à la substitution, défendeurs.

Le TROISIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures et TRENTE (10 h. 30) du matin, à la Cour supérieure siégeant dans la salle d'audience no 31 du Palais de Justice à Montréal, en exécution d'un jugement rendu par ladite Cour Supérieure le trente-et-un (31) mars mil neuf cent quarante-neuf dans l'instance engagée entre les parties susdites, les immeubles dont la désignation est donnée ci-après seront mis à l'enchère et adjugés séparément au plus offrant et dernier enchérisseur, aux charges et conditions énoncées dans le cahier des charges déposé au greffe. :

1. Un emplacement situé en la cité de Montréal, étant la moitié nord-ouest d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-et-un ($\frac{1}{2}$ N. O. 331-78) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 5365, 5367 et 5369 de la rue Brébœuf;

2. Un autre emplacement situé en la Cité de Montréal étant la moitié sud-est d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro trois cent trente-et-un ($\frac{1}{2}$ S.E. 331-79), aux dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 5371, 5373, 5375 et 5377 de la rue Brébœuf;

3. Un autre emplacement situé en la cité de Montréal étant la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-et-un ($\frac{1}{2}$ N.O. 331-79) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 5379, 5381, 5383, 5385 et 5387 de la rue Brébœuf.

Sale by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 261871.

Dame Lumena Demuy, having her domicile in the city of Montreal, widow of Pierre-Alphonse Dansereau, in his lifetime gentleman of the same place, plaintiff, versus Philippe Dansereau, Eugène Dansereau, Paul-Émile Dansereau, Dame Angelina Dansereau, wife separate as to property by marriage contract of Maurice Cadotte, civil employee, and the latter to authorize his wife to these presents, Aimé Dansereau and Miss Marie-Jeanne Dansereau, spinster, of the city and district of Montreal, in their capacity of institutes in the substitution created by the will of the late Pierre-Alphonse Dansereau and furthermore the said Philippe Dansereau in his capacity of testamentary executor of the said deceased and the said Maurice Cadotte, in his quality of curator to the substitution, defendants.

On the THIRD day of JUNE, 1949, at TEN THIRTY of the clock in the forenoon, in the Superior Court sitting in the Court Room No. 31 of the Court House in Montreal, in execution of a judgment rendered by this Tribunal on the 31st day of March 1949, in the case between the aforesaid parties, the immovables thereafter described will be put up to public auction and adjudicated separately to the highest and last bidder, subject to the charges and conditions indicated in the list of charges deposited in the Office of the Prothonotary:

1. A parcel of land situated in the city of Montreal being the North West half of that lot known and designated under No. seventy-eight of the official subdivision of the original lot No. three hundred and thirty-one ($\frac{1}{2}$ N.W. 331-78), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis, with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 5365, 5367 and 5369 of Brébœuf Street;

2. Another parcel of land situated in the city of Montreal being the South East half of that lot known and designated under No. seventy-nine of the official subdivision of the said original lot No. three hundred and thirty-one ($\frac{1}{2}$ S.E. 331-79), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis, with all the buildings erected thereon bearing civic numbers 5371, 5373, 5375 and 5377 of Brébœuf Street;

3. Another parcel of land situated in the city of Montreal being the North West half of that lot known and designated under No. seventy-nine of the official subdivision of the original lot No. three hundred and thirty-one ($\frac{1}{2}$ N.W. 331-79), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis, with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 5379, 5381, 5383, 5385 and 5387 of Brébœuf Street;

4. Un autre emplacement ayant front sur la rue Marquette, en la cité de Montréal, ci-devant rue Champlain, connu et désigné sous le numéro quarante-sept de la subdivision du lot numéro un (1-47), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 5761 et 5763 de la rue Marquette;

5. Deux lots de terre situés dans le quartier Ste-Marie, en ladite cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent deux et deux cent trois de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-six (166-202 et 203), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 1931, 1933, 1935, 1937, 1939 et 1941 de la rue Frontenac;

6. Un emplacement ayant front sur la rue Aqueduc, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro mille deux cent quarante-trois (1243) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 428, 430 et 432 de ladite rue Aqueduc;

7. Un emplacement situé à Plage Laval, dans le comté de Laval, composé des lots numéros cent vingt-deux et cent vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182-122 et 123) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de \$1,000 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 1er ci-dessus; de \$700 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 2 ci-dessus; de \$1,500 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 3 ci-dessus; de \$500 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 4 ci-dessus; de \$1,500 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 5 ci-dessus; de \$800 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 6 ci-dessus; de \$500 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article 7 ci-dessus.

Les oppositions à la vente devront être produites au plus tard le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et les oppositions à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, à peine de foreclosure.

Montréal, le 26 avril 1949.

Pour la demanderesse,
24803-17-2-o ANATOLE LACHAPELLE.

4. Another parcel of land fronting Marquette Street in the city of Montreal, heretofore Champlain Street, known and designated under No. forty-seven, of the subdivision of that lot No. one (1-47), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis, with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5761 and 5763 of Marquette Street;

5. Two parcels of land situated in St. Mary's Ward, in the said city of Montreal, known and designated under Nos. two hundred and two and two hundred and three, of the official subdivision of that lot No. one hundred and sixty-six (166-202-203), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Hochelaga, with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1931, 1933, 1935, 1937, 1939 and 1941 of Frontenac Street;

6. A parcel of land fronting Aqueduc Street, in the city of Montreal, known and designated under No. one thousand two hundred and forty-three (1243) on the official plan and book of reference of St. Ann's Ward, with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 428, 430 and 432 of the said Aqueduc Street;

7. A parcel of land situated at Plage Laval, in the county of Laval, composed of the lots Nos one hundred and twenty-two and one hundred and twenty-three of the subdivision of the original lot No. one hundred and eighty-two (182-122-123), on the official plan and book of reference of the Parish of St. Rose, county of Laval.

Each bidder shall deposit together with his bid a sum of one thousand dollars (\$1,000.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 1; of seven hundred dollars (\$700.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 2; of one thousand and five hundred dollars (\$1,500.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 3; of five hundred dollars (\$500.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 4; of one thousand and five hundred dollars (\$1,500.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 5; of eight hundred dollars (\$800.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 6; of five hundred dollars (\$500.00) in the case of the immovable designated in the above paragraph 7.

Oppositions to the sale must be filed at least the twelfth day before the date fixed for the sale and oppositions for payment within six days after the adjudication, on pain of foreclosure.

Montreal, April 26th, 1949.

ANATOLE LACHAPELLE,
24803-17-2-o Attorney for Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFF'S SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° V-1308. Service Registered" district d'Abitibi, deman-

XAVIER GÉNÈREUX, plombier de Val d'Or faisant affaire sous le nom de "Val d'Or Plumbing Service Registered"

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. V-1308. Plumbing Service Registered", district of Abitibi,

XAVIER GÉNÈREUX, plumber, of Val d'Or, carrying on business under the name of "Val d'Or Plumbing Service Registered"

deur, vs ALFRED DOUVILLE de la ville de Val d'Or, défendeur.

Le lot N° trente-six (36) de la subdivision du lot original N° soixante et un (61) du rang huit (8) du canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de Fatima à Val d'Or le JEUDI 9 JUIN à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.

Amos, 4 mai 1949.

24883-18-2-o

[Première insertion, 7 mai 1949]

plaintiff; vs ALFRED DOUVILLE, of the Town of Val d'Or, defendant.

Lot number thirty-six (36) of the subdivision of original lot number sixty-one (61) of range eight (8) of the township Dubuisson—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of Notre-Dame de Fatima, at Val d'Or, on THURSDAY, the NINTH day of JUNE, at ELEVEN o'clock of the forenoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office,

Amos, May 4, 1949.

Sheriff.

24883-18-2

[First insertion, May 7, 1949]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Percé, P.Q. { CRANE LIMITED, une corporation ayant son siège social dans la cité de Montréal, et un bureau d'affaires dans la ville de Québec, district de Québec, demandeur, vs BENOÎT FOURNIER, de l'endroit appelé Grande-Vallée, district de Gaspé.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses, améliorations et défrichements, situés sur le lot numéro vingt-neuf (29) du rang un (1) de la rivière Grande-Vallée, dans la seigneurie de Grande Vallée des Monts (cadastre officiel), et des droits de préemption sur le dit lot, à distraire le chemin public qui le traverse, le lot ayant une superficie de 19 acres au nord-ouest du chemin et de 17 acres au sud-est."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Grande-Vallée, le SEIZIEME jour de MAI 1949, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

M. J. FURLONG.

Percé, P.Q., le 1er avril 1949.

24686-15-2-o

[Première insertion, 16 avril 1949]

Fieri Facias de Terris

Percé, P.Q. { CRANE LIMITED, a corporation having its head office in Montreal, and a business office in the city of Quebec, district of Quebec, plaintiff; vs BENOÎT FOURNIER, of the place called Grande-Vallée district of Gaspé.

A house and other buildings, repairs, improvements and clearings situate on lot number twenty-nine (29) of range one (1) of the Grande-Vallée River, in the Grande-Vallée des Monts Seignior (official cadastre) and the pre-emption rights on the said lot, to be deducted the public road running across the same, said lot containing an area of 19 acres on the northwest of the road and 17 acres on the southeast.

To be sold at the parochial church door of Grande-Vallée, on the SIXTEENTH day of MAY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,

Sheriff's office,

Percé, P.Q., April 1, 1949.

Sheriff.

24686-15-2

[First insertion, April 16, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: { RENÉ DURANLEAU, N° 262785 { JULES DUPRÉ, et

PAUL DURANLEAU, tous trois avocats et conseils en loi du roi, et pratiquant ensemble comme tels, à Montréal, dit district, en société, sous la raison légale de Duranleau, Dupré et Duranleau, demandeurs vs Les Héritiers de feu Dame Irène Beaulieu, en son vivant veuve de Louis P. Geoffrion et Alexandre Dupras, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Denis Cusson, et Lydia Pelletier, veuve de Régis Dupras, toutes deux en leur qualité d'exécutrices testamentaires de la succession de Dame Irène Beaulieu, en son vivant veuve de Louis P. Geoffrion, défendeurs.

"Un emplacement ayant front sur le Boulevard des Ormes, en la cité de Montréal, et comprenant les lots subdivisions 172, 173 et 174 du lot original 224, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 10,118 à 10,122 inclusivement dudit boulevard des Ormes, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 9ième jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

L.-P. CAISSE.

Montréal, 4 mai 1949

24878-18-2-o

[Première insertion, 7 mai 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { RENÉ DURANLEAU, No. 262785. { JULES DUPRÉ and

PAUL DURANLEAU, all three advocates and King's Counsel, and practising together as such at Montreal, said district, in partnership under the firm name of Duranleau, Dupré & Duranleau, plaintiffs; vs The Heirs of the late Dame Irène Beaulieu, in her lifetime widow of Louis P. Geoffrion, and Alexandra Dupras, wife lawfully separate as to bed and board of Denis Cusson, and Lydia Pelletier, widow of Régis Dupras, both of them in their quality of testamentary executrix to the estate of Dame Irène Beaulieu, is her lifetime widow of Louis P. Geoffrion, defendants.

An emplacement fronting on Boulevard des Ormes, in the city of Montreal, and comprising subdivision lots 172, 173 and 174 of original lot 224, on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault au Récollet—with buildings thereon erected, bearing civic Nos. 10,118 to 10,122 inclusively of said Boulevard des Ormes, at Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JUNE, next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office,

Montreal, May 4, 1949.

Sheriff.

24878-18-2

[First insertion, May 7, 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: } **A**DOLPHE ROBERT, de
N° 115-668 } la cité de Québec, com-
merçant, contre EDMOUR BOILY, de Beau-
port, fermier et commerçant de rang St-Joseph,
Beauport, à savoir:

1. Le lot N° 625 (six cent vingt-cinq) du ca-
dastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté
de Québec, étant une terre située en la concession
St-Joseph, mesurant un arpent et cinq perches de
largeur sur dix arpents, deux perches et neuf
pieds de profondeur, circonstances et dépendan-
ces. A distraire la partie sud du dit lot vendue
à Monsieur Henri Paquet, mesurant la largeur
du dit lot sur une profondeur de quatre arpents
et neuf perches de longueur.

2. Le lot N° 789 (sept cent quatre-vingt-neuf)
du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport,
comté de Québec, étant une terre située en la
concession St-Joseph, mesurant un arpent et
cinq perches de largeur sur un arpent de profon-
deur, de là un arpent et neuf perches de largeur
sur un arpent de profondeur, de là un arpent et
neuf perches de largeur sur douze arpents et cinq
perches de profondeur, et de là sur une autre pro-
fondeur de sept arpents et deux perches, conte-
nant en superficie trente-six arpents et cinq per-
ches, avec les bâtisses dessus construites, circons-
tances et dépendances.

3. Le lot N° 1083 (mille quatre-vingt-trois) du
cadastre officiel pour la paroisse de Beauport,
comté de Québec, étant une terre à bois située
en la concession St-Ignace, maintenant de la pa-
roisse de Ste-Thérèse de Lisieux, mesurant six
perches et six pieds de largeur sur vingt-vingt
arpents de profondeur, circonstances et dépendan-
ces.

Pour être vendus les lots en premier et deuxi-
ème lieux décrits à la porte de l'église paroissiale
de Beauport, comté de Québec, le DIXIEME
jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin,
et le lot en troisième lieu décrit à la porte de
l'église paroissiale de Ste-Thérèse de Lisieux,
comté de Québec, le DIXIEME jour de JUIN
prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

Québec, 4 mai 1949.

[Première insertion: 7 mai 1949]

[Seconde insertion: 21 mai 1949]

Le Shérif,

24879-18-2-o

QUEBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: } **A**DOLPHE ROBERT, of
No. 115-668 } the city of Quebec, trader;
against EDMOUR BOILY, of Beauport, farmer
and trader, of range St. Joseph, Beauport, to
wit:

1. Lot No. 625 (six hundred and twenty-five)
of the official cadastre for the parish of Beauport,
county of Quebec, being a farm situate in the St.
Joseph concession, measuring one arpent and
five perches in width by ten arpents two perches
and nine feet in depth, circumstances and depen-
dencies. To be deducted the south part of said
lot sold to Mr. Henri Paquet, measuring the
width of said lot by a depth of four arpents and
nine perches in length.

2. Lot No. 789 (seven hundred and eighty-
nine) of the official cadastre for the parish of
Beauport, county of Quebec, being a farm si-
tuate in the St. Joseph concession measuring one
arpent and five perches in width by one arpent in
depth, thence one arpent and nine perches in
width by twelve arpents and five perches in depth
and thence, on another depth of seven arpents
and two perches, containing an area of thirty-six
arpents and five perches — with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 1083 (one thousand and eighty-
three) of the official cadastre for the parish of
Beauport, county of Quebec, being a timber land
situate in the St-Ignace concession, now the pa-
rish of Ste-Thérèse de Lisieux, measuring six
perches and six feet in width by twenty-five ar-
pents in depth, circumstances and dependencies.

To be sold, the lots firstly and secondly des-
cribed, at the parochial church door of Beau-
port, county of Quebec, on the TENTH day of
JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, and
the lot thirdly described, at the parochial church
door of Ste-Thérèse de Lisieux, county of Quebec,
on the TENTH day of JUNE next, at TWO
o'clock in the afternoon.

AIMÉ DION,

Sheriff's Office,

Quebec, May 4, 1949.

[First insertion: May 7, 1949]

[Second insertion: May 21, 1949]

Sheriff.

24879-18-2

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 463

Québec, le 5 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT le permis de circulation sur les
terres de la Couronne entre le 5 mai et le 15
novembre 1949.

ATTENDU que, pour assurer la protection des
bois contre le feu, il convient de mettre en force
l'article 144 de la Loi des Terres et forêts (Sta-
tuts refondus 1941, chapitre 93) concernant le
permis de circulation, l'expérience ayant démon-
tré l'efficacité de cette mesure;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 463

Quebec, May 5, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING travel permits on Crown Lands
between May 5 and November 15, 1949.

WHEREAS to assure the protection of the forests
against fire, it is deemed expedient to put into
force section 144 of the Lands and Forests Act
(Revised Statutes, 1941, chapter 93), concerning
travel permits, experience having proved the
efficacy of this mesure.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et forêts:

Que tous ceux qui voudront pénétrer en forêt pendant la période entre le 5 mai et le 15 novembre de l'année 1949, devront au préalable se munir d'un permis de circulation, tel que requis par l'article 144, de la Loi des Terres et forêts (S.R.Q. 1941, chapitre 93) et l'exhiber à tout garde-feu qui l'exigera.

24885-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 457

Québec, le 28 Avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une étendue réservée et soustraite au piquetage dans la région du bassin de la rivière aux Pécans, comté de Saguenay.

ATTENDU QUE l'article 227 de la Loi de Québec permet au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de réserver et soustraire au jalonnement en claims miniers les terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires pour les fins y spécifiées et autres fins:

ATTENDU QUE United Dominion Mining Company Limited, (libre de responsabilité personnelle) société constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, expose que, depuis le premier janvier 1949, elle a entrepris des travaux géophysiques et autres travaux de prospection sur une étendue de terrain située dans la région du bassin de la rivière aux Pécans, comté de Saguenay, qu'elle désire les continuer et y dépenser une somme d'au moins cinquante mille dollars, (\$50,000.00). Elle s'engage à remettre au ministère des Mines tous les plans, cartes, photographies aériennes (s'il y en a) et rapports découlant de ses travaux. Comme preuve de sa bonne foi, elle offre de déposer immédiatement entre les mains du Ministère des Mines des obligations de la province de Québec au montant de quinze mille dollars, (\$15,000.00), qui lui seront remises sur réception des documents mentionnés ci-dessus:

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Province et conforme à la politique du gouvernement actuel d'encourager les recherches géologiques, géophysiques et autres sur les terrains éloignés.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE l'étendue de terrain ci-après décrite, à l'exclusion des terrains présentement sous claims miniers, soit réservée et soustraite au jalonnement de claims miniers, pour une période de trois (3) ans, à compter de la date de l'approbation du présent arrêté en conseil, à savoir:

"Une étendue de terrain d'une superficie de cinq cent quatre-vingt-dix (590) milles carrés, située dans la région du bassin de la rivière aux Pécans, comté de Saguenay, et plus particulièrement décrite comme suit:

"Commençant à un point sur la ligne de séparation des eaux entre le bassin de la rivière Hamilton et celui de la rivière aux Pécans, à la latitude 52°45', point de départ de la ligne formant la limite sud-est de l'étendue, d'une longueur de trente-six milles (36), passant par l'extrémité

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Lands and Forests:

That all those wishing to enter the forests between the 5th of May and the 15th of November of the year 1949, must previously obtain a travel permit, as required by section 144 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 93) and show the said permit to any fire-warden when requested to do so.

24885 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 457

Quebec, April 28, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a certain limit reserved and restrained from staking in the region of the basin of the "aux Pécans" River, county of Saguenay.

WHEREAS section 227 of the Quebec Mining Act permits the Lieutenant-Governor in Council to reserve and restrain the staking out of mining claims on any land which, in his opinion, may be required or necessary for the purposes specified therein and other purposes;

WHEREAS the United Dominion Mining Company Limited (No personal liability), a company incorporated under the laws of the Province of Quebec, sets forth that, since the first of January, 1949, it has undertaken geophysical works and other prospecting on a tract of land situate in the region of the basin of the "aux Pécans" river, county of Saguenay, that it desires to continue these works and spend an amount of at least fifty thousand dollars (\$50,000) on same. It binds itself to submit to the Minister of Mines all plans, maps, aerial photographs (if any) and reports connected with these works. As proof of good faith, it offers to immediately deposit with the Minister of Mines bonds of the Province of Quebec to the amount of fifteen thousand dollars (\$15,000), to be returned to it on receipt of the above mentioned documents;

WHEREAS it is in the interest of the Province and in conformity with the policy of the present Government to encourage geological, geophysical and other research on outlying lands.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the tract of land hereinafter described, with the exclusion of limits presently under mining claims, be reserved and restrained from staking out in mining claims, for a period of three (3) years, as from the date of the approval of the present Order in Council, to wit:

"A tract of land of a superficial area of five hundred and ninety (590) square miles, situate in the region of the basin of the "aux Pécans" river, county of Saguenay, and more amply described as follows:

"Starting from a point on the division line of the waters between the basin of the Hamilton river and that of the "aux Pécans" river, at 52°45' latitude, the starting point of the line forming the southeast limit of the tract of land, the northern extremity of Lake Carheil, in an

nord du lac Carheil, dans une direction astronomique de 235°; de l'extrémité de cette ligne en se dirigeant en ligne droite vers le nord-ouest, sur une distance de quatorze (14) milles, dans une direction astronomique de 325°; de là vers le nord-est dans une direction astronomique de 55°, sur une distance d'environ cinquante et un (51) milles, jusqu'à la ligne de séparation des eaux entre le bassin de la rivière Hamilton et celui de la rivière aux Pécaus, et de là en suivant la dite ligne vers le sud jusqu'au point de départ. Le tout tel que délimité en bleu sur le plan ci-annexé."

24844-o

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

astronomic direction 235°; from the extremity of this line running in a straight line towards the northwest, a distance of fourteen (14) miles, in an astronomic direction of 325°; thence north-eastward in an astronomic direction of 55°, a distance of about fifty-one (51) miles, up to the division line of the waters between the basin of the Hamilton river and that of the "aux Pécaus" river, and thence following the said line southward to the starting point. The whole as shown in blue on the plan annexed hereto."

24844

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 406

Québec, le 21 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des amendements aux règlements provinciaux d'hygiène relatifs aux établissements industriels.

ATTENDU que le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du Ministre de la Santé, peut faire les règlements qu'il croit propres à assurer la salubrité des établissements industriels, conformément à l'article 99 de la Loi de l'Hygiène publique de Québec, S.R.Q., 1941, chap. 183;

ATTENDU qu'il y a lieu, pour la protection des employés dans les industries, de modifier le chapitre 11 des règlements provinciaux d'hygiène concernant les établissements industriels, adoptés par l'arrêté en conseil No. 479, du 12 février 1944;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Santé:

Que les articles 25, 68, et l'appendice, soient rescindés et remplacés par les suivants:

Article 25.

Celui qui exploite des locaux où des personnes sont employées et où l'atmosphère devient chargée, soit par des vapeurs, des poussières des fumées, des gaz, ou soit par toute autre substance susceptible d'affecter la santé, doit prendre les mesures nécessaires pour que la limite de concentration de ces substances dans l'atmosphère soit inférieure à celles qui sont établies par la cédule suivante:

Nom de la substance	Concentration maxima mise exprimée en parties par million.
Acétaldéhyde.	200.
Acide acétique.	10
Anhydride acétique.	5
Acétone.	500
Acroléine.	0.5
Acrylonitrile.	20
Ammoniac.	100
Acétate d'amyle.	200
Alcool isoamylique.	100
Aniline.	5
Hydrogène arsénié.	0.05
Benzène.	35
Brome.	1
1, 3-Butadiène.	1000
n-Butanol.	50
2, Butanone.	250

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 406

Québec, April 21st, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Provincial Health Regulations relative to Industrial Establishments.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Health, make any regulation he may deem expedient for securing health in industrial establishments in accordance with Article 99 of the Quebec Public Health Act, R.S.Q. 1941, Chapter 183;

WHEREAS it is now opportune, for the protection of employees in industries to amend Chapter 11 of the Provincial Health Regulations relative to industrial establishments adopted by Order in Council No. 479, on February 12th, 1944;

IT IS ORDAINED therefore, on motion of the Honourable the Minister of Health:

THAT sections 25, 68, and the appendix, be repealed and replaced by the following:

Section 26.

Any one operating in premises where there are employees and where the atmosphere becomes charged with either vapours, dusts, fumes, gases, or any other substance susceptible of affecting the health, must take the necessary measures in order that the limit of concentration of these substances in the atmosphere will be less than those established by the following table:

Name of substance	Permissible maximum concentration in parts per million.
Acetaldehyde.	200
Acetic acid.	10
Acetic anhydride.	5
Acetone.	500
Acrolein.	0.5
Acrylonitrile.	20
Ammonia.	100
Amyl acetate.	200
Iso-amyl Alcohol.	100
Aniline.	5
Arsine.	0.05
Benzol.	35
Bromine.	1
1,3-Butadiene.	1000
n-Butanol.	50
2, Butanone.	250

n-Acétate de butyle	200	n-Butyl acetate	200
Butyle cellosolve	200	Butyl cellosolve	200
Bioxyde de carbone	5000	Carbon dioxide	5000
Bisulphure de carbone	20	Carbon disulfide	20
Monoxyde de carbone	100	Carbon monoxide	100
Tétrachlorure de carbone	50	Carbon tetrachloride	50
Cellosolve	200	Carbon cellosolve tetrachloride	200
Acétate de cellosolve	100	Carbon cellosolve tetrachloride acetate	100
Chlore	1	Chlorine	1
2-Chlorobutadiène	25	2-Chlorobutadiene	25
Chloroforme	100	Chloroform	100
1-Chloro-1-nitropropane	20	1-Chloro-1-nitropropane	20
Cyclohexane	400	Cyclohexane	400
Cyclohexanol	100	Cyclohexanol	100
Cyclohexanone	100	Cyclohexanone	100
Cyclohexène	400	Cyclohexene	400
Cyclopropane	400	Cyclopropane	400
o-Dichlorobenzène	50	o-Dichlorobenzene	50
Dichlorodifluorométhane	1000	Dichlorodifluoromethane (Freon)	1000
1, 1-Dichloroéthane	100	1,1-Dichloroethane	100
1, 2-Dichloroéthane	75	1,2-Dichloroethane	75
1, 2-Dichloroéthylène	200	1,2-Dichloroethylene	200
Dichloroéthyl ether	15	Dichloroethyle ether	15
Dichlorométhane	500	Dichloromethane	500
Dichloromonofluorométhane	1000	Dichloromonofluoromethane	1000
1, 1-Dichloro-1-nitroéthane	10	1,1-Dichloro-1-nitroethane	10
Dichlorotétrafluorocéthane	1000	Dichlorotetrafluoroethane	1000
Diméthylaniline	5	Dimethylaniline	5
Diméthylsulphate	1	Dimethylsulphate	1
1, 2-Dichloropropane	75	1,2-Dichloropropane (propylene Dichloride)	75
Dioxane	100	Dioxane	100
Acétate d'éthyle	400	Ethyl Acetate	400
Alcool éthylique	1000	Ethyl alcohol	1000
Ethyl benzène	200	Ethyl benzene	200
Bromure d'éthyle	200	Ethyl bromide	200
Chlorure d'éthyle	1000	Ethyl chloride	1000
Chlorhydrine d'éthylène	5	Ethylene chlorhydrin	5
Oxyde d'éthylène	100	Ethylene oxide	100
Ether éthylique	400	Ethyl ether	400
Formiate d'éthyle	100	Ethyl formate	100
Silicate d'éthyle	100	Ethyl silicate	100
Formaldéhyde	5	Formaldehyde	5
Gazolène	500	Gazolene	500
Heptane	500	Heptane	500
Hexane	500	Hexane	500
Acide chlorhydrique	5	Hydrogen chloride	5
Acide cyanhydrique	10	Hydrogen cyanide	10
Acide fluorhydrique	3	Hydrogen fluoride	3
Hydrogène sélénié	0.05	Hydrogen selenide	0.05
Hydrogène sulfuré	20	Hydrogen sulfide	20
Isophorone	25	Isophorone	25
Oxyde de mésityle	50	Mesityl oxide	50
Méthanol	200	Methanol	200
Acétate de méthyle	200	Methyl acetate	200
Bromure de méthyle	20	Methyl bromide	20
Méthyl butanone	100	Methyl butanone	100
Méthyl cellosolve	25	Methyl cellosolve	25
Acétate de méthyle cellosolve	25	Methyl cellosolve acetate	25
Chlorure de méthyle	100	Methyl chloride	100
Méthyl cyclohexane	500	Methyl cyclohexane	500
Méthyl cyclohexanol	100	Methyl cyclohexanol	100
Méthyl cyclohexanone	100	Methyl cyclohexanone	100
Formiate de méthyle	100	Methyl formate	100
Méthyl isobutyl cétone	100	Methyl iso-butyl ketone	100
Monochlorobenzène	75	Monochlorobenzene	75
Monofluorotrichlorométhane	1000	Monofluorotrichloromethane	1000
Mononitrotoluène	5	Mononitrotoluene	5
Naphtha (goudron de houille)	200	Naphtha (coal tar)	200
Naphtha (pétrole)	500	Naphtha (petroleum)	500
Nickel carbonyle	1	Nickel carbonyl	1
Nitrobenzène	1	Nitrobenzene	1
Nitroéthane	100	Nitroethane	100
Oxyde d'azote (autre qu'oxyde nitreux)	25	Nitrogen oxide (other than nitrous oxide)	25
Nitroglycerine	0.5	Nitroglycerine	0.5
Nitrométhane	100	Nitromethane	100
2-nitropropane	50	2-nitropropane	50

Octane.	500	Octane.	500
Ozone.	1	Ozone.	1
Pentane.	1000	Pentane.	1000
Pentanone (méthyl propanone)	200	Pentanone (methyl propanone)	200
Phosgène.	1	Phosgene.	1
Hydrogène phosphoré.	0.05	Phosphine.	0.05
Trichlorure de phosphore.	0.5	Phosphorus trichloride.	0.5
Iso-propanol.	400	Iso-propanol.	400
Acétate de propyle.	200	Propyl acetate.	200
Ether iso-propylique.	500	Iso-propyl ether.	500
Hydrogène antimonié.	0.1	Stibine.	0.1
Solvant Stoddard.	500	Stoddard solvent.	500
Styrène.	200	Styrene monomer.	200
Chlorure de soufre.	1	Sulfur chloride.	1
Bioxyde de soufre (gaz sulfureux)	10	Sulfur dioxide.	10
1,1,2,2-Tétrachloroéthane.	5	1,1,2,2-Tetrachloroethane.	5
Tétrachloroéthylène.	100	Tetrachloroethylene.	100
Toluène.	200	Toluene.	200
Toluidine.	5	Toluidine.	5
Trichloroéthylène.	100	Trichloroethylene.	100
Térébentine.	100	Turpentine.	100
Chlorure de vinyle.	500	Vinyl chloride.	500
Xylène.	200	Xylene.	200
Iode.	1	Iodine.	1

Nom de la substance *Concentration maxima permise exprimée en milligrammes par 10 mètres cubes d'air.*

Antimoine.	5.0
Arsenic.	5.0
Barium.	5.
Cadmium.	1.
Diphényl chloré.	10.
Acide chronique et chromate, exprimé en CrO ₃	1.
Cyanure (exprimé en CN).	50.
Dinitrotoluène.	15.
Fluorures.	25.
Oxyde de fer (fumées).	150.
Plomb.	1.5
Oxyde de magnésium (fumées).	150.
Manganèse.	60.
Mercure.	1.
Pentachloronaphtalène.	5.
Pentachlorophénol.	5.
Phosphore (jaune).	1.
Pentachlorure de phosphore.	10.
Pentasulfure de phosphore.	10.
Sélénium (dérivés).	1.
Acide sulfurique.	10.
Tellure.	1.
Tétryle.	15.
Trichloronaphtalène.	50.
Trinitrotoluène.	15.
Oxyde de zinc (fumées).	150.

Name of substances *Permissible maximum concentration expressed in milligrams per 10 cubic meters of air.*

Antimony.	5.0
Arsenic.	5.0
Barium.	5.
Cadmium.	1.
Chlorodiphenyl.	10.
Chromic Acid and chromates, as CrO ₃	1.
Cyanide as CN.	50.
Dinitrotoluene.	15.
Fluorides.	25.
Iron oxide fume.	150.
Lead.	1.5
Magnesium oxide fumes.	150.
Manganese.	60.
Mercury.	1.
Pentachloronaphthalene.	5.
Pentachlorophenol.	5.
Phosphorus (yellow).	1.
Phosphorus pentachloride.	10.
Phosphorus pentasulfide.	10.
Selenium, compounds as selenium.	1.
Sulfuric Acid.	10.
Tellurium.	1.
Tetryl.	15.
Trichloronaphthalene.	50.
Trinitrotoluene.	15.
Zinc oxide (fumes).	150.

Nom de la substance *Millions de particules par pied cube d'air.*

Alundum.	50
Amiante.	5
Corbure de silicium (carborundum).	50
Poussière (sans silice libre); nuisance.	50
Mica (inférieur à 5% silice libre).	50
Ciment Portland.	50
Silice — haute teneur — supérieure à 50% de SiO ₂	5
Silice — teneur moyenne — (de 5 à 50% de SiO ₂).	20
Silice — basse teneur — (inférieure à 5% silice libre SiO ₂).	50
Ardoise (teneur en silice libre inférieure à 5%).	50
Stéatite (teneur en silice libre inférieure à 5%).	20
Talc.	20
Poussière totale (teneur en silice libre inférieure à 5%).	50

Name of substances *Millions particles per cubic ft. of air.*

Alundum.	50
Asbestos.	5
Carborundum.	50
Dust — (nuisance, no free silica)	50
Mica (below 5% free silica).	50
Portland Cement.	50
Silica — high — (above 50% free SiO ₂).	5
Silica — medium — (5 to 50% free SiO ₂).	20
Silica — low — below 5% free SiO ₂	50
Slate (below 5% free SiO ₂).	50
Soapstone (below 5% free SiO ₂).	20
Talc.	20
Total Dust (below 5% free SiO ₂).	50

Nom de la substance	Roentgen par jour	Name of substance	Roentgen per day
Radiation Gamma.....	0.1	Gamma Radiation.....	0.1
Rayons X.....	0.1	X Rays.....	0.1
Nom de la substance	curies par m. c.	Name of substance	curies per cub. m.
Radon.....	10-8	Radon.....	10-8
Thoron.....	10-8	Thoron.....	10-8

Article 68.

Lorsqu'un ouvrier au cours de son travail est exposé au plomb ou à ses composés, le médecin de l'établissement ou les autorités de cet établissement doivent voir à ce qu'une analyse du sang de cet ouvrier soit faite périodiquement et aussi fréquemment que l'exige le Directeur de la Division de l'Hygiène Industrielle, afin de déterminer le nombre de globules rouges à granulations basophiles et le pourcentage de l'hémoglobine dans le sang. Cette analyse du sang peut être remplacée par la détermination du plomb dans les urines ou par toute autre détermination approuvée par le Directeur.

Dans les cas suspects d'intoxication par le plomb un examen physique approprié doit être fait de même que la numération glabulaire, la détermination de la formule leucocytaire, le dosage du plomb dans le sang et dans les urines, la détermination du nombre de globules rouges à granulations basophiles et le pourcentage de l'hémoglobine.

Section 68.

When a workman, in the course of his work, is exposed to lead or its compounds, the physician of the establishment or those in authority, must see to it that a periodical test be made of the workman's blood, as frequently as is required by the Director of the Division of Industrial Hygiene, in order to determine the number of red globules with basophile granulations and the haemoglobine percentage in the blood. This analysis of the blood may be replaced by a determination of the lead in the urine or by any other determination approved by the Director.

In suspect cases of lead intoxication, a proper physical examination must be made, as well as the globular count, the determination of the leucocytary formula, the dosage of lead in the blood and in the urine, the determination of the number of red globules with basophile granulations and the haemoglobine percentage.

Appendice

DÉCLARATION DE MALADIE PROFESSIONNELLE

NOTIFICATION OF OCCUPATIONAL DISEASE

Appendix

Date	Nature de la maladie	
Date	Nature of disease	
Nom et adresse actuelle du patient		
Name and address of patient		
Sexe	Age	Marié: oui
Sex	Age	Married: yes
Nom et adresse de l'employeur		
Name and address of employer		
Nom et adresse du médecin traitant		
Name and address of treating physician		
Date du début de la maladie	Date de la 1ère visite chez le médecin	
Date of onset of disease	Date of the 1st visit to the physician	
Nature exacte du travail effectué par le patient		
Nature of work performed by the patient		
Date	Signature	

Médecin, hôpital ou autre établissement.
Physician, Hospital or other establishment.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

24852-o

24852-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 447

Québec, le 28 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941,

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 447

Quebec, April 28, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the fine glove industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163

chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 246 du 26 février 1948 et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 février 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 246, soit modifié comme suit:

1° Les mots "en cuir" sont ajoutés à la suite des mots "Mitaines et Gants Fins" dans la première phrase de l'article II.

2° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "c" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"1. *Employés du sexe masculin travaillant à la pièce*: \$0.4935 de l'heure en plus des taux réguliers désignés aux articles VIII et X du présent décret.

2. *Employés du sexe féminin travaillant à la pièce*: \$0.231 de l'heure en plus des taux réguliers désignés aux articles VIII et X du présent décret.

3. *Employés du sexe masculin et du sexe féminin travaillant à un taux horaire ou hebdomadaire*: salaire équivalent à temps et demi."

3° L'article V est remplacé par le suivant:

Vacances payées: a) Tout employé qui est au service continu d'un employeur depuis cinq ans et plus ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs, a droit à deux semaines de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à quatre pour cent (4%) du montant du salaire total gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année.

b) Tout employé qui est au service continu d'un employeur depuis une période variant de trois à cinq ans exclusivement ou, qui durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs, a droit à une semaine et demie de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à trois pour cent (3%) du montant de salaire total gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année.

c) Tout employé qui est au service d'un employeur depuis moins de trois ans a droit à une semaine de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à deux pour cent (2%) du montant de salaire total gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année.

d) La première semaine de vacances prend effet entre le premier juin et le premier septembre, et l'autre semaine ou semi-semaine, suivant le cas, entre le 15 novembre et le 31 décembre.

Ces vacances sont obligatoires et, durant cette période de vacances, il est interdit à l'employé de travailler d'une façon quelconque dans l'industrie de la ganterie.

e) Le montant dû pour vacances doit être remis à l'employé avant son départ en vacances.

Si cet employé a droit à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin, il doit en recevoir la moitié lors de sa première semaine de vacance et l'autre moitié lors de sa deuxième semaine de vacances.

S'il a droit à trois pour cent (3%) il doit en recevoir les deux tiers pour la première semaine de vacances et le tiers pour l'autre demi-semaine.

and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments to the decree number 246 of February 26, 1948, and amendments, relating to the fine glove industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 19, 1949;

WHEREAS the objections made have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 246, be amended as follows:

1. The word "leather" is added after the words "and cutting of" mentioned in the first sentence of section II.

2. Paragraphs 1 and 2 subsection "c" of section IV are replaced by the following ones:

"1. *Male employees paid on a piece-work basis*: \$0.4935 per hour over and above the regular rates mentioned in sections VIII and X of the present decree.

2. *Female employees paid on a piece-work basis*: \$0.231 per hour over and above the regular rates mentioned in sections XIII and X of the present decree.

3. Male and female employees paid on an hourly or weekly basis: time and one half."

3. Section V is replaced by the following:

"V. *Vacation with pay*: a) Every employee who has been in the continuous service of an employer for five years or more or who, during such period, has worked regularly in a same establishment for more than one employer is entitled to a vacation of two weeks and to a remuneration equivalent to four per cent (4%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to June 1st of each year.

b) Every employee who has been in the continuous service of an employer for a period of three to five years exclusively or who, during such period, has worked regularly in a same establishment for more than one employer is entitled to a vacation of one week and a half and to a remuneration equivalent to three per cent (3%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to June 1st of each year.

c) Every employee who has been in the service of an employer for less than three years is entitled to a vacation of one week and to a remuneration equivalent to two per cent (2%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to June 1st of each year.

d) The first week of vacation is to be taken between June 1st and September 1st; the second week or half week, as the case may be, between November 15 and December 31.

These are compulsory vacations and, for their entire duration, no employee is to work, in any way, in the glove industry.

e) The amount owed as vacation pay shall be remitted to the employee before he goes on his vacation.

If such employee be entitled to four per cent (4%) of the wages earned during the period of one year prior to June 1st, he shall receive half the amount at the time of his first vacation week and the other half at the time of his second vacation week.

If he is entitled to three per cent (3%), he shall receive the two thirds thereof for the first vacation week and one third for the other half-week.

S'il n'a droit qu'à deux pour cent (2%) il doit le recevoir en entier lors de sa semaine de vacances.

f) Tout employé qui durant la période d'un an précédant le premier juin a travaillé pour plusieurs employeurs assujettis à ce décret et qui, au premier juin de l'année courante est toujours à l'emploi de l'un d'eux, doit recevoir de chacun de ces employeurs la part qui lui revient pour ses vacances. Dans ce cas chaque employeur doit lui remettre une rémunération équivalente à deux pour cent (2%) ou trois pour cent (3%) ou quatre pour cent (4%), selon le cas, du total gagné en salaire durant le temps où cet employé a été à son emploi.

g) Tout employé qui est obligé d'aller travailler dans une autre industrie à cause du manque d'ouvrage doit tout de même recevoir deux pour cent (2%) ou trois pour cent (3%) ou quatre pour cent (4%), selon le cas, du montant total du salaire qu'il a gagné dans la période ci-haut désignée avec l'employeur qu'il a laissé.

h) Tout employé qui, volontairement, laisse définitivement l'industrie de la ganterie de la province de Québec avant le premier juin de l'année courante n'a pas droit à ses vacances.

4° Les taux de salaires des articles VIII et X sont majorés de cinq pour cent (5%) avec effet rétroactif au 1er janvier 1949.

5° Le premier paragraphe de l'article XV est remplacé par le suivant:

"Le présent décret est valable à compter du 1er janvier 1949 et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1949."

6° La clause suivante est insérée dans les sections de l'échelle des salaires intitulées "coupe au bloc" et "coupe à la machine clicker", à l'article VIII.

"Disposition spéciale:

Les gants doublés pour enfants seulement dans le cuir appelé "mouton domestique" peuvent être coupés au bloc ou à la machine "clicker" à un taux déterminé par le Comité paritaire, le tout sujet à l'approbation subséquente du Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24843-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 447

Québec, le 28 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés municipaux de la ville de Jonquière.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés municipaux de la ville de Jonquière, rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 16 janvier 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 mars, 1949;

If he is entitled to but two per cent (2%), he shall receive it all at the time of his week of vacation.

f) Every employee who, during the period of one year prior to June 1st, has worked for more than one employer governed by this decree and who, on June 1st of the current year, is still employed by one such employer shall receive from each employer the portion owed to him as vacation pay. In that event, each employer shall pay him a remuneration equivalent to two per cent (2%), or three per cent (3%), or four per cent (4%), as the case may be, of the total wages earned by the employee while in his employ.

g) Every employee who has to work in another industry for want of work in the glove industry remains entitled to two (2), three (3) or four (4) per cent, as the case may be, of the total amount of wages earned by him during the period hereabove designated with the employer which he has left.

h) Every employee who willingly and definitely leaves the glove industry of the Province of Quebec before June 1st of the current year is not entitled to any vacation.

4. The wage rates mentioned in sections VIII and X, are increased by five per cent (5%) with retroactive effect to January 1, 1949.

5. The first paragraph of section XV is replaced by the following:

"The present decree comes into force on January 1, 1949, and remains in full effect until December 31, 1949."

6. The following clause is inserted in the sections of the wage scale headed "Block Cutting" and "Clicker Machine Cutting, in section VIII.

Special Provision:

Domestic sheepskin lined gloves for children only may be block cut or (clicker) machine cut at a rate determined by the Parity Committee, the whole subject to the subsequent approval of the Lieutenant-Governor in Council"

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24843-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 447

Quebec, April 28, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the municipal employees of the town of Jonquière.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the municipal employees of the town of Jonquière, rendered obligatory by the decree number 98 of January 16, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March, 19, 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires établis dans la cédule suivante, doivent être payés aux employés de la Corporation municipale de la ville de Jonquière. Toutefois, les salaires actuellement payés, s'ils sont supérieurs à ceux ci-après énumérés, demeurent les salaires légaux:

Bureaux:	Par semaine
Assistant-trésorier	\$71.50
Comptable, teneur de livres	50.50
Percepteur:	
Première année	46.50
Deuxième année	50.50
Préposé à la lecture des comptes:	
Première année	43.50
Deuxième année	46.50
Troisième année et plus	50.50
Commis, sténographe, dactylographe au bureau du trésorier	41.50
Bureaux des services municipaux:	
Commis au Bureau des Services	51.50
Voirie:	
Assistant-contremaître	51.50
	L'heure
Chauffeur de camion avec chasse-neige, grade "A"	0.93
Chauffeur de camion avec chasse-neige, grade "B"	0.88
Chauffeur de camion avec souffleur, grade "A"	0.93
Chauffeur de camion avec arrosoir, grade "A"	0.93
Chauffeur de camion de services, grade "C"	0.83
Préposé au souffleur	0.88
Préposé au malaxeur	0.88
Préposé au "Bulldozer" (pour trottoirs)	0.88
Finisseur de ciment (y compris jointoyeurs, maçonnerie en général)	0.83
Charpentier-menuisier (pour coffrage et ouvrage général)	0.83
Journalier permanent	0.78
Journalier supplémentaire	0.73

Remarque: Les conducteurs de chevaux à attelage simple ou double sont payés au même salaire que les journaliers; cependant, s'ils fournissent les chevaux, ils ont droit à \$0.30 par cheval, de plus par heure.

Aqueduc et égouts:	par semaine
Assistant-contremaître	\$51.50
Préposé aux pompes	43.50
	L'heure
Préposé aux compresseurs	0.83
Préposé aux marteaux à air	0.83
Préposé aux explosifs	0.78
Aide-plombier:	
Finisseur de joints de plomb	0.83
Poseur de tuyaux d'égouts	0.83
Preneur de prise d'eau	0.83
Vérificateur de bornes-fontaines	0.83
Journaliers	0.78
Electricité:	par semaine
Assistant-contremaître	\$61.50
	L'heure
Homme de ligne	1.03
Aide-électricien	0.78
	par semaine
Gardien du réservoir (écluse)	\$39.30
Préposé au dynamo	44.50"

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 98, be amended as follows:

1. Section IV is replaced by the following:
"IV. *Wage rates*: The minimum wage rates established in the following schedule shall be paid to the employees of the Municipal Corporation of the Town of Jonquière. However, the wages actually paid which are higher than those hereafter enumerated shall remain the legal wages:

Office:	Per week
Assistant-treasurer	\$71.50
Accountant, book-keeper	50.50
Collector:	
First year	46.50
Second year	50.50
Meter reader:	
First year	43.50
Second year	46.50
Third year or more	50.50
Clerk, Stenographer, Typist in the Treasurer's Office	41.50
Offices of the Municipal Services:	
Clerk in the Services Office	51.50
Roads:	
Assistant-foreman	51.50
	Per hour
Snow-plough driver, Grade "A"	0.93
Snow-plough driver, Grade "B"	0.88
Truck driver — Rotary snow-plough Grade "A"	0.93
Watering truck driver, Grade "A"	0.93
Service truck driver, Grade "C"	0.83
Rotary snowplough operator	0.88
Mixer operator	0.88
Bulldozer operator (for sidewalks)	0.88
Cement finishers: (including joint pointers, general masonry)	0.83
Carpenter-joiner: (for frame-work and general work)	0.83
Permanent labourer	0.78
Occasional labourer	0.73

Proviso: Horse drivers (single or team) are paid the rate of labourers. Those supplying horses shall receive \$0.30 more per horse, per hour.

Aqueduct and sewers:	Per week
Assistant-foreman	51.50
Pump operator	43.50
	Per hour
Compressor operator	0.83
Jackhammer operator	0.83
Explosive attendant	0.78
Plumbers' helper:	
Lead joint finishers	0.83
Sewer pipe layer	0.83
Water connection maker	0.83
Street-fountain inspector	0.83
Labourer	0.78
Electricity:	Per week
Assistant-foreman	61.50
	Per hour
Lineman	1.03
Electricians' helper	0.78
	Per week
Reservoir (dam) watchman	39.30
Dynamo operator	44.50"

2° Le paragraphe "b" de l'article V est remplacé par le suivant:

"b. Tout employé dont l'engagement est à l'heure ou à la journée, a droit à quinze (15) jours de vacances payées par année, après une année de service, pourvu qu'il ait travaillé au moins onze mois au cours de l'année."

3° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 25 janvier 1950. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24841-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 447

Québec, le 28 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux épiciers-bouchers de Sherbrooke.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la Convention collective de travail relative aux épiciers-bouchers de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 2331 du 17 juin 1940, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 mars, 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 2331, soit modifié comme suit;

1° Le paragraphe "g" de l'article I est remplacé par le suivant:

"g) Le mot "commis" désigne toute personne de sexe masculin ou féminin, employée dans un établissement visé par le présent décret, faisant du travail comme préposé à l'achat, à la caisse, au classement, à la surveillance, à la vente, à l'emballage, à la livraison, ainsi qu'à l'étalage de toute chose pouvant faire légalement l'objet d'un contrat de vente d'une manière quelconque avec le commerce ci-dessus défini."

2° Le paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

"b) En dehors des heures mentionnées au paragraphe "a" du présent article, un salarié ne peut travailler à la vente d'aucune marchandise assujettie au décret, au comptoir ou par téléphone, et un employeur ou un employeur professionnel

2. Subsection "b" of section V is replaced by the following:

"b) Every employee employed by the hour or by the day is entitled to a vacation of fifteen (15) days with pay, per year, after one year of service provided he worked a minimum of eleven months during the year."

3. Section IX is replaced by the following:

IX. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until January 25, 1950. It then renews itself automatically from year to year, unless either of the contracting parties notify the other party to the contrary within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), before its original expiration or before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24841-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 447

Quebec, April 28, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the grocers and butchers of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocers and butchers of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree number 2331 of June 17, 1940, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 12, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2331, be amended as follows:

1° Subsection "g" of section I is replaced by the following:

"g) The word "clerk" means any male or female person employed in an establishment governed by the present decree doing work pertaining to the sales, packing, delivery, grading, purchase cash, supervision, and to the display of any commodity that may legally be sold in the trade hereabove defined."

2. Subsection "b" of section III is replaced by the following:

"b) Outside the hours mentioned in subsection "a" hereof, an employee shall not work at the sale of goods subject to the decree, at the counter or by telephone, and an employer or a professional employer shall not put an employee to work on

ne peut faire travailler un salarié à la vente d'aucune marchandise assujettie au décret, au comptoir ou par téléphone."

3° Le paragraphe "d" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"d) Tout travail, autre que pour la vente des marchandises assujetties au présent décret, exécuté en dehors des heures définies au paragraphe "a" de l'article III ci-dessus, doit être payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier. Ce tarif horaire doit être calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

Il ne peut être question de travail supplémentaire quant à la vente des marchandises assujetties au présent décret, tel travail étant prohibé en dehors des heures prévues au paragraphe "a" de l'article III."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24840-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 447

Québec, le 28 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 918 du 4 juin 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 mars 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret, numéro 918, soit modifié comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin de l'article VI:

"Il est interdit:

i. d'offrir gratuitement à qui que ce soit un ou des services faisant l'objet du présent décret;

ii. d'en réduire les prix par quelque procédé que ce soit;

iii. d'en changer l'appellation technique ou la définition telle qu'inscrite dans le décret;

iv. de donner quelque objet que ce soit comme prime ayant pour effet de réduire les taux ou d'attirer la clientèle par des moyens ayant directement ou indirectement pour effet de réduire ces taux.

v. d'offrir des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le présent décret, par voie de publicité, de panneau-réclame ou de toute autre manière."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24842-o Greffier du Conseil Exécutif.

the sale of goods subject to the decree, at the counter or by telephone."

3. Subsection "d" of section IV is replaced by the following:

"d) All work, other than that concerned with the sale of goods governed by the present decree, performed outside the hours determined in subsection "a" of section III hereof shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay. This hourly rate of pay shall be computed at the pro rata of the weekly wages.

There can be no overtime in the sale of goods governed by the present decree, such work being forbidden outside the hours established in subsection "a" of section III."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24840-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 447

Quebec, April 28, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree number 918 of June 4, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 19, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 918, be amended as follows:

The following provisions are added at the end of section VI:

"It is prohibited:

i. to offer free of charge, to anyone, one or more services covered by the present decree;

ii. to reduce the prices thereof by what means soever;

iii. to change the technical term or the definition mentioned in the decree;

iv. to give what object soever as a premium for the purpose of reducing the rates or to attract customers by means resulting, directly or indirectly, into a reduction of the rates.

v. to offer services at prices lower than those set by the present decree by means of publicity, sign-boards or any other way."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24842-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

406 — Concernant des amendements aux règlements provinciaux d'hygiène relatifs aux établissements industriels	1167
447, section "A" — Épiciers-bouchers de Sherbrooke	1174
447, section "B" — Employés municipaux de la ville de Jonquière	1172
447, section "C" — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke	1175
447, section "D" — Industrie du gant fin dans la province de Québec	1122
448 — Concernant la chasse à l'orignal, au chevreuil et au caribou	1122
Concernant la défense de chasser la femelle du chevreuil dans la zone B	1123
Concernant le prix du permis de chasse à l'orignal pour les non-résidents	1123
457 — Concernant une étendue réservée et soustraite au piquetage dans la région du bassin de la rivière aux Pékans	1166
463 — Concernant le permis de circulation sur les terres de la Couronne entre le 5 mai et le 15 novembre 1949	1165

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Laïques, district N° 31A de St-Joseph d'Alma (Nom changé)	1124
Clover Petroleum Ltd (Vente d'actions)	1126
Institut du Cancer de Montréal — Montreal Cancer Institute (Directeurs)	1128
La Caisse Populaire d'Adamsville (Fondation)	1128
La Caisse Populaire du Séminaire de Chicoutimi (Fondation)	1125
Les Chantiers St-Joseph (Fondation) ..	1125
Liste des présidents d'élection	1125
L'Union des Débardeurs de Québec, Local N° 2 (Existence terminée) ..	1126
Miss Edgar's and Miss Cramp's School, Inc. (Directeurs)	1126
Montreal Acceptance Corporation (Directeurs)	1125
Price Brothers & Company, Limited (Directeurs)	1127
Queont Pipe Line Company (Bill privé) ..	1124
Redwater Leasehold Ltd. (Vente d'actions)	1128
Société d'Administration et de Fiducie (Directeurs)	1127
Sparky Oils Limited (Vente d'actions) ..	1128
Syndicat Coopératif de Laiterie de Rimouski (Fondation)	1126
Syndicat de Téléphone Paroissial de Villeroy (Fondation)	1128
Syndicat National Catholique des Briquetiers de Saint-Maxime de Scott (Existence terminée)	1127
Taché, canton de (Tirage d'obligations) ..	1126
The British American Pipe Line Company (Bill privé)	1124

CHARTES — ABANDON DE:

Artistic Frame Co. Ltd.	1130
------------------------------	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ORDERS IN COUNCIL:

406 — Concerning amendments to the Provincial Health Regulations relative to industrial establishments...	1167
447, part "A" — Grocers and butchers of Sherbrooke	1174
447, part "B" — Municipal employees of the town of Jonquière	1172
447, part "C" — Barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke	1175
447, part "D" — Fine glove industry in the province of Quebec	1122
448 — Concerning the hunting of moose, deer and caribou	1122
Concerning the ban on the hunting of does in zone B	1123
Concerning the price of licenses for the hunting of moose for non residents	1123
457 — Concerning a certain limit reserved and restrained from staking in the region of the basin of the "aux Pékans" river	1166
463 — Concerning travel permits on Crown Lands between May 5 and November 15, 1949	1165

1109 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Laïques, district No 31A de St-Joseph d'Alma (Name changed)	1124
Clover Petroleum Ltd. (Sale of shares) ..	1126
Institut du Cancer de Montréal — Montreal Cancer Institute (Directors)	1128
La Caisse Populaire d'Adamsville (Foundation)	1128
La Caisse Populaire du Séminaire de Chicoutimi (Foundation)	1125
Les Chantiers St-Joseph (Foundation) ..	1125
List of returning-officers	1125
L'Union des Débardeurs de Québec, Local No 2 (Existence terminated) ..	1126
Miss Edgar's and Miss Cramp's School, Inc. (Directors)	1126
Montreal Acceptance Corporation (Directors)	1125
Price Brothers & Company, Limited (Directors)	1127
Queont Pipe Line Company (Private Bill) ..	1124
Redwater Leasehold Ltd. (Sale of shares)	1128
Société d'Administration et de Fiducie (Directors)	1127
Sparky Oils Limited (Sale of shares) ..	1128
Syndicat Coopératif de Laiterie de Rimouski (Foundation)	1126
Syndicat de Téléphone Paroissial de Villeroy (Foundation)	1128
Syndicat National Catholique des Briquetiers de Saint-Maxime de Scott (Existence terminated)	1127
Taché, township of (Drawing of bonds) ..	1126
The British American Pipe Line Company (Private Bill)	1124

CHARTERS — SURRENDER OF:

Artistic Frame Co. Ltd.	1130
------------------------------	------

Breodd Limited.....	1130	Breodd Limited.....	1130
Elzéar Fortier, Limitée.....	1130	Elzéar Fortier, Limitée.....	1130
Madison Gold Mines Limited.....	1130	Madison Gold Mines Limited.....	1130
North Siscoe Mines Limited.....	1129	North Siscoe Mines Limited.....	1129
Quebec Tobacco Sales Company.....	1131	Quebec Tobacco Sales Company.....	1131
Scotts Limited.....	1131	Scotts Limited.....	1131
Sport Badges Inc.....	1130	Sport Badges Inc.....	1130
St-Jérôme Golf & Country Club.....	1129	St-Jérôme Golf & Country Club.....	1129
The Sheridan Co. Inc.....	1131	The Sheridan Co. Inc.....	1131
Weaver Limited.....	1129	Weaver Limited.....	1129
West Siscoe Gold Mines Limited.....	1129	West Siscoe Gold Mines Limited.....	1129
COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:		QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:	
Liste des commissions scolaires dont les obligations seront échangées.....	1131	List of School Commissions whose bonds or debentures will be exchanged....	1131
COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:	
Arthur G. McKee & Company.....	1133	Arthur G. McKee & Company.....	1133
Spencer, White & Prentis, Inc.....	1133	Spencer, White & Prentis, Inc.....	1133
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Côte St-Antoine, munic. scolaire de...	1133	Côte St-Antoine, school munic. of...	1133
Immaculée-Conception, munic. scolaire catholique de.....	1133	Immaculée-Conception, Catholic school munic. of.....	1133
La Providence, munic. scolaire du village de.....	1134	La Providence, school munic. of the village of.....	1134
Orford, munic. scolaire de.....	1134	Orford, school munic. of.....	1134
Rivière-à-Rebours, munic. scolaire de..	1134	Rivière-à-Rebours, school munic. of..	1134
Rivière Croche, munic. scolaire de....	1134	Rivière Croche, school munic. of.....	1134
Shipton, munic. scolaire de.....	1135	Shipton, school munic. of.....	1135
Ste-Thècle, munic. scolaire de la paroisse de.....	1134	Ste-Thècle, school munic. of the parish of.....	1134
St-Joseph-de-Lévis, munic. scolaire de	1134	St-Joseph-de-Lévis, school munic. of..	1134
St-Sixte de Lochaber, munic. scolaire de	1135	St-Sixte et Lochaber, school munic. of	1135
MINES:		MINES:	
Avis de révocation de droits de mine..	1136	Notice of cancellation of mining rights	1136
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Windsor, canton de.....	1138	Windsor, township of.....	1138
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Modification).....	1149	Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (Amendment)..	1149
Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Prélèvement)	1140	Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (Levy).....	1140
Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec (Prélèvement).....	1141	Parity Committee of the Tavern Keeper of Quebec (Levy).....	1141
Comité paritaire des épiciers et bouchers de Joliette (Prélèvement).....	1143	Comité paritaire des épiciers et bouchers de Joliette (Levy).....	1143
Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district (Prélèvement).....	1137	Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District (Levy).....	1137
Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec (Prélèvement).....	1138	Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee (Levy).....	1138
Industrie de la boîte de carton gaufré (Avis).....	1155	Corrugated paper box industry (Notice).....	1155
Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville (Modification).....	1155	Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville (Amendment).....	1155
Industrie de la construction dans la région de Québec (Modification)....	1153	Construction industry in the district of Quebec (Amendment).....	1153
Industrie de la construction dans la région de Sorel (Modification).....	1153	Construction industry in the district of Sorel (Amendment).....	1153
Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne (Modification)	1152	Construction industry in the county of Terrebonne (Amendment).....	1152

Industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet (Modification).....	1152
Industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier <i>et al</i> (Modification).....	1154
Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice <i>et al</i> (Modification).....	1154
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Modification).....	1144
Travailleurs en fourrure, commerce de détail, de l'Île de Montréal (Avis)...	1144

LETTRES PATENTES:

Alma Automobile Limitée.....	1110
Arcand & Dion Cie Ltée.....	1111
Arrow Flush Door Co. Ltd.....	1111
Arrowhead Building Inc.....	1111
Association des Locateurs de Chambres de la Région de Montréal — Montreal Rooming House Keepers Association.....	1112
Berkertex of London Ltd.....	1112
Comité pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de St-Pie de Guire.....	1113
Compagnie de Marbre Carrare Canadien (Limitée) — Canadian Carrara Marble Company Limited.....	1113
Garage Paul Godin Ltée — Garage Paul Godin Ltd.....	1113
H. Berling Inc.....	1114
H. J. O'Connell Supplies Ltd.....	1114
J. A. Renaud Ltée.....	1115
J. H. Van Ular Ltd.....	1115
John Millen Hull Limited.....	1115
John Millen Val d'Or Limitée.....	1116
Jos. Bélanger Ltée.....	1116
La Compagnie Assh Inc.....	1116
L'Agence Elzéar Gauvin, Inc.....	1117
Modular Construction Limited.....	1117
Montréal Film Production Ltée.....	1117
Shawinigan Realities Limited.....	1118
Tomaqua Inc.....	1118
Trans-Continental Tourist Information Limited.....	1118
Valises Colonial Luggage Inc.....	1119

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Aldor Sportswear Inc.....	1119
Carrières Lagacé Ltée — Lagacé Quarries Ltd.....	1120
Cogan Wire & Metal Products Limited	1120
Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée — "Victory" Bus Lines, Ltd.....	1120
Excellent Pad Co. Ltd.....	1121
Fashion Fur Co.....	1121
Les Industries Calcaires Inc.....	1121
L'Hoir Inc.....	1121
M. H. Grover & Sons Ltd.....	1122
Mobbs & Lewis (Canada) Ltd.....	1122
P.-E. Belzile Limitée.....	1122

SIÈGES SOCIAUX:

Arrow Flush Door Co. Ltd.....	1156
Potvin & Frère Cie Limitée.....	1157
Prosper Music Bar Limitée.....	1156
Quebec Ready-Mix Inc.....	1156
Shawinigan Realities Limited.....	1156

SOUMISSIONS:

Montréal, commission scolaire centrale protestante de.....	1159
St-Jean-Boischatel, village de.....	1157

Construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet (Amendment).....	1152
Construction industry in the counties of Joliette, Berthier <i>et al</i> (Amendment).....	1154
Construction industry in the counties of Maskinongé, St-Maurice <i>et al</i> (Amendment).....	1154
Construction industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville (Amendment).....	1144
Fur workers, retail trade, in the Island of Montreal (Notice).....	1144

LETTERS PATENT:

Alma Automobile Limitée.....	1110
Arcand & Dion Cie Ltée.....	1111
Arrow Flush Door Co. Ltd.....	1111
Arrowhead Building Inc.....	1111
Association des Locateurs de Chambres de la Région de Montréal — Montreal Rooming House Keepers Association.....	1112
Berkertex of London Ltd.....	1112
Comité pour l'Entretien des Chemins d'Hiver de St-Pie de Guire.....	1113
Compagnie de Marbre Carrare Canadien (Limitée) — Canadian Carrara Marble Company Limited.....	1113
Garage Paul Godin Ltée — Garage Paul Godin Ltd.....	1113
H. Berling Inc.....	1114
H. J. O'Connell Supplies Ltd.....	1114
J. A. Renaud Ltée.....	1115
J. H. Van Ular Ltd.....	1115
John Millen Hull Limited.....	1115
John Millen Val d'Or Limitée.....	1116
Jos. Bélanger Ltée.....	1116
La Compagnie Assh Inc.....	1116
L'Agence Elzéar Gauvin, Inc.....	1117
Modular Construction Limited.....	1117
Montréal Film Production Ltée.....	1117
Shawinigan Realities Limited.....	1118
Tomaqua Inc.....	1118
Trans-Continental Tourist Information Limited.....	1118
Valises Colonial Luggage Inc.....	1119

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Aldor Sportswear Inc.....	1119
Carrières Lagacé Ltée — Lagacé Quarries Ltd.....	1120
Cogan Wire & Metal Products Limited	1120
Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée — "Victory" Bus Lines, Ltd.....	1120
Excellent Pad Co. Ltd.....	1121
Fashion Fur Co.....	1121
Les Industries Calcaires Inc.....	1121
L'Hoir Inc.....	1121
M. H. Grover & Sons Ltd.....	1122
Mobbs & Lewis (Canada) Ltd.....	1122
P.-E. Belzile Limitée.....	1122

HEAD OFFICES:

Arrow Flush Door Co. Ltd.....	1156
Potvin & Frère Cie Limitée.....	1157
Prosper Music Bar Limitée.....	1156
Quebec Ready-Mix Inc.....	1156
Shawinigan Realities Limited.....	1156

TENDERS:

Montreal Protestant Central School Board.....	1157
St-Jean-Boischatel, village of.....	1159

St-Joseph-de-Grantham, commission scolaire de la ville de.....	1158	St-Joseph-de-Grantham, School Com- mission of the town of.....	1158
VENTES, LOIS DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
La Conserverie de Charlesbourg Ltée..	1161	La Conserverie de Charlesbourg Ltée..	1161
Parent, François.	1160	Parent, François.	1160
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Demuy vs Dansereau <i>et al</i>	1162	Demuy vs Dansereau <i>et al</i>	1162
VENTES PAR SHÉRIFS:		* SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Généreux vs Douville.....	1163	Généreux vs Douville.....	1163
GASPÉ:		GASPÉ:	
Crane Limited vs Fournier.	1164	Crane Limited vs Fournier.	1164
MONTREAL:		MONTREAL:	
Duranleau <i>et al</i> vs Héritiers Dame Irène Beaulieu.	1164	Duranleau <i>et al</i> vs Heirs of Dame Irène Beaulieu.	1164
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Robert vs Boily	1165	Robert vs Boily	1165
24884-o		24884-o	

